

fonction publique

CGFP
Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

numéro 225
janvier/février 2013
45^e année
paraît 6 fois par an

L'État luxembourgeois, malade imaginaire Réalisme ou pessimisme de service

Molière n'est pas seulement le grand classique par excellence, le Shakespeare français par sa vie et son œuvre littéraire, mais il est aussi une source inépuisable d'inspiration et de description des faiblesses humaines qui, par analogie, se prête également bien pour mieux comprendre les travers du monde d'aujourd'hui. C'est ainsi que son malade imaginaire va comme un gant à l'état de santé du Luxembourg dans la période de crise que nous traversons actuellement.

D'après le diagnostic des docteurs autoproclamés en médecine économique et financière, l'État luxembourgeois souffrirait, à côté de certaines déficiences génétiques incurables, de commotions structurelles endémiques et d'accès de fièvre conjoncturelle intermittents qui feraient craindre le pire pour la survie du malade. Si l'on regarde de plus près et avec les pieds bien sur terre les différents symptômes prétendent inquiétants, on arrive à la conclusion que la maladie du patient se situe plutôt dans l'imaginaire ex-cité des «médecins» qui se sont invités à son chevet.

Il est d'abord utile de rappeler que, dans le fonctionnement de l'État, les secteurs privé et public sont interdépendants. Le privé, de par ses performances économiques, procure à l'État les recettes nécessaires pour payer le secteur public qui à son tour garantit le bon fonctionnement des services publics et assure en même temps une clientèle de taille au privé. En clair, chacun dépend de l'autre et y trouve son compte si l'autre se porte bien aussi. Une gué-guerre entre eux serait funeste pour les deux à moyen et à long terme certainement.

Le Luxembourg, de par sa petite taille et sa dépendance totale du monde extérieur, est plus exposé que d'autres à ce qui se passe en Europe et ailleurs. Par conséquent, notre économie encaisse le coup

de la crise économique et financière ambiante par des taux de croissance moindres. Cependant, nous ne sommes pas en récession, et la balance extérieure de nos échanges dépasse en pourcentage même celle de l'Allemagne. Par ailleurs, la création d'emplois additionnels frôle toujours en moyenne les 10.000 par an, ce qui se répercute dans une évolution démographique en flèche et une augmentation permanente du nombre des frontaliers. C'est quand même la preuve indéniable que notre économie ne se porte pas si mal!

Que certains secteurs de l'activité économique soient en stagnation ou en perte de vitesse – la production industrielle par exemple – c'est un fait, mais que d'autres soient en expansion constante – fonds, SES, nouvelles technologies – est la preuve que la croissance continue. En fait, la globalisation entraîne aussi une mutation structurelle activement soutenue par le gouvernement qui veille au grain en assurant la survie et le développement des industries de pointe par la promotion de la recherche.

D'autre part, les cris d'alarme intempestifs à propos de la perte de productivité et de compétitivité se révèlent sans fondement. Si l'on regarde dans les indicateurs structurels des services statistiques de l'UE la productivité pour 2011 par personne occupée (y inclus les frontaliers), le Luxembourg se détache nettement en tête devant tous les autres membres de l'UE, et même devant les États-Unis. Soit dit en passant que l'objectif orgueilleux du «processus de Lisbonne», à savoir de rattraper et de dépasser les États-Unis, proclamé il y a plus de dix ans, le Luxembourg l'a atteint alors que l'Union Européenne n'en parle plus, pour de bonnes raisons.

En matière de finances publiques, le gouvernement a, dès le début de la crise en septembre 2008, décidé de contrer et de surmonter les effets



„Pacta sunt servanda“

Wenn die Regierung ihren Verpflichtungen nicht nachkommen sollte, verliere sie nicht nur massiv an Glaubwürdigkeit, sondern riskiere sie auch noch einen weitreichenden Sozialkonflikt im öffentlichen Dienst, mahnte vor der 46. CGFP-Vorstandskonferenz die CGFP-Führung mit Blick auf die Reform- und Besoldungsabkommen für den öffentlichen Dienst. An die Adresse der Regierung erging denn auch der eindringliche Appell, die in den Texten noch immer vorhandenen Abweichungen vom Verhandlungsergebnis schnellstmöglich aus der Welt zu schaffen. Einen ausführlichen Bericht über die 46. CGFP-Vorstandskonferenz finden interessierte Leser auf den Seiten 3 bis 9 in dieser Ausgabe.

de celle-ci par une politique anticyclique, c'est-à-dire d'un déficit budgétaire volontaire sous forme d'investissements massifs. Or, ce déficit est toujours resté bien en deçà des limites des critères de Maastricht de 3%, et de même, la dette publique reste bien au-dessous des 60% du PIB. Les réserves financières mises de côté durant les années fastes en ont fourni au gouvernement les moyens, ce qui n'a pas été le cas pour la plupart des autres pays. Or, l'histoire fournit des exemples probants qu'une grande crise comme celle que nous subissons à l'heure actuelle, comparable à celle de 1929, ne se résorbe pas dans un ou deux ans, mais demande une politique keynésienne sur une plus longue durée. Le président Roosevelt a commencé le «New Deal» à partir de 1933, mais même en 1941, au début de la Guerre pour les États-Unis, ceux-ci n'étaient pas encore complètement sortis de la crise, notamment pour le chômage. Alors qu'on cesse de hurler, après quatre ans de déficit voulu, comme si c'était la fin du monde! Par ailleurs, la répartition du poids fiscal s'est nettement déplacée sur les épaules des particuliers, allégeant considérablement celles des collec-

tivités. Et pourtant ces dernières se comportent comme si on les écorchait alors que c'est le contraire qui se passe.

La manipulation voire l'abolition de l'indexation des salaires demandée à grands cris depuis des décennies par certains patrons en perte de vitesse ou à court d'idées innovatrices ne serait qu'un coup d'épée dans l'eau. La baisse sensible du pouvoir d'achat de tous les salariés ne donnerait certainement pas un coup de fouet à la croissance économique. Le refrain suranné du poids insupportable de l'État et de la Fonction publique sur l'économie est une autre chimère réfutée clairement par les statistiques de l'Union Européenne. Il serait temps d'arrêter ce théâtre et de regarder la réalité en face: nous sommes logés à la même enseigne, passagers dans le même bateau, en crise certes, mais bien placés pour en sortir. Alors cessons de jouer la comédie du «Malade imaginaire»! Nous avons mieux à faire, ensemble et non pas l'un contre l'autre.

P.S. Il ne faut surtout pas prendre à la lettre la citation de Knock «*Tout homme bien portant est un malade qui s'ignore*».

Emile HAAG

**fonction
publique**

Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

CGFP

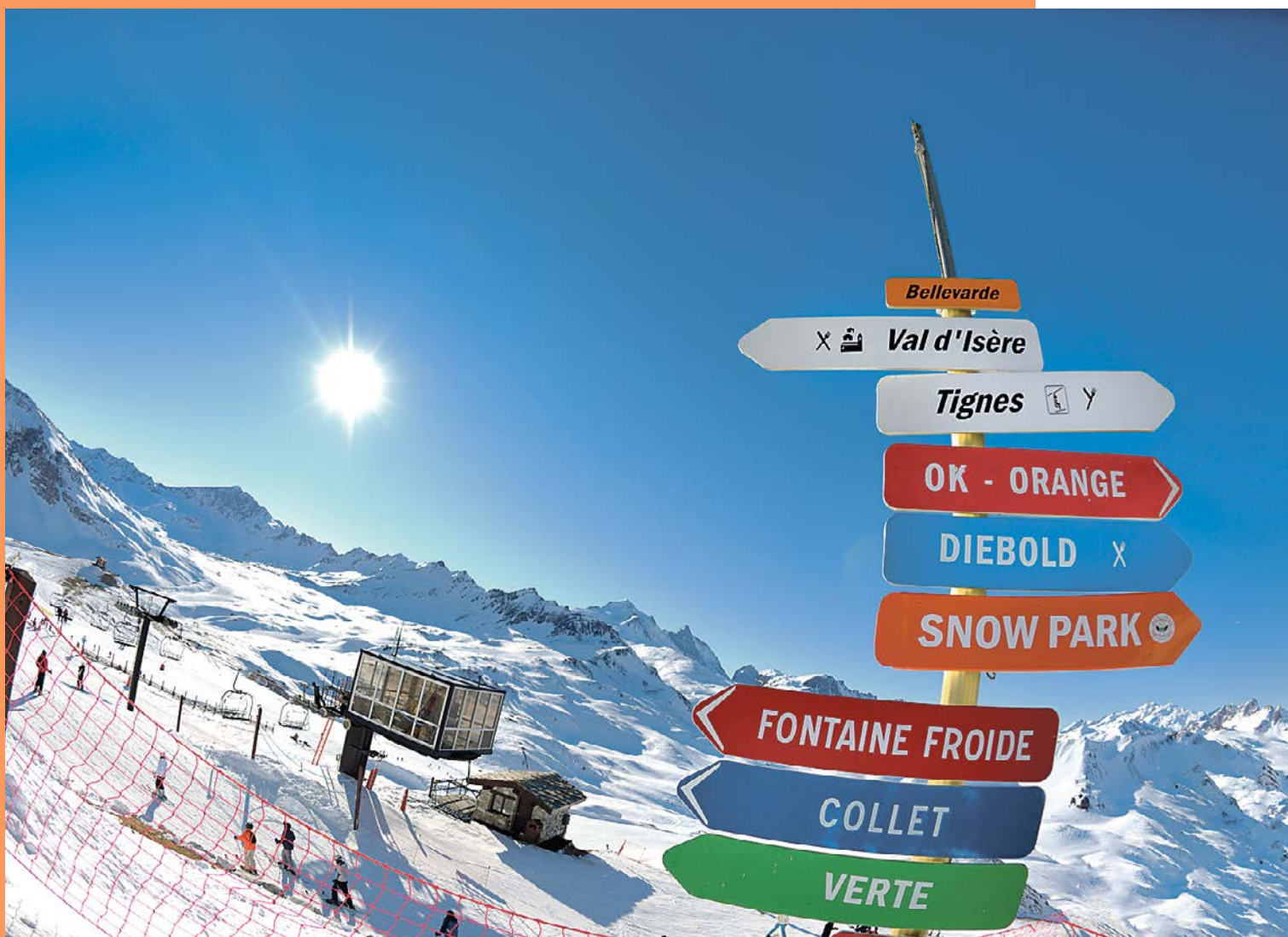
Éditeur: CGFP
28, Dernier Sol, L-2543 Luxembourg
Tél.: 26 48 27 27 – Fax: 26 48 29 29
E-mail: cgfp@cgfp.lu

Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30

La reproduction d'articles, même
par extraits, n'est autorisée qu'en
cas d'indication de la source.

Les articles signés ne reflètent pas
nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYÉ
P/S. 141



L'évasion est proche

LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP

**OUVERT
LE SAMEDI MATIN**



LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h

46. Vorständekonferenz der CGFP

„Pacta sunt servanda“

CGFP pocht auf Umsetzung aller vereinbarten Abkommen

Wenn die Regierung ihren Verpflichtungen nicht nachkommen sollte, verliere sie nicht nur massiv an Glaubwürdigkeit, sondern riskiere sie auch noch einen weitreichenden Sozialkonflikt im öffentlichen Dienst, mahnte am Montag, dem 10. Dezember 2012, vor der 46. CGFP-Vorständekonferenz die CGFP-Führung mit Blick auf die Reform- und Besoldungsabkommen für den öffentlichen Dienst. An die Adresse der Regierung erging denn auch der eindringliche Appell, die in den Texten noch immer vorhandenen Abweichungen vom Verhandlungsergebnis schnellstmöglich aus der Welt zu schaffen, ansonsten die CGFP sich gezwungen sehe, auf alle ihr zur Verfügung stehenden gewerkschaftlichen Mittel zurückzugreifen, um diesem Missstand beizukommen.

Die „Conférence des Comités“ ist nach wie vor das wichtigste Ereignis im Jahreskalender der CGFP. Auch die Standortbestimmung vom vergangenen 10. Dezember stellte die Geschlossenheit und Solidarität im öffentlichen Dienst wieder einmal eindrucksvoll unter Beweis.



Sollte die demografische Entwicklung den Staat dazu zwingen, in zusätzliche Infrastrukturen zu investieren, sei es für die CGFP „völlig normal“, dass auch die zukünftigen Nutznießer dieser Infrastrukturen an deren Finanzierung beteiligt würden, gab CGFP-Generalsekretär Romain Wolff zu bedenken

Der große Festsaal des „Parc Hôtel Alvisse“ in Dommeldingen war bis auf den letzten Platz besetzt, als CGFP-Nationalpräsident Emile Haag die überaus zahlreich erschienenen Gäste und Delegierten zur 46. Vorständekonferenz der Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP begrüßte. Unter den statutarischen Organen der CGFP nimmt die „Conférence des Comités“, die Zusammenkunft der Vorstände der über 60 CGFP-Fachverbände, einen ganz besonderen Stellenwert ein, verabschiedet sie doch das aktualisierte Aktionsprogramm der CGFP und nimmt Stellung zu den brennenden Gegenwartsproblemen.

Es oblag CGFP-Nationalpräsident Emile Haag, die Anwesenden recht herzlich willkommen zu heißen, vor allem die Vertreter der politischen Parteien, der Ministerien und der Verwaltungen sowie die Exekutive der befreundeten FGFC, der Gewerkschaft des Gemeindepersonals. Besonders erfreut zeigte sich Emile Haag, den CGFP-Ehrengeneralsekretär Jos. Daleiden, den langjährigen Ersten Vizepräsidenten Pierre Trausch und den Direktor der Berufskammer der öffentlichen Bediensteten, Georges Muller, begrüßen zu können, ebenso wie alle Delegierten der höchsten CGFP-Gremien und Vertreter der mehr als 60 CGFP-Fachverbände, die allein schon durch ihre Anwesenheit die Solidarität und Geschlossenheit der öffentlichen Funktion eindrucksvoll unter Beweis stellten.

„du jamais vu ni entendu“

Auf internationaler Ebene seien noch immer die Auswirkungen, welche die Wirtschafts- und Finanzkrise auf eine ganze Reihe EU-Länder gehabt habe, zu spüren, meinte eingangs seiner Ausführungen CGFP-Nationalpräsident Emile Haag. Auch Luxemburg leide unter diesem Umstand und müsse seinen Beitrag leisten, damit diese Staaten schnellstmöglich wieder aus ihrer misslichen Lage herauskämen.

Parallel dazu hätten in Luxemburg, gewissermaßen als Vorlage zu dem Anfang Oktober stattgefundenen „Haushaltsspektakel“, selbsternannte Finanzexperten regelrechte Schwarzmalerei betrieben und auf dramatische Weise den Untergang unserer Wirtschaft vor-

hergesagt. Kaum habe der Finanzminister den Haushaltsentwurf für das Jahr 2013 vorgestellt gehabt, seien unsere Parlamentarier, von einigen Ausnahmen einmal abgesehen, den „Schwarzmalern“ auch schon auf den Leim gegangen, „comme des innocents du village“ wie der Franzose sage – eine regelrechte Beleidigung für den Finanzminister, der auf diesem Gebiet wahrlich kein Neuling sei. Selbst der Budgetberichtersteller habe kräftig mitgemischt, als es darum gegangen sei, einen neuen Entwurf zu erstellen und diesen vor dem Abgeordnetenhaus zu verteidigen – „du jamais vu ni entendu.“

Überraschenderweise hätten unsere „Kammerbudgetexperten“ die Ausgaben dann aber nicht, wie ursprünglich angekündigt, um weitere 250 Millionen gekürzt, sondern sie im Gegenteil noch um etliche Millionen erhöht, dies alles zu Lasten des Steuerzahlers, dessen Kaufkraft dadurch erneut geschmälert worden sei, was wiederum negative Auswirkungen auf das gesamte Wirtschaftswachstum habe. Die erste Haushaltsvorlage sei insofern anstößig gewesen, als die automatische Anpassung der Renten und Pensionen an die allgemeine Lohnentwicklung abgeschafft worden sei. Der zweite Entwurf allerdings tue genau dasselbe und sei zudem auch noch Gift für die Wiederbelebung der Konjunktur. Zudem werde die Steuerlast zusehends auf die privaten Haushalte



Kaum habe der Finanzminister den Haushaltsentwurf für das Jahr 2013 vorgestellt gehabt, seien unsere Parlamentarier, von einigen Ausnahmen einmal abgesehen, den „Schwarzmalern“ auch schon auf den Leim gegangen, „comme des innocents du village“, so CGFP-Nationalpräsident Emile Haag vor der CGFP-Vorständekonferenz

und natürlichen Personen übertragen, kritisierte der CGFP-Nationalpräsident.

In unserem direkten nationalen Umfeld beschäftige uns zudem die sogenannte „Bommeleeër-Affär“, neuerdings auch noch „James Bonderien“ genannt, bei der es sicherlich um grobe Verstöße gegen Gesetz und Moral gehe, die uns vor allem aber weit über die Landesgrenzen hinaus lächerlich mache. Und Emile Haag wörtlich: „Et géif héich Zäit ginn, deem duebele Spuk a Spektakel ën Enn ze setzen.“

Was die beiden systemischen Unternehmen „Cargolux“ und „Luxair“ angehe, sei die Luxemburger Regierung gefordert, Lösungen zu erarbeiten, die auch in Zukunft von nationalem Interesse seien. Und was die nun gestimmte Pensionsreform betreffe, könne die CGFP ihre Zustimmung schon alleine aus dem Grund nicht geben, weil das „Ajustement“ in Frage gestellt worden sei. Dass eine solche Infragestellung ausgerechnet aus der Ecke des sozia-

listischen Koalitionspartners komme, lasse tief blicken, empörte sich der CGFP-Nationalpräsident vor der CGFP-Vorständekonferenz.

Gegen eine Verfassungsreform und eine Überarbeitung des Nationalitätengesetzes sei grundsätzlich nichts einzuwenden, „vorausgesetzt, in beiden Fällen setzt sich der gesunde Menschenverstand durch“, so Emile Haag wörtlich. Die Bildungsreformen indes seien derart überlebenswichtig für unser Land und seine Zukunft, dass sie nur im Konsens mit allen Beteiligten umgesetzt werden könnten. Dass dabei unsere Dreisprachigkeit keinesfalls angetastet oder geschwächt werden dürfe, verstehe sich von alleine. Weder unsere Jugend noch unsere Gesellschaft ganz allgemein könne den Verlust eines derartigen Standortvorteils, um den uns unsere Nachbarn so beneiden, ertragen.

Dass sich erneut Ungereimtheiten in die Vorlage zur allgemeinen Beam-

Fortsetzung Seite 4



CGFP-Nationalpräsident Emile Haag und CGFP-Generalsekretär Romain Wolff (Bildmitte), umgeben von (v.l.n.r.) Finanzverwalter Michel Cloos, dem Ersten CGFP-Vizepräsidenten Claude Heiser und Vizepräsident Camille M. Weydert



Fortsetzung von Seite 3

tendienstrechtsreform eingeschlichen hätten, sei mehr als bedauerlich, so Emile Haag weiter. Neben den mit den CGFP-Fachverbänden zu treffenden Abkommen bleibe auch noch die Koppelung der Dienststrechtsreform an das Gehälterabkommen eine entscheidende Frage. Der öffentliche Dienst jedenfalls habe seinen Beitrag zur Sanierung der Staatsfinanzen geleistet, mit seiner Zustimmung, das Gehälterabkommen um zwei Jahre auszusetzen. Dies ändere allerdings nichts daran, dass es – auf Drängen der Regierung – eine direkte Verbindung gebe zwischen Besoldungsabkommen und Dienststrechtsreform. Und Emile Haag fest entschlossen: „Et gëtt nët een ouni deen aneren.“ Die CGFP jedenfalls erwarte, dass die politisch Verantwortlichen nach wie vor zu ihrem Wort stünden und dass keine Partei – aus populistischen Erwägungen heraus – bereits im stillen Kämmerlein einen Wahlkampf auf Kosten des öffentlichen Dienstes vorbereite, der dann auf einem nicht zu akzeptierenden Wortbruch basiere. „Pacta sunt servanda“, so Emile Haag vor den zahlreichen CGFP-Delegierten. Es wäre jedenfalls „der Gipfel“, wenn es nach schwierigen und langatmigen Verhandlungen auf einmal zu einem Bruch und damit zu einem weitreichenden Sozialkonflikt im öffentlichen Dienst käme, mahnte der CGFP-Nationalpräsident. Die Lage sei einfach zu ernst, um es darauf ankommen zu lassen, so eine deutliche Warnung an die Adresse der Politik.

Sozialer Zusammenhalt

In seiner Rede wies Claude Heiser, Erster Vizepräsident der CGFP, darauf hin, dass man in Zeiten einer Wirtschafts- und Finanzkrise und der auf ihr beruhenden Sparmaßnahmen Gefahr laufe, einen der wesentlichen Grundpfeiler einer Gesellschaft ins Wanken zu bringen, nämlich den „sozialen Zusammenhalt“. Die Schwächung desselben werde jedes Mal dann offensichtlich, wenn es zur Spaltung innerhalb einer Gruppe komme, und zwar in Kategorien wie Arm und Reich, Alt und Jung, Mann und Frau, Inländer und Ausländer oder – um ein weiteres, spezifischeres, aber dennoch zutreffendes Beispiel zu nennen – in Beamten und „Nichtbeamten“. Soziale und finanzielle Einschnitte führten zu erheblichen Spannungen

und zu einer allgemein wahrnehmbaren Tendenz des Einzelnen, dem anderen die Schuld an der Misere in die Schuhe schieben zu wollen.

Da als oberste Priorität der CGFP der soziale Frieden und der gesellschaftliche Zusammenhalt gelte, zwingt ein ausgeprägtes Verantwortungsbewusstsein die Beamtengewerkschaft dazu, den sozialen Dialog großzuschreiben und den ersten Versuch zu unternehmen, mit ihren Ansprechpartnern – der Politik und der Regierung als Arbeitgeber – begehbare Wege auszuloten und konstruktive Lösungen, die für beide Seiten vertretbar seien, zu finden. Sowohl die langatmigen Verhandlungsrunden punkto Reformen der Gehälterstrukturen und des Beamtenrechts – mitsamt ihren Hoch- und Tiefpunkten – als auch das Gehälterabkommen und die Bereitschaft, das Inkrafttreten desselben aus bekannten Gründen zu verschieben, unterstrichen den Willen der CGFP, ihren persönlichen Beitrag gegen die Krise zu leisten und somit den sozialen Frieden aufrechtzuerhalten. Allerdings kenne die Bereitschaft zu Zugeständnissen auch ihre Grenzen, und der Bogen sollte nicht überspannt werden, denn es könne nicht angehen, dass einseitig und unentwegt die Beamten in ein schlechtes Licht gerückt und die Arbeitnehmer im Allgemeinen zur Ader gelassen würden: Die Zeche sei bereits gezahlt worden.

Um den sozialen Frieden zu bewahren, gebe es sicherlich keine hundert Möglichkeiten, und das bewährteste Mittel bleibe eine *gelebte Solidarität*, und zwar auf ganz verschiedenen Ebenen.

Die CGFP verkörpere die Solidarität zwischen Beamten aus allen Sektoren der staatlichen Verwaltung. Bis dato sei es ihr stets gelungen, in zahlreichen Sitzungen der Vorstände, auch wenn noch so kontrovers diskutiert worden sei, eine gemeinsame Marschroute festzulegen. Die rezenten Verhandlungen über eine Reform des Beamtendienstrechts und der Gehälterstrukturen hätten erneut den Beweis dafür geliefert, dass alle ihre berufsspezifischen Mitgliederorganisationen großes Verständnis für das Allgemeininteresse an den Tag gelegt und alle davon abgesehen hätten, sich egoistisch und ausschließlich auf die eigenen Ziele zu konzentrieren; letztlich hätten sie es geschafft, die staatliche Verwaltung als Ganzes niemals aus den Augen zu ver-

lieren – eine Tugend, über die leider nicht alle Gewerkschaften verfügten. Sich nur mit sich selbst zu beschäftigen und den Blick für die allgemeine Lage und ihre Probleme zu verlieren, zeuge sicherlich nicht von gewerkschaftlichem Verantwortungsbewusstsein.

Vor allem in Zeiten einer zunehmenden Jugendarbeitslosigkeit müsse man sich mit den jungen Menschen solidarisch erklären. Hohe Anforderungen müssten diesbezüglich an das Bildungswesen gestellt werden, und auch auf diesem Gebiet sei es die Aufgabe und Pflicht einer Gewerkschaft, darauf zu achten, dass Reformen im alleinigen Interesse der Kinder und Jugendlichen konzipiert und umgesetzt würden: Hier stehe ausschließlich – und auch dessen sei sich nicht jeder bewusst – die Zukunft unserer Jugend, und somit die Zukunft unseres Landes auf dem Spiel. Dass sich das Hauptinteresse letztlich auf die Erwachsenen verschiebe, müsse unbedingt verhindert werden.

Zusammenhalt benötige man in unserem kleinen, aber sehr facettenreichen Land mit *allen* Menschen, die dort lebten und arbeiteten. Man müsse es schaffen, mit Menschen zusammenzuleben, die einer anderen Staatsbürgerschaft, einer anderen Ethnie oder Religion angehörten. Somit lehne die CGFP jedwede Form von Xenophobie und Fremdenhass kategorisch ab.

Man benötige mehr Solidarität zwischen Alt und Jung. Böse Zungen drückten ihr Unverständnis aus, dass Menschen, die nicht mehr arbeiteten, angeblich zu hohe Renten und Zuschüsse bezögen. In seiner Rede drückte Claude Heiser diesen Menschen jedoch seinen tiefsten Respekt und seine größte Sympathie aus, seien es doch sie, die Zeit ihres Lebens lange und ehrlich gearbeitet, unser Land und unsere Wirtschaft unterstützt, den jüngeren Generationen erst das ermöglicht hätten, wovon sie heute noch profitierten. Insofern könne es nicht sein, dass Menschen, die 35, 40 Jahre oder länger gearbeitet hätten, an ihrem Lebensabend geschröpft würden, vielmehr sollte man ihnen dankbar sein.

Sozialen Zusammenhalt vermöge man letztlich nur dann aufrechtzuerhalten, wenn Gewerkschaften und Politik konstruktiv zusammenarbeiteten. Der CGFP sei es seit geraumer Zeit gelungen, auf drastische Maßnahmen, nämlich einen

Streik, zu verzichten, weil sie sich bewusst sei, dass jener nichts anderes als eine Bankrotterklärung des sozialen Dialogs und somit des gesellschaftlichen Zusammenhalts darstelle. Der Streik stelle ein allerletztes Mittel zur Verfügung für den Fall, dass „alle Stricke rissen“ – ein Instrument, auf das man keineswegs leichtsinnig zurückgreifen dürfe, sondern das vielmehr als „ultima ratio“ eingesetzt werden solle. Claude Heiser schloss seine Rede mit der Aussage ab, dass er an den sozialen Dialog als effizientes Mittel glaube, um den gesellschaftlichen Frieden zu bewahren, aber nur unter der Voraussetzung, dass der Wille zu einer konstruktiven Zusammenarbeit von allen Akteuren respektiert werde. Würden diese Erwartungen jedoch enttäuscht werden, könne die CGFP auch anders.

Starke Gewerkschaften

„Duerno ass jo bekanntlech virdrunn“, leitete CGFP-Generalsekretär Romain Wolff seine Standortbestimmung vom vergangenen 10. Dezember ein. Diese Aussage beziehe sich insbesondere auf das, was im Zuge der Umsetzung der Dienststrechtsreform bereits erfolgt sei bzw. noch erfolgen werde.

Die diesjährige Vorständekonferenz finde zu einem Zeitpunkt statt, da alles, was heute noch Bestand habe, morgen schon über Bord geworfen werden könne; wo allgemeiner Sozialabbau auf der Tagesordnung stehe und wo die Gewerkschaftsorganisationen so wichtig seien wie schon lange nicht mehr, seien es doch gerade die Berufsverbände, die sich – ganz im Interesse ihrer Mitglieder – gegen diese von interessierter Seite gewollten Einschnitte wehrten.

International gesehen befänden wir uns noch immer in einem recht unsicheren wirtschaftlichen Umfeld, meinte CGFP-Generalsekretär Romain Wolff mit Blick auf die Verschuldungskrise. Und national gesehen werde die Aktualität insbesondere von einem Thema bestimmt: dem von den Mehrheitsparteien völlig durcheinander gebrachten Haushaltswortwurf für das Jahr 2013.

Nach einem kurzen Exkurs in die Gründungszeit der CGFP mit einem Rückblick auf entscheidende Momente in all den Jahren sowie einer Schilderung deren europäischen Engagements, nicht zuletzt als Mitgliedsorganisation der Europäischen Union der Unabhängigen Gewerkschaften (CESI), wo Romain Wolff seit Dezember 2012 das Amt des Vorsitzenden inne hat, widmete sich der CGFP-Generalsekretär erneut der Verschuldungskrise und deren Auswirkungen insbesondere auf die Arbeitnehmerschaft in Europa.

Wir lebten in einer Zeit von wirtschaftlicher Unausgewogenheit, in der die öffentliche Verschuldung unbedingt runtergefahren werden müsse, in einer Zeit von hoher Erwerbslosigkeit, in der die Unsicherheit und Hoffnungslosigkeit in weiten Teilen Europas stiegen, ja in einer Zeit, in der drastische Austeritätsmaßnahmen insbesondere zu Lasten der Mittelschicht gingen und in der die Abgaben für Privatpersonen ständig anstiegen. Und gerade aus diesen Gründen bräuchten wir sowohl in Europa als auch auf nationaler Ebene starke Gewerkschaften, die eine wesentliche Rolle spielten bei der Erarbeitung von wirksamen Lösungen in Anbetracht all dieser Problemfelder.

Wer das Jahr 2012 Revue passieren lasse, denke zunächst einmal an die unsäglichen Index-Manipulationen, welche die Abgeordnetenkommission Anfang des Jahres mit fast allen Stimmen be-

Fortsetzung Seite 6

Miles & More
Lufthansa

Luxair



Souscrivez dès maintenant et bénéficiez d'avantages attrayants!
Infos sur www.miles.lu, souscription dans votre agence BCEE
Décision rapide récompensée: jusqu'à 250 € de remise sur votre prochain vol Luxair*

Exclusivité BCEE

CUMULEZ DES MILES!
SUR TERRE ET DANS LES AIRS.

Cumulez des Miles de prime à chacun de vos achats. Et profitez-en deux fois plus chez Luxair* et tous les autres partenaires Miles & More!

SPUERKEESS
Äert Liewen. Är Bank.

* à l'exclusion des vols et voyages LuxairTours, voir conditions générales de vente Luxair disponibles sur www.miles.lu

Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775, www.bcee.lu, tél. (+352) 4015-1

Über den gesellschaftlichen Zusammenhalt

In Zeiten einer Wirtschafts- und Finanzkrise und der auf ihr beruhenden Sparmaßnahmen laufen wir Gefahr, einen der wesentlichen Grundpfeiler unserer Gesellschaft ins Wanken zu bringen, nämlich den „sozialen Zusammenhalt“. Dem römischen Philosophen Seneca zufolge gleicht die menschliche Gesellschaft einem Gewölbe, das zwangsläufig zusammenbricht, wenn sich die einzelnen Bausteine nicht mehr gegenseitig stützen – ein Bild, das zeigt, dass in einer Gemeinschaft einer auf den anderen angewiesen ist und dass nur wir diese aufrechterhalten können. Im Idealfall artikuliert sich der soziale Zusammenhalt dadurch, dass Leute stark miteinander verbunden sind und die Zugehörigkeit konkret leben und nach außen hin zeigen. Der Begriff enthält also eine objektive, erkennbare und eine subjektive, gefühlte Komponente: Dementsprechend können oder sollen Gruppen nicht nur formal zusammengehören, sondern sollten sich aus bestimmten Gründen zugehörig *fühlen*. Mangelnder oder schwacher gesellschaftlicher Zusammenhalt wird jedes Mal dann offensichtlich, wenn es zur Spaltung innerhalb einer Gruppe kommt, und zwar in Kategorien wie Arm und Reich, Alt und Jung, Mann und Frau, Inländer und Ausländer oder – um ein weiteres, spezifischeres, aber dennoch zutreffendes Beispiel zu nennen – in Beamte und „Nichtbeamte“. Die neuen Umstände, und zwar das Risiko, dass unserem doch so geschätzten Wohlstand Einschnitte zu widerfahren drohen, deuten leider in eine ganz andere Richtung, die eher Thomas Hobbes' Umschreibung des „homo homini lupus“ näherkommt: Arbeitslosigkeit, soziale und finanzielle Einschnitte, Verschlechterung der bestehenden Arbeitsbedingungen führen zu erheblichen Spannungen und zu einer allgemein wahrnehmbaren Tendenz des Einzelnen, dem anderen die Schuld an der Misere in die Schuhe schieben zu wollen. Ausländer beraubten uns unserer Arbeitsplätze, Rentnern gehe es zu gut, Beamte lebten wie die „Made im Speck“ – so wenigstens die Stammtischgespräche oder der Volksmund, der von gängigen Klischees nur so strotzt.

Als oberste Priorität der CGFP gelten aber der soziale Frieden und der gesellschaftliche Zusammenhalt, denn es liegt uns allen am Herzen, unsere Gesellschaft und vor allem einen wesentlichen Teil von ihr, nämlich die arbeitenden Menschen, die durch ihre Tätigkeit einen nicht unerheblichen Beitrag für unser Land, unsere Wirtschaft und unseren Wohlstand leisten, zu schützen. Welchen Stellenwert hat nämlich eine Gewerkschaft von Beamten und Staatsbediensteten, die allein durch ihre Mitglieder staatstragend ist? Pflicht- und Verantwortungsbewusstsein zwingen die CGFP dazu, den sozialen Dialog großzuschreiben und den steten Versuch zu unternehmen, mit unseren Ansprechpartnern – der Politik und der

Regierung als Arbeitgeber – begehbare Wege auszuloten und konstruktive Lösungen, die für beide Seiten vertretbar sind, zu finden. Sowohl die langatmigen Verhandlungsrunden punkto Reformen der Gehälterstrukturen und des Beamtenrechts – mitsamt ihren Hoch- und Tiefpunkten – als auch das Gehälterabkommen und die Bereitschaft, das Inkrafttreten desselben aus bekannten Gründen zu verschieben, unterstreichen den Willen der CGFP, ihren persönlichen Beitrag gegen die Krise zu leisten und somit den sozialen Frieden aufrechtzuerhalten. Allerdings kennt die Bereitschaft zu Zugeständnissen auch ihre Grenzen, und der Bogen sollte nicht überspannt werden, denn es kann nicht angehen, dass einseitig und unter Zwang die Beamten in ein schlechtes Licht gerückt und die Arbeitnehmer im Allgemeinen zur Ader gelassen werden: Die Zeche wurde bereits gezahlt!

Wie vermögen wir den sozialen Frieden zu bewahren? Sicherlich gibt es keine hundert Möglichkeiten, um dies zu erreichen, und meines Erachtens bleibt das bewährteste Mittel eine *gelebte Solidarität*, und zwar auf ganz verschiedenen Ebenen.

Die CGFP als Dachorganisation und einzige repräsentative, politisch neutrale Gewerkschaft der Staatsbeamten und -bediensteten verkörpert die Solidarität zwischen Beamten aus allen Sektoren der staatlichen Verwaltung. Bis jetzt ist es uns stets gelungen, in zahlreichen Sitzungen der Vorstände, auch wenn noch so kontrovers diskutiert worden ist, eine gemeinsame Marschroute festzulegen. Die rezenten Verhandlungen über eine Reform des Beamtendienstrechts und der Gehälterstrukturen haben erneut den Beweis dafür geliefert, dass alle unsere berufsspezifischen Mitgliederorganisationen großes Verständnis für das Allgemeininteresse an den Tag gelegt und alle davon abgesehen haben, sich egoistisch und ausschließlich auf die eigenen Ziele zu konzentrieren; letztlich haben sie es geschafft, die staatliche Verwaltung als Ganzes niemals aus den Augen zu verlieren – eine Tugend, über die leider nicht alle Gewerkschaften verfügen. Sich nur mit sich selbst zu beschäftigen und den Blick für die allgemeine Lage und ihre Probleme zu verlieren, zeugt sicherlich nicht von gewerkschaftlichem Verantwortungsbewusstsein. Die CGFP im Gegenteil gibt sich stets Mühe, das Allgemeininteresse niemals zu vernachlässigen und somit den sozialen Frieden sowie die Solidarität innerhalb und außerhalb der staatlichen Verwaltung zu verteidigen.

Vor allem in Zeiten einer zunehmenden Jugendarbeitslosigkeit müssen wir uns mit den jungen Menschen solidarisch erklären. Hohe Anforderungen müssen diesbezüglich an das Bildungswesen gestellt werden, und auch auf diesem Gebiet ist es die Aufgabe und Pflicht einer Gewerkschaft, darauf zu achten, dass Reformen im alleinigen Interesse

„Die CGFP gibt sich stets Mühe, das Allgemeininteresse niemals zu vernachlässigen und somit den sozialen Frieden sowie die Solidarität innerhalb und außerhalb der staatlichen Verwaltung zu verteidigen.“, sagte Claude Heiser, Erster Vizepräsident der CGFP.



der Kinder und Jugendlichen konzipiert und umgesetzt werden: Hier steht ausschließlich – und auch dessen ist sich nicht jeder bewusst – die Zukunft unserer Jugend, und somit die Zukunft unseres Landes auf dem Spiel. Dass sich das Hauptinteresse letztlich auf uns Erwachsene verschiebt, muss unbedingt verhindert werden. Unterricht und Erziehung haben die Aufgabe, junge Menschen auf ihr Leben in Beruf und Gesellschaft vorzubereiten, ohne aber den allgemeinen Begriff von Bildung – denn Bildung darf nicht rein utilitaristisch sein und muss einen Wert an sich darstellen – aus den Augen zu verlieren. Die Schule darf nicht zu einer exklusiven Produktionsmaschine für die Arbeitgeber entarten!

Zusammenhalt benötigen wir in unserem kleinen, aber doch sehr facettenreichen Land mit *allen* Menschen, die hier leben und arbeiten. Wir müssen es schaffen, mit Menschen zusammenzuleben, die einer anderen Staatsbürgerschaft, einer anderen Ethnie oder Religion angehören. Die öffentliche Verwaltung als eigentlicher Staat – denn ohne Beamten gäbe es keinen Staatsapparat – verkörpert diese Diversität, denn viele von uns entstammen einem nicht luxemburger Hintergrund, und ebenfalls arbeiten Nichtluxemburger im Dienst des Staats. Somit lehnt die CGFP jedwede Form von Xenophobie und Fremdenhass kategorisch ab. Toleranz bleibt insofern ein sehr doppeldeutiger Begriff, setzt er doch voraus, dass wir den anderen „lediglich“ tolerieren; insofern befürworten wir nicht mehr Toleranz in unserem Land, sondern mehr Akzeptanz für alle Menschen, die hier leben und arbeiten. Es geht letztlich darum, den anderen in seinem Anderssein zu *akzeptieren*, wenn wir von gesellschaftlichem Zusammenhalt reden.

Wir benötigen mehr Solidarität zwischen Alt und Jung. Böse Zungen drücken ihr Unverständnis aus, dass

Menschen, die nicht mehr arbeiten, angeblich zu hohe Renten und Zuschüsse beziehen. Ich persönlich drücke diesen Menschen jedoch meinen tiefsten Respekt und meine größte Sympathie aus, sind sie es doch, die zeit ihres Lebens lange und ehrlich gearbeitet, unser Land und unsere Wirtschaft unterstützt, den jüngeren Generationen erst das ermöglicht haben, wovon sie heute noch profitieren. Insofern kann es nicht sein, dass Menschen, die 35, 40 Jahre oder länger gearbeitet haben, an ihrem Lebensabend geschröpft werden, vielmehr sollten wir ihnen dankbar sein und ihnen lassen, was sie haben!

Sozialen Zusammenhalt vermögen wir letztlich nur dann aufrechtzuerhalten, wenn Gewerkschaften und Politik konstruktiv zusammenarbeiten; dies setzt voraus, dass einer den anderen ernstnimmt, dass jeder bereit ist, die Probleme des anderen zu verstehen und Lösungen zu finden. Ein einseitiges Nehmen muss vermieden werden und einem wechselseitigen Geben und Nehmen weichen. Der CGFP ist es seit geraumer Zeit gelungen, auf drastische Maßnahmen, nämlich einen Streik, zu verzichten, weil wir uns bewusst sind, dass dieser nichts anderes als eine Bankrotterklärung des sozialen Dialogs und somit des gesellschaftlichen Zusammenhalts darstellt. Der Streik stellt ein allerletztes Mittel zur Verfügung für den Fall, dass „alle Stricke reißen“ – ein Instrument, auf das man keineswegs leichtsinnig zurückgreifen darf, sondern das vielmehr als „ultima ratio“ eingesetzt werden sollte. Deshalb glaube ich an den sozialen Dialog als effizientes Mittel, um den gesellschaftlichen Frieden zu bewahren, aber nur unter der Voraussetzung, dass unser Wille zu einer konstruktiven Zusammenarbeit von allen Akteuren respektiert wird. Falls diese Erwartungen jedoch enttäuscht werden sollten, können wir auch anders!

Claude Heiser



46^e Conférence des Comités – 10 décembre 2012

Résolution

Les délégués de la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP, réunis en Conférence des Comités à Luxembourg à la date du 10 décembre 2012, après avoir pris connaissance du rapport sur l'activité de la CGFP et de la prise de position du Comité Exécutif sur les problèmes d'actualité:

approuvent le programme d'action de la CGFP portant sur la situation économique et sociale ainsi que sur les réformes tous azimuts en cours;

En matière économique et sociale:

constatent que la crise économique et budgétaire dans laquelle se débattent un certain nombre de pays de l'Union Européenne touche certes également notre développement économique et notre équilibre budgétaire, mais que le Luxembourg se porte beaucoup mieux que ses partenaires européens;

soulignent que le déficit budgétaire du Grand-Duché, conséquence de la politique anti-cyclique initiée par le gouvernement pour sortir de la crise, a diminué en 2011 jusqu'à 0,33% du PIB, donc bien en-dessous des 3% des critères de Maastricht, et que la dette publique a elle aussi reculé jusqu'à 18,3% du PIB, loin des 60% autorisés par le traité;

soutiennent le gouvernement dans sa politique d'investissements publics structurels nécessaires à la croissance économique;

demandent au gouvernement de créer, dans le cadre de la SNCI, un fonds étatique d'investissement et de participation, afin de permettre à l'État d'intervenir rapidement en cas d'urgence et d'investir efficacement dans des domaines clefs de notre économie;

condamnent en rapport avec la réforme des régimes de retraite récemment votée, les atteintes aux acquis sociaux et notamment au principe de l'ajustement périodique des pensions à l'évolution des rémunérations;

s'opposent à toute manipulation de l'indexation des salaires, seule garantie du maintien du pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population, à défaut d'un blocage général des prix;

rejettent avec force toutes les manœuvres médiatiques et politiciennes de la part de milieux intéressés qui noircissent sans vergogne l'état de notre économie et de nos finances publiques et portent ainsi gravement atteinte à l'image de marque du Luxembourg et à ses atouts comme place d'investissements prometteurs et siège de grandes sociétés internationales;

estiment que la distorsion grandissante résultant du projet de budget de l'État remanié pour l'exercice 2013 et des mesures d'application est devenue excessive en ce qui concerne la répartition des charges fiscales au dépens des particuliers;

critiquent l'impuissance gouvernementale à endiguer la spéculation immobilière qui condamne de plus en plus de jeunes ménages à trouver au-delà de nos frontières des logements abordables, augmentant ainsi la nouvelle variante de frontaliers;

appuient toutes les initiatives bien réfléchies et conséquentes du gouvernement pour lutter contre le fléau du chômage, notamment celui des jeunes;

s'insurgent contre les mises en scène antisociales hostiles à la fonction publique développées en véritables campagnes médiatiques dressant l'un contre l'autre les secteurs interdépendants privé et public à un moment où le pays, mis sur la sellette par des voisins envieux et aux aguets, doit faire preuve d'union et de solidarité pour y faire face;

condamnent avec force les attaques partisans d'aucuns contre la CGFP et ses organisations sectorielles, manœuvres qui font le jeu de l'État-patron;

En matière de réformes

espèrent qu'en ce qui concerne la réforme constitutionnelle, le sens de la mesure l'emportera sur les partis pris et les mentalités partisans;

considèrent qu'au niveau de l'éducation nationale le trilinguisme est un atout essentiel du Luxembourg qu'il faut sauvegarder à tout prix, alors que l'enjeu des réformes est tellement vital pour l'avenir du pays que le consensus général entre parties prenantes est indispensable;

mettent en garde le gouvernement, à propos des réformes de la Fonction publique, que l'adaptation du statut général et l'accord salarial forment un tout indissociable et qu'en acceptant de reporter l'accord salarial de deux années, le secteur public a apporté sa contribution à la sortie de la crise, ultime concession de sa part;

rappellent à ce sujet l'ancienne règle élémentaire d'honnêteté intellectuelle «*Pacta sunt servanda*» qui engage les partenaires sociaux;

fustigent les esprits mal tournés et les détracteurs invétérés prêts à en découdre avec les agents publics, d'autant plus que ce n'est pas sur le dos de la Fonction publique qu'on sortira de la crise à laquelle elle n'est pour rien;

* * *

adressent un appel pressant aux membres de la CGFP à resserrer les rangs, à faire preuve de solidarité, de fidélité et d'unité dans l'action, garants de son succès, de son rôle sur la scène sociale et nationale, et finalement du progrès social;

renouvellent leur confiance dans les instances dirigeantes de la CGFP.

Fortsetzung von Seite 4

geschlossen habe. Parallel dazu habe die Pensionsreform im Jahre 2012 zu zwei großen gemeinsamen Protestaktionen fast aller Gewerkschaftsorganisationen geführt, bei denen die CGFP mit ihrer Teilnahme Solidarität bekunden wollte, müssten durch dieses Vorhaben doch alle Beschäftigten Verschlechterungen in Kauf nehmen, die Abschaffung der automatischen Anpassung der Renten und Pensionen an die allgemeine Lohnentwicklung („*Ajustement*“) sei da nur ein Beispiel. Und schließlich seien es die Entwicklungen im Hinblick auf die Dienstrechtsreform gewesen, welche die CGFP in den ersten vier Monaten des Jahres 2012 schwer in Atem gehalten hätten.

Ganz besonders ins Auge gestochen habe im Jahre 2012 allerdings die Krise in der Eurozone, die beileibe nicht ausgestanden sei. Bei der Suche nach Lösungsansätzen hätten auf europäischer Ebene die politisch Verantwortlichen mehr als einmal keine glückliche Figur abgegeben. Und die selbsternannten Experten unterschiedlicher Herkunft hätten der Krise und deren Auswirkungen machtlos gegenübergestanden.

Nach dem Ausbruch der Finanzkrise im Jahre 2008 in den USA und dem Untergang der „Lehman Bros Investmentbank“ sei alles sehr schnell gegangen, erinnerte Romain Wolff. Gerade dort, wo die „Banker“ immer behauptet hätten, der Markt reguliere sich von alleine, sei der Staat mit milliardenschweren Rettungsprogrammen, die aus Steuergeldern finanziert worden seien, mit offenen Armen empfangen worden.

Rückblickend wüssten wir heute, dass es nicht bei dieser Bankenkrise geblieben

sei. Die Auswirkungen hätten übergreifen auf die gesamte Wirtschaft, und so sei es zu der noch immer andauernden Verschuldungskrise gekommen. „Viele Länder im Euroraum standen und stehen noch heute am Rande des Abgrunds, weil sie einfach zu hoch verschuldet sind“, sagte Romain Wolff wörtlich.

Massive Kürzungen

Dass ausgerechnet diejenigen, welche die Krise verursacht hätten, am allerwenigsten dafür aufkämen, kritisierte der CGFP-Generalsekretär aufs Schärfste. Stattdessen sei es in zahlreichen europäischen Ländern zu massiven Einsparungen bei den staatlichen Ausgaben sowie zu Gehaltskürzungen, insbesondere im öffentlichen Dienst, gekommen. Parallel dazu seien massenweise Stellen abgebaut worden, die Lebensarbeitszeit sei vielerorts verlängert worden, und Ausbildungsplätze seien schlicht gestrichen worden, was wiederum zu einer höheren Jugendarbeitslosigkeit führe.

Massive Steuererhöhungen zu Lasten der Privatpersonen, gepaart mit all den anderen Maßnahmen, hätten darüber hinaus zu einem spürbaren Kaufkraftverlust, einer Schwächung der Binnenkonjunktur in den betroffenen Ländern und, zu guter Letzt, auch noch zu einem Rückgang der staatlichen Einkünfte und der Einnahmen in den Sozialkassen geführt.

Die Lage in Luxemburg sei gerade in jüngster Vergangenheit kontrovers diskutiert und kommentiert worden. Und auch wenn nicht jeder das wahrhaben wollte, sei die Situation in Luxemburg weitaus besser als in vielen anderen europäischen Ländern, schlussfolgerte Romain Wolff, bevor er sich erneut dem Haushaltsentwurf für das Jahr 2013 zuwandte.

Zu dem ersten, Anfang Oktober vorgelegten Entwurf hätten sich sowohl die Mehrheitsfraktionen als auch die Oppositionsparteien auf eine derart seltsame Weise geäußert, dass man nicht um die Frage umhin komme, ob es sich dabei nicht um eine gewollte Inszenierung gehandelt habe. Denn: Außer einer Bloßstellung des zuständigen Finanzministers und zusätzlichen steuerlichen Maßnahmen enthalte die zweite Vorlage erstaunlicherweise kaum Ausgabenkürzungen, ja sogar Erhöhungen.

Auch die CGFP wisse, dass es in den kommenden Jahren in Europa zu einem eher schwachen Wachstum kommen werde und dass bestimmte europäische Staaten wohl noch eine Zeit lang in der Rezession verblieben. Das ändere aber nichts daran, dass Länder, die den Aufschwung ermutigen könnten – und zu diesen Ländern zähle nun einmal auch Luxemburg –, dies auch tun sollten. Den Luxemburger Staat mit derselben Medizin behandeln zu wollen wie Griechenland oder Spanien, wäre weder im Interesse unserer Wirtschaft noch im Sinne unseres sozialen Handelns, meinte der CGFP-Generalsekretär.

Dass die bezüglich des Wirtschaftswachstums gemachten Vorhersagen alles andere als verlässlich seien, habe er bereits mehrfach feststellen müssen, fuhr Romain Wolff fort. Bereits im Jahre 2006 hätten sich die im Rahmen der Tripartite vorgelegten Zahlen nur wenige Monate später als völlig falsch erwiesen, was dem sozialen Dialog alles andere als dienlich gewesen wäre und das Vertrauen der Gewerkschaften in ihre Gesprächspartner arg geschmälert habe. Dies wirke zum Teil noch bis heute nach: Aufgrund dieser Feststellung sei

es selbst heute noch fast unmöglich, Tripartite-Gespräche zu beginnen, geschweige denn, sie zu einem erfolgreichen Abschluss zu bringen. Und dabei wäre ein gut funktionierender Sozialdialog gerade in diesen schwierigen Zeiten von absoluter Notwendigkeit.

Trotz Krise gebe es in Luxemburg noch immer Bereiche, die als „durchaus positiv“ zu werten seien. So hätten beispielsweise bedeutende öffentliche Investitionen in Infrastrukturen dazu geführt, wichtige Internetbetreiber nach Luxemburg zu holen. Ferner habe unser Land seine führende Position im Bereich der Investitionsfonds weiter ausbauen können. Und auf Weltniveau beheimate Luxemburg zahlreiche Satellitenbetreiber, um nur diese Beispiele zu erwähnen.

Wohnungsbau vor großen Herausforderungen

Parallel dazu nehme die Einwohnerzahl im Lande laufend zu. Dank der Schaffung einer außerordentlich hohen Zahl von neuen Arbeitsplätzen ließen sich immer mehr Menschen im Großherzogtum nieder. Dieses Wachstum solle in den kommenden Jahren anhalten, heiße es. Und diesen demografischen Vorhersagen hätte auch bei der Erstellung der Haushaltsvorlage Rechnung getragen werden müssen, insbesondere was die Infrastrukturen betreffe.

Das anhaltende Wachstum der Einwohnerzahl bringe allerdings auch neue Herausforderungen für den Wohnungsbau mit sich. Trotz Krise seien die Immobilienpreise derart gestiegen, dass bei der Anschaffung eines Eigenheims gleich mehrere Generationen belastet würden. Insbesondere die Bauland-

preise stiegen munter, und auch die Baulandspekulation gehe ungehemmt weiter. Und wenn die Wohnungspreise zwischen 2000 und 2010 um rund 115 Prozent angestiegen seien, hätten insbesondere die Baulandpreise zu dieser Entwicklung geführt.

Die nun vorgelegten Steuererhöhungen und der damit einhergehende Kaufkraftverlust machten den Erwerb eines Eigenheims sicherlich nicht einfacher, empörte sich CGFP-Generalsekretär Romain Wolff. Eine unmittelbare Folge davon: Immer mehr Einwohner verließen unser Land, um sich im benachbarten Grenzraum niederzulassen. Infolge dessen würden immer mehr Gehälter und Pensionen in die Grenzregionen überwiesen, was wiederum negative Konsequenzen sowohl für die öffentlichen Finanzen als auch für die Wirtschaft ganz allgemein habe.

Wer vor diesem Hintergrund Einsparungen bei den Investitionen fordere, handele im höchsten Maße verantwortungslos, fuhr Romain Wolff fort und diene auch gleich mit mehreren Beispielen direkter Konsequenzen einer solchen Politik: verstopfte Autobahnen und Zufahrtswege in die Stadt, hoffnungslos überfüllte öffentliche Verkehrsmittel, unglaublich lange Wartezeiten an den Kontrollstationen, eine chronische Überbelegung der Erziehungs- und Aufnahmestrukturen, viel zu lange Wartezeiten, um in einem Alten- oder Pflegeheim aufgenommen zu werden, usw. usf. All das sei das Ergebnis einer Politik, die geradezu unfähig sei, den Bürgerinnen und Bürgern diejenigen Dienstleistungen zu bieten, auf die sie ein Anrecht hätten.

Eine Frage bleibe dabei allerdings offen. Und zwar, ob der Staat überhaupt gewillt sei, sich die erforderlichen Mittel zu geben, um all seinen Verpflichtungen gerecht zu werden. Oder ob er es vorziehe, auf diejenigen zu hören, die einen schlanken, will sagen einen schwachen Staat bevorzugten und – wie von Seiten der Patronatsvertreter zu vernehmen – immer mehr öffentliche Dienstleistungen privatisieren wollten.

Eines sei jedenfalls sicher: Luxemburg benötige auch weiterhin Investitionen in öffentliche Infrastrukturen. Alles andere würde lediglich dazu führen, die eben angesprochenen Verfehlungen noch weiter zu verschärfen, was wiederum auf Kosten der Lebensqualität ginge und kaum dazu beitrage, Luxemburg als Standort für neue Unternehmen attraktiv zu halten.

Keine Maastricht-Verstöße

Als eines der wenigsten Länder überhaupt halte Luxemburg die sogenannten Maastricht-Kriterien nach wie vor ein, wandte sich der CGFP-Generalsekretär erneut der finanziellen Lage des Landes zu. Dank einer traditionell mäßigen Verschuldung, der im Übrigen auch noch bedeutende Finanzaktiva gegenüberstünden, sei es Luxemburg gelungen, sein „Triple-A-Ranking“ zu verteidigen. Wenn dann, in Zeiten zeitweiliger öffentlicher Defizite, auf einmal das gesamte Grundprinzip einer antizyklischen Budgetpolitik in Frage gestellt würde, sei eine derartige Überlegung kaum nachzuvollziehen. Denn wie es die CGFP schon mehrfach zum Ausdruck gebracht habe, mache die Anhäufung von Reserven in guten Zeiten nur dann Sinn, wenn sie in weniger rosigen Zeiten auch sinnvoll, d.h. im Interesse des Landes und seiner Bürger, ausgegeben werden könne.

Für die CGFP sei aber noch eines ganz klar: Sollte die demografische Entwicklung den Staat dazu zwingen, in zusätzliche Infrastrukturen zu investieren, sei es für die CGFP „völlig normal“, dass auch die zukünftigen Nutznießer dieser Infrastrukturen an deren Finanzierung beteiligt würden.

Anders als in vielen sonstigen Ländern habe man in Luxemburg glücklicherweise nicht den Weg zur Privatisierung gewählt, um die Staatskassen kurzfristig zu füllen. Der Luxemburger Staat sei ganz im Gegenteil Teilhaber geworden in privaten, an der Börse notierten Unternehmen. Und seine Anteile könne er – die Betonung liege auf „könne“ – zu einem späteren Zeitpunkt gewinnbringend veräußern.

Auch sollte nicht vergessen werden, dass nach Ausbruch der Krise gerade der öffentliche Sektor schnell, unkompliziert und wirksam eingegriffen habe, um weitreichende Schäden zu verhindern. Schwerwiegende Fehlentscheidungen seien damals in bestimmten Bereichen der Privatwirtschaft getroffen worden, von Entscheidungsträgern, die damals so gut wie auch noch heute glaubten, der Markt regle sich von alleine, ja von Patronatsvertretern, die auch heute noch eine Menge Energie für politischen Aktionismus aufbrächten, dann zum Beispiel, wenn es darum ginge, für die Abschaffung des Index einzutreten.

Bestes Beispiel dafür sei der Vorsitzende der ABL, der Luxemburger Bankenvereinigung also, dem eine große Luxemburger Tageszeitung unlängst eine ganze Zeitungsseite zur Verfügung gestellt habe, um sich – völlig ungeniert und keiner Mitschuld bewusst – über eine breite Öffentlichkeit, die den Kopf in den Sand stecke, auszulassen, genauso wie über einen ins Stocken geratenen Sozialdialog, nicht durch eine Arbeitgeberschaft, die den Ton auf einmal verschärft hätte, nein, einzig und allein durch die Gewerkschaften, die das vom Patronat vorgelegte Zahlenmaterial einfach nicht wahrhaben wollten, und über einen öffentlichen Dienst, in dem die Gehälter einfach zu hoch seien. Dabei scheine der ABL-Vorsitzende völlig vergessen zu haben, wer denn im Jahre 2008 wirksam und kompetent gehandelt habe, um bestimmte Finanzinstitute vor dem Aus zu retten – und wer heute noch massiv beisteuern dürfe, um Fehler auszubügeln, die an ganz anderer Stelle begangen worden seien. Und Romain Wolff wörtlich: „Ein wirksamer öffentlicher Dienst und alle dort Beschäftigten, die ausnahmslos zum Gemeinwohl beitragen – sie alle brauchen sich keine derartigen Lektionen erteilen zu lassen!“

Aus all dem werde deutlich, dass wir auch in Zukunft einen starken, keineswegs aber einen schwachen Staat brauchten. Bestimmten verantwortungslos handelnden Vertretern der Privatwirtschaft müsse auch weiterhin ein gut funktionierender Staatsapparat gegenüberstehen, der sich auf einen hoch qualifizierten, mehrsprachigen, verbindlichen und dem Gemeinwohl verpflichteten öffentlichen Dienst stützen könne, so der CGFP-Generalsekretär unter dem Applaus der CGFP-Delegierten. Der Erhalt eines qualitativ hochwertigen öffentlichen Dienstes sei somit entscheidend für die wirtschaftliche Entwicklung des Landes. Und wer daran zweifle, sollte sich doch bitteschön einmal die Frage stellen, wo wir, ja wo unser Land denn heute stünde ohne diesen unseren öffentlichen Dienst.

Dass sich die im Finanzsektor gemachten Erfahrungen nicht noch einmal wiederholen könnten oder dass auf einmal andere Wirtschaftszweige unter Entscheidungen zu leiden hätten, die weit weg von zu Hause getroffen würden, könne niemand ausschließen. Deutlich vor Augen führe uns das die nationale Luftfahrt, wo der Staat seine Verantwortung übernehmen müsse, wenn er Infrastrukturen erhalten wolle, die von lebenswichtiger Bedeutung für unser Land seien.

Eine entscheidende Frage jedenfalls müsste jetzt alle politisch Verantwortlichen beschäftigen, und zwar, ob der Zeitpunkt nicht mehr als gekommen sei, um eine grundlegende Debatte über die Rolle und die Aufgaben eines modernen Staates im 21. Jahrhundert zu führen. Die kaum nachvollziehbaren Schäden, die von skrupellosen Spekulanten verursacht worden seien, seien doch Grund genug, unser Land besser aufzustellen, auch und vor allem aus institutioneller Sicht, um die Bürgerinnen und Bürger dieses Landes und deren Besitzstände besser abzusichern.

Zu Lasten der privaten Haushalte

Hinsichtlich der Einkünfte und der Ausgaben des Staates sei zunächst einmal zu bemerken, dass das laufende Budgetjahr 2012 auf der Einnahmenseite

zusätzliche Verbesserungen gegenüber 2011 aufweise. Wenn auf der anderen Seite auch die staatlichen Ausgaben gestiegen seien, beruhe dies – zumindest teilweise – auch auf willkürlich getroffenen politischen Entscheidungen.

Den ersten von der Regierung vorgelegten Haushaltsentwurf wertete CGFP-Generalsekretär Romain Wolff als „ausgeglichene Kompromiss“, ehe die Änderungsanträge dann insbesondere zu zusätzlichen Steuermaßnahmen geführt hätten. Vor dem Hintergrund einer derzeit eher schwachen Konjunktur und einer mit Unsicherheit behafteten Zukunft müssten sich die Befürworter einer weiteren Kompression des Budgetsal-

dos jedenfalls den Vorwurf gefallen lassen, dass dadurch weitere Verschlechterungen, sowohl was das Wachstum als auch die Entwicklung auf dem Arbeitsmarkt betreffe, zu erwarten seien.

Selbst der Stater habe vor geraumer Zeit festgestellt, dass die Sparmaßnahmen auf Kosten des Wachstums gingen. Wenn die privaten Haushalte weniger im Portemonnaie hätten und insbesondere die natürlichen Personen stärker besteuert würden, bliebe nun einmal weniger Geld übrig, um in den Konsum zu stecken, rechnete Romain Wolff vor. Dies komme einem deutlichen Kaufkraftverlust gleich. Und laut Stater

Fortsetzung Seite 8

CGFP unterstützt Staatsbeamten-Hilfswerk

Nationalpräsident Emile Haag überreicht Scheck in Höhe von 12.500 Euro

Am Rande der Vorständekonferenz am 10. Dezember 2012 überreichte CGFP-Nationalpräsident Emile Haag einen Scheck über 12.500 Euro an den Vorsitzenden der „Fondation CGFP de Secours“, Paul-Henri Meyers, dies im Beisein von Jos. Daleiden, Präsident von CGFP-Services, CGFP-Generalsekretär Romain Wolff und CGFP-Finanzverwalter Michel Cloos.

Die „Fondation CGFP de Secours“ hat seit ihrer Gründung vor mehr als 35 Jahren Spenden in mehrfacher Millionenhöhe gesammelt, um den Opfern von Naturkatastrophen und ähnlichen Schicksalsschlägen zu helfen, aber auch, um längerfristige Projekte in Entwicklungsländern zu unterstützen. Seit nunmehr über acht Jahren führt das CGFP-Hilfswerk konkrete und nachhaltige Entwicklungshilfeprogramme im westafrikanischen Togo durch, wo in Zusammenarbeit mit der Gewerkschaft und CGFP-Partnerorganisation CGCT versucht wird, das Los der vom herrschenden Regime vernachlässigten Landbevölkerung zu verbessern.

So erlaubt es das CGFP-Fortbildungsprojekt APARTogo jungen Dorfbewohnern, die in der Landwirtschaft tätig sind, ihr berufliches Wissen dauerhaft zu verbessern und es dann auch zweckmäßig anzuwenden. Das Wasservorhaben EATogo dagegen widmet sich der Verbesserung der desolaten Trinkwasserversorgung der togolesischen Landbevölkerung durch das Instandsetzen von unbrauchbar gewordenen Dorfbrunnen und durch die Reparatur der nicht funktionierenden manuellen Pumpen.

Neben diesen beiden langfristigen Projekten hat die „Oeuvre“ stark in die unzureichende medizinische Infrastruktur der ländlichen Gegenden investiert durch Sanierung, Ausbau und Neubau einfacher Betreuungsstrukturen, besonders für die Kinder und die werdenden Mütter. Ein weiteres Vorhaben unter der Bezeichnung „Bonjour Bébé!“ zielt auf die Verbesserung der Geburtsbetreuung durch Hebammen ab.

Mit der Überreichung eines Schecks aus den Eigenmitteln will die CGFP als Gewerkschaft ihren Beitrag zugunsten der Hilfsbedürftigen in einem der ärmsten Länder der Welt leisten – eine Geste, die auch diesmal wieder möglich wurde dank der Freigebigkeit und der Spendenfreudigkeit der öffentlichen Bediensteten, die gerade zum Jahresende dem CGFP-Hilfswerk immer wieder Geldbeträge spenden.



Am Rande der Vorständekonferenz überreichte CGFP-Nationalpräsident Emile Haag einen Scheck über 12.500 Euro an den Vorsitzenden der „Fondation CGFP de Secours“, Paul-Henri Meyers, dies im Beisein von Jos. Daleiden, Präsident von CGFP-Services, CGFP-Generalsekretär Romain Wolff und CGFP-Finanzverwalter Michel Cloos

Wer konkrete Solidarität mit den Notdürftigen dieser Welt bekunden möchte, kann dies auch weiterhin gerne tun, und zwar mit einer Überweisung auf eines der Spendenkonten der „Fondation CGFP de Secours“:

CCPL: IBAN LU46 1111 0733 4614 0000
BCEE: IBAN LU57 0019 1000 2060 6000

Die Spenden sind im Übrigen im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen steuerlich absetzbar.

s.h.



Fortsetzung von Seite 7

könne das Wachstum auf diese Weise im Jahre 2013 um 0,3 bis 0,6 Prozent zurückgehen.

Als die erste Haushaltsvorlage von den Hauptfraktionsvorsitzenden im Parlament kritisiert worden sei, sei dies auf eine völlig undifferenzierte Weise geschehen. Auf ausgereifte, nützliche oder gar positive Wortmeldungen oder Empfehlungen habe man vergebens gewartet. Bis zu 250 Millionen müssten zusätzlich eingespart werden, so der allgemeine Tenor. Bei genauerer Betrachtungsweise stelle man aber nun fest, dass diese Hunderten von Millionen in erster Linie durch Steuererhöhungen zusammenkämen, wobei der Großteil erneut von den Privatpersonen aufzubringen sei.

Dass die erste Haushaltsvorlage überhaupt einmal hätte umgesetzt werden sollen, wagte Romain Wolff eher zu bezweifeln. Die Bürgerinnen und Bürger fragten sich demnach zurecht, ob die ganze Inszenierung nicht vielmehr ein Ablenkungsmanöver sein sollte, um nicht gerade populäre Maßnahmen „besser verkaufen zu können“. Und Romain Wolff wörtlich: „Die Urheber solcher Spielchen tragen sicherlich nicht dazu bei, das Prestige der politischen Klasse aufzupäppeln.“

Von den im zweiten Entwurf enthaltenen Steuererhöhungen von 182 Millionen Euro gingen 70 Prozent zu Lasten der privaten Haushalte, und gerade mal 30 Prozent müssten von den Unternehmen aufgebracht werden. Neben punktuellen Maßnahmen wie dem Aussetzen des „Ajustement“, einer Kürzung von Sozialleistungen wie der zum Schulanfang fälligen staatlichen Beihilfe, einer zusätzlichen Begrenzung der staatlichen Zuschüsse bei den „Maisons relais“ oder einer massiven Kürzung der Kilometerpauschale solle nun auch noch Artikel 125 des Steuergesetzes, der unter gewissen Bedingungen eine regelmäßige Anpassung der Steuertabelle an die Inflation vorsehe, kurzerhand abgeschafft werden.

All diese Maßnahmen gingen eindeutig zu Lasten der Mittelschicht und insbesondere auf Kosten von Familien mit Kindern, empörte sich Romain Wolff. Somit bekämen auch die bei Staat und Gemeinden sowie im assimilierten Sektor Beschäftigten dies zu spüren, kurzum: all diejenigen, die ihre Steuern bis auf den letzten Cent zahlten. Die sogenannten „breiten Schultern“ hingegen, die sich immer wieder dazu berufen fühlten,

solche Maßnahme aus. Als eine Konsumsteuer treffe die Mehrwertsteuer insbesondere die Haushalte mit niedrigerem und mittlerem Einkommen auf unverhältnismäßige Weise – eine wenig soziale Abgabe demnach. Zudem hätte eine Erhöhung der Mehrwertsteuer einen direkten Impact auf das allgemeine Preisniveau und somit auf die tatsächliche Kaufkraft aller Haushalte, was dazu führen könnte, dass interessierte Kreise



uns Lektionen in punkto Sparen zu erteilen, blieben wieder einmal weitgehend verschont. „Eine solche Entwicklung ist alles andere als sozial gerecht!“, so Romain Wolff unter dem tobenden Applaus der CGFP-Delegierten.

Eine wenig soziale Abgabe

Doch damit nicht genug: Wenn man so manchem Politiker Glauben schenken könne, dürfe nach den Wahlen von 2014 auch noch die Mehrwertsteuer steigen. Die CGFP allerdings spreche sich mit aller Deutlichkeit gegen eine

auf einmal auch noch einen Ausgleich für diese Steigerungen, sei es auf Ebene der Index-Anpassungen oder der sozialen Transfers, fordern könnten.

Die allgemeine Steuerlast und deren Verteilung zwischen privaten Haushalten und Unternehmen seien bereits seit Jahren wichtige Themenfelder bei der CGFP-Vorständekonferenz, fuhr Romain Wolff fort. Dass die für 2013 vorgesehenen Steuererhöhungen erneut weitgehend zu Lasten der natürlichen Personen gingen und diejenigen, welche die Krise verursacht hätten, erneut

verschont blieben, wertete der CGFP-Generalsekretär als „äußerst bedauerlich“. Besonders schlimm sei allerdings die Feststellung, dass zusätzlich dazu offensichtlich kein politischer Wille bestehe, dem Steuerbetrug und der Steuerhinterziehung wirksam zu begegnen. Bestes Beispiel dafür sei die Mehrwertsteuer, sagte Romain Wolff weiter und stütze sich dabei auf Erhebungen der EU-Kommission, nach denen rund zehn Prozent der geschuldeten Mehrwertsteuer nicht dort ankämen, wo sie eigentlich hingehörten, und demzufolge in falschen Taschen landeten. Und auch hier seien es erneut die Privatpersonen, die unter den aus solchen Praktiken hervorgehenden Steuererhöhungen zu leiden hätten. Verschont blieben wieder einmal die Unternehmen – die Wettbewerbsfähigkeit lasse grüßen...

„Wo bleibt da die in den Sonntagsreden immer wieder gepriesene Steuergerechtigkeit?“, wandte sich Romain Wolff an die Versammlung. Insbesondere auf europäischer Ebene versuchten Lobbyisten der Patronatsseite, die über die dazu erforderlichen finanziellen Mittel verfügten, immer wieder, den einen oder anderen Politiker für sich zu gewinnen. Demzufolge werde die Politik zusehends von der Wirtschaft diktiert – auch das sollte einmal klar und deutlich ausgesprochen werden!

Die Arbeitnehmer, auch die im öffentlichen Dienst Beschäftigten, dürften dann für die in der Bankenwelt begangenen

Fehler aufkommen. Und gerade schon aus diesem Grunde fordere die CGFP eine gerechtere Verteilung der Steuerlast zwischen den Beschäftigten und den Pensionierten auf der einen Seite und den Unternehmen auf der anderen.

Texte dem Verhandlungsergebnis anpassen

Hinsichtlich der im öffentlichen Dienst anstehenden Reformen erinnerte der CGFP-Generalsekretär an die im Juni 2009 stattgefundenen Parlamentswahlen. Die aufgrund der politischen Mehrheitsverhältnisse gebildete Regierungskoalition habe sofort deutlich gemacht, dass es zu einer „kostenneutralen“ Gehälter- und Dienstrechtsreform im öffentlichen Dienst kommen müsse. Seit Jahren schon habe die CGFP eine Gehälterrevision gefordert, von Kostenneutralität sei allerdings niemals die Rede gewesen. Eine Reform des öffentlich-rechtlichen Statuts sei ohnehin nicht erforderlich gewesen, sei es doch in den Jahren 2002/2003 erst unter der damaligen CSV/DP-Koalition zu einer solchen gekommen, die auch wahre Verbesserungen mit sich gebracht habe.

Einen Monat nach den Kommunalwahlen im Oktober 2011 seien die Entwürfe vorgelegt worden, „welche die CGFP sofort auf den Plan riefen, weil deren Inhalte in bestimmten Bereichen vom Verhandlungsergebnis von Juli 2011 abweichen.“ Da die Regierung den CGFP-Forderungen nicht nachgekommen sei,





habe die CGFP dann am 20. Januar 2012 den Schlichter angerufen. Nachdem die Regierung dann Zugeständnisse gemacht habe, insbesondere bei der Festlegung der Einstiegsgehälter, habe der Streitfall Ende März beigelegt werden können. So stehe im abschließenden Bericht vom 30. März deutlich zu lesen: „... le Gouvernement s’engage à maintenir les rémunérations de début de carrière à leur niveau actuel.“

Doch wie mehrfach schon erwähnt, sei „nachher bekanntlich ja vorher“. Denn gut zwei Wochen später sei die Welt offensichtlich eine völlig andere gewesen, als die Fraktionsvorsitzenden der Mehrheitsparteien das im Juli 2011 mit der Regierung erzielte Besoldungsabkommen für den öffentlichen Dienst auf einmal in Frage gestellt hätten. Alternativ zur Aussetzung des Besoldungsabkommens sei, gewissermaßen als Ausgleich, wenn nicht die Abschaffung, dann zumindest die Kürzung des 13. Monatsgehalts ins Gespräch gebracht worden.

Für die CGFP habe bereits zu diesem Zeitpunkt festgestanden: Ohne Besoldungsabkommen könnten auch die anderen Reformen nicht umgesetzt werden, sei es doch die Regierung gewesen, die von Anfang an eine Verbindung zwischen beiden Übereinkommen hergestellt habe.

Mit seiner Zustimmung, das Gehälterabkommen um zwei Jahre zu verschieben, habe der öffentliche Dienst einen nicht zu unterschätzenden Beitrag zur Sanierung der Staatsfinanzen geleistet. Mit der Unterzeichnung des Zusatzabkommens vom 27. April 2012 sei für die CGFP ebenso klar gewesen, dass kurzfristig in Frage gestellte soziale Errungenschaften zumindest während der Laufzeit dieses Abkommens, d.h. bis Ende 2015, abgesichert blieben. Denn sonst wäre diese Abmachung wohl überhaupt nicht zustande gekommen, so Romain Wolff.

Doch weil „nachher bekanntlich ja vorher“ sei, stelle sich nun heraus, dass die am 26. Juli 2012 im Parlament hinterlegten Texte einen ganz wesentlichen Punkt, dem es im Übrigen zu verdanken gewesen sei, dass die CGFP-Fachverbände dem Abkommen überhaupt zugestimmt hätten, nicht berücksichtigt. Dabei handle es sich um die mit der Regierung vereinbarten Beförderungsaufstufungen im Dreijahres-Rhythmus, die laut Abkommen

nicht nur im künftigen „niveau général“, sondern auch im neu zu schaffenden „niveau supérieur“ spielen sollten. Diese Sicherheit auf eine automatische Beförderung gewährleisteten die nun hinterlegten Texte allerdings nicht, stehe in der augenblicklichen Fassung, was den „niveau supérieur“ betreffe, doch stets der Zusatz „au plus tôt“ zu lesen. Frei übersetzt bedeute dies, dass die Beförderung nicht eher, dafür aber Monate oder sogar Jahre später als vorgesehen erfolgen könne. Und deshalb fordere die CGFP die Regierung in aller Deutlichkeit auf, ihren Verpflichtungen unverzüglich nachzukommen und diese Formulierungen umgehend aus den Texten zu streichen. Sollte dies nicht passieren, so eine deutliche Warnung an die Adresse der Politik, müsse die CGFP, ähnlich wie Anfang 2012, auf alle gewerkschaftlichen Mittel zurückgreifen, die ihr in einer solchen Situation zur Verfügung stünden. Wieder einmal halte die Regierung das Heft in der Hand. Und an ihr sei es, nun schleunigst zu handeln.

Darüber hinaus erwarte die CGFP aber auch, dass sich die Politik endlich einmal zugunsten eines gut funktionierenden öffentlichen Dienstes ausspreche, auf dass ein für allemal Schluss sei mit dem Fehlurteil, der öffentliche Dienst sei ein reiner Kostenfaktor, bei dem es vorrangig zu sparen gelte. Und Romain Wolff wörtlich an die Adresse der Delegierten: „Wo wäre unsere Gesellschaft denn heute ohne einen gut funktionierenden öffentlichen Dienst, so wie wir ihn kennen?“ Zu hoffen sei jedenfalls, dass wir nicht noch einmal in eine Situation kämen, wo „nachher ja vorher“ sei und die unter schwierigsten Bedingungen erzielten Abkommen, insbesondere der Gehältervertrag, in Frage gestellt würden. Sollte die Regierung diese Absicht haben, verliere sie definitiv ihre Glaubwürdigkeit und müsse die Konsequenzen einer solchen Entscheidung auch tragen. Die CGFP ihrerseits stehe nach wie vor zu diesen Abkommen und sie erwarte dasselbe von ihrem Verhandlungspartner – der Regierung.

Kostengünstig und wirksam

Als Eile geboten gewesen sei, nachdem schwerwiegende Fehlentscheidungen in den Chefetagen der Banken getroffen worden seien, hätten gerade die im öffentlichen Dienst Beschäftigten ordentlich Hand angelegt, ganz im

Interesse des Landes und damit aller Bürgerinnen und Bürger. Ebenso habe die CGFP im Interesse des Landes und, bemüht um den Erhalt des sozialen Friedens, einem alles andere als historischen Kompromiss zugestimmt. Parallel dazu habe sie sich von März 2010 bis April 2012 gegen eine von der Regierung und weiten Teilen der Opposition gewollte Dienstrechtsreform gewehrt, bei der sie noch heute der Auffassung sei, dass sie den Bürgerinnen und Bürgern die von Regierungsseite ins Blickfeld gerückten Verbesserungen kaum bringe. Und schließlich habe der öffentliche Dienst seit 2010 auf Gehaltserhöhungen verzichtet und somit, wie eben schon erwähnt, einen wesentlichen Beitrag zur Sanierung der Staatsfinanzen geleistet. Doch damit sei der öffentliche Dienst nun endgültig an seiner Schmerzengrenze angelangt. Romain Wolff wörtlich: „Mehr ist von uns nicht zu erwarten. Mehr ist nicht drin!“

Unser öffentlicher Dienst sei einer der kostengünstigsten überhaupt, so der CGFP-Generalsekretär unter Berufung auf internationale Studien. Unser öffentlicher Dienst sei einer der wirksamsten. Und unser öffentlicher Dienst habe stets vernünftige Forderungen gestellt, die dem Gemeinwohl des Landes immer Rechnung getragen hätten. Nun erwarte die CGFP allerdings auch, dass die unter schwierigen Umständen ausgehandelten Abkommen auch umgesetzt würden, und zwar so wie vereinbart. Und dazu gehörten nun einmal auch die vorhin erwähnten Beförderungsaufstufungen im neu zu schaffenden „niveau supérieur“. Sollte dies nicht passieren, so Romain Wolff unmissverständlich an die Adresse der Regierung, sei wiederum mit einer ganzen Reihe von Streitfällen zu rechnen.

Zu befürchten sei in der Tat, dass das Jahr 2013, im Übrigen ein Vorwahljahr, eine ganze Serie unangenehmer Überraschungen bereithalte, bei denen die Mittelschicht wieder besonders getroffen werde. Die CGFP allerdings sei gewappnet, sich – falls erforderlich – gegen solche Versuche zu wehren, dies mit der Unterstützung ihrer Fachverbände und deren Mitgliedern. Und daher auch der abschließende Appell von CGFP-Generalsekretär Romain Wolff an die zahlreich erschienenen Delegierten: „Haalt lech bereed, mir zielen op lech, grad elo!“

s.h. / C.H.

46. CGFP-Vorständekonferenz

Die Gäste

CGFP

Pierre Trausch, langjähriger Erster Vizepräsident der CGFP

CGFP-Services

Jos. Daleiden, Präsident CGFP-Services, Ehrengeneralsekretär der CGFP

Paul Zimmer, Wirtschaftsrat

Christlich-Soziale Volkspartei (CSV):

Diane Adehm, Abgeordnete

Paul-Henri Meyers, Abgeordneter

Gilles Roth, Abgeordneter

déi Gréng:

Claude Adam, Abgeordneter

déi Lénk:

Serge Urbany, Abgeordneter

Demokratische Partei (DP):

Fernand Etgen, Generalsekretär

Kommunistische Partei (KPL):

Ali Ruckert, Parteipräsident

Luxemburgische Sozialistische Arbeiterpartei (LSAP):

Fernand Diederich, Abgeordneter

Roger Negri, Abgeordneter

Fédération Générale de la Fonction Communale (FGFC):

Dan Cardarelli, Präsident

Marco Thomé, Generalsekretär

Alain Spies, Kassierer

Wirtschafts- und Sozialrat (WSR):

Jean-Claude Conter

Gilbert Goergen

Raymond Hencks

Ehemalige AGF:

Maurice Schmitz, Generalsekretär

CGFP-Pensioniertendelegation:

Camille Rock, Vizepräsident

Berufskammer des öffentlichen Dienstes:

Georges Muller, Direktor

Marc Poos

Roland Rinnen

Staatsbeamtenkrankenkasse:

Claude Geimer, Vizepräsident

Im Anschluss an die Ausführungen von CGFP-Generalsekretär Romain Wolff und die Überreichung eines Schecks an das CGFP-Hilfswerk (siehe unseren eigenen Beitrag Seite 7) oblag es CGFP-Nationalpräsident Emile Haag, die vom Ersten Vizepräsidenten Claude Heiser vorgetragene Entschliebung 2012 zur Abstimmung zu bringen, die von der Versammlung einstimmig angenommen wurde (siehe Kasten Seite 6). Mit einem Empfang zu Ehren der geladenen Gäste und Delegierten wurde der Abend beschlossen.



POSTES VACANTS AUPRES DE L'ETAT

LE MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE SE PROPOSE D'ENGAGER

**12 AGENTS PROFESSIONNELS DES SERVICES DE SECOURS POUR LA DIVISION
DE LA PROTECTION CIVILE DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE SECOURS
(EMPLOYÉ(E)S DE L'ÉTAT DANS LA CARRIÈRE C) (REF: 2018)**

Formation de base

Peuvent concourir les candidat(e)s de nationalité luxembourgeoise, qui ont accompli avec succès, dans l'enseignement public luxembourgeois, cinq années d'études soit:

- a) dans l'enseignement secondaire;
- b) dans l'enseignement secondaire technique - division de la formation administrative et commerciale ou division de l'apprentissage commercial;
- c) être détenteur d'un C.A.T.P. correspondant à la définition de l'emploi;
- d) présenter un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes par le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative.

D'autre part, les candidat(e)s doivent faire preuve d'une connaissance adéquate des trois langues administratives.

Epreuve de sélection

Les candidats se soumettront à une épreuve de sélection visant à apprécier leurs aptitudes physiques et psychiques, ainsi que leurs connaissances générales. Les horaires et programmes détaillés des examens parviendront aux candidats dont les candidatures ont été retenues.

Les candidats détenteurs d'un brevet scolaire étranger devront se soumettre à un test préliminaire du contrôle de la connaissance des trois langues administratives, tel que prévu par le règlement grand-ducal du 12 mai 2010 fixant les modalités du contrôle de la connaissance des trois langues administratives pour le recrutement des fonctionnaires et employés des administrations de l'Etat et des établissements publics.

Dépôt des candidatures

Les candidat(e)s adresseront leur demande jusqu'au **15 février 2013** inclus au:

Ministère de la Fonction publique
et de la Réforme administrative
- Centralisation -
B.P. 1807
L-1018 Luxembourg

La candidature doit obligatoirement être accompagnée:

- d'une demande de candidature manuscrite;
- du numéro de matricule national complet de 11 chiffres;
- d'une copie de l'extrait de l'acte de naissance;
- d'une copie de la carte d'identité ou du passeport;
- d'une photo de passeport récente;
- d'une copie de l'extrait du casier judiciaire datant de moins de deux mois à la date de la présentation de la demande;
- d'une copie du/des diplômes et/ou certificats requis pour la formation demandée;
- du curriculum vitae rempli sur formulaire prescrit certifié sincère et mentionnant de façon détaillée notamment les périodes exactes des études, des professions antérieures et, le cas échéant, du temps passé dans un service ambulancier luxembourgeois ou étranger (<http://www.fonction-publique.public.lu/fr/formulaires/index.html>);
- d'une copie du permis de conduire de la catégorie B.

Le numéro de référence du poste (2018) doit figurer sur la demande.

Les candidats admis devront encore satisfaire à un examen d'aptitude médical conformément au règlement grand-ducal du 6 mai 2010 portant organisation du contrôle médical des agents des services de secours.

Pour tout renseignement supplémentaire, les candidat(e)s sont prié(e)s de contacter Madame Claudine Oth (tél. 49 771-408), respectivement le service de recrutement du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative (uniquement le matin de 8.00 à 12.00 heures: tél. 247-83095; 247-83133), voire de consulter le site internet www.112.lu.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Fonction publique
et de la Réforme administrative

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le Ministère fera parvenir aux candidat(e)s, après réception de leur candidature, leur numéro de référence qui est à rappeler lors de toute correspondance.

Les dates pour le contrôle de la connaissance des langues luxembourgeoise, allemande et française seront communiquées ultérieurement (uniquement pour les candidat(e)s présentant un brevet scolaire étranger).

Les candidat(e)s figurant à la liste de réserve et auxquels un numéro de référence a d'ores et déjà été attribué se limiteront à contacter téléphoniquement (uniquement le matin de 08h00-12h00) le service de recrutement aux numéros 247-83095 et 247-83133 afin de communiquer la référence du poste vacant.

(Communiqué par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative)

www.fonctionpublique.public.lu

NOUVEAU SERVICE EN LIGNE "eRECRUTEMENT"

Le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative tient à rendre attentif au nouveau service en ligne "eRecrutement" disponible avec effet immédiat. Ce nouveau service permet à tous les candidats aux postes déclarés vacants auprès de l'Etat d'introduire leur candidature par la voie électronique. (Pour des raisons de sécurité de transmission des données, le service est réservé aux titulaires d'un certificat de signature électronique LuxTrust.)

StandPunkte

Flunkern und Täuschen sind Worte, die mir auf Anhieb in den Sinn kommen, wenn ich an den heutigen Bankensektor denke. In meinen Kindes- und Jugendjahren konnte ich in meinem Elternhaus erleben, wie respektvoll sich den Banken gegenüber verhalten wurde. Da herrschten Ordnung, Ehrlichkeit, Seriosität, Verlässlichkeit, Weitsicht, Umsicht, man hatte sogar das Gefühl des gut Umsorgseins, ja alles, was zu einem ehrlichen und anständigen Menschen oder Betrieb gehört, war dort zu finden und hatte gewissermaßen Vorbildfunktion. Ob dies auch tatsächlich so war, kann ich aus heutiger Sicht nicht wirklich beurteilen, jedenfalls hörte man in jener Zeit niemals von derartigen Machenschaften wie sie heute an der Tagesordnung sind.

Als ich auf dem RTL-Site die Überschrift zu einem Beitrag von ABBL-Direktor Rommes „Mir brauchen endlech Asiicht!“ las, da kam mir kurz der Gedanke, dass die vornehmlich internationale Finanzindustrie, wie der Bankensektor sich heute zu nennen pflegt, inzwischen wieder einsichtig geworden sei. Bei genauem Hinsehen wurde ich jedoch eines Besseren belehrt, es war aufs Neue ein Schulmeister der „andern“.

Doch damit nicht genug: In der Sendung „Kloertext“ vom 13. Januar 2013 machte derselbe ABBL-Direktor Aussagen, welche das Fass definitiv zum Überlaufen und meinen Gerechtigkeitsinn zum Kochen brachten. Bei der Vorstellung der geladenen Gäste wurde treffend bemerkt, dass Herr Rommes an der UNI Luxemburg über Deontologie bei den Banken referiere! Auf das Image der Banken angesprochen (Frau Mart meinte das negative Image in Zusammenhang mit der Deontologiefraße), versuchte Herr Rommes vorerst auszuweichen, erst beim Nachhaken durch die Moderatorin ließ er sich zur folgenden Erklärung hinreißen: „*wichtig ass fir verschidde Kreesser, fir d'Finanzindustrie permanent ze diskreditieren, well si domatten natirlech d'Schold an d'Responsabilitéit vu sech kënnen ofweisen...*“ Kurz: von „Asiicht“ keine Spur. Diese Aussagen zeugen ganz im Gegenteil von einer Kaltschnäuzigkeit, die ihresgleichen sucht. Oder wird angenommen, dass man sowohl die Zuschauer als auch die anderen Teilnehmer an der Gesprächsrunde (welche auf diese Aussagen nicht reagierten) schlicht für dumm verkaufen könne, weil diesen ja ohnehin jedwede Kenntnis über die Machenschaften bei den Banken abgesprochen wird? Es gehört schon eine gute Portion Dreistigkeit dazu, solche Aussagen zu machen. Ein kleines oder großes „mea culpa“ und ein Gelob auf Besserung wären deontologisch betrachtet wohl eher angebracht gewesen.

In die gleiche Kerbe hatte bereits der Präsident der ABBL, Ernst Wilhelm Contzen, geschlagen, als er in seinem Artikel „Die Vernichtung unserer Standortvorteile“ im Luxemburger Wort vom 27. November 2012 schrieb: „*Dass der Staat über seinen Verhältnissen lebt, versucht er mit zwei Buchungstricks zu verstecken, die jemanden, der dies in der viel gescholtenen Finanzindustrie versuchen würde, sofort ins Gefängnis brächten*“. Hier werden dem Staat Gaunertricks unterstellt von einer Führungsperson, die eine leitende Position inne hat bei einer Bank, die in den letzten Jahren immer wieder für Negativschlagzeilen gesorgt hat. Man erinnert sich noch allzu gut an den im Sommer aufgeflogenen Skandal betreffend die Manipulierung des Libor-Zinssatzes. Unter den vielen beteiligten Banken wie HSBC und Crédit Suisse war u.a. auch die Deutsche Bank zu finden. Im Laufe der Ermittlungen durch die US-Behörden stellte sich die Deutsche Bank als Kronzeuge zur Verfügung, ein Schuldgeständnis mit Hintergedanken, denn dieses ermöglicht es, eine viel niedrigere Strafe auszuhandeln.

„Mir brauchen endlech Asiicht!“



Camille M. Weydert,
CGFP-Vizepräsident

Nicht vergessen sind auch die rezenten Durchsuchungen, die von der deutschen Staatsanwaltschaft in der Zentrale der Deutschen Bank durchgeführt wurden, wegen Verdachts auf Geldwäsche und Vertuschung. Kurze Zeit später bringt die Süddeutsche Zeitung in ihrer Ausgabe vom 20. Dezember 2012 die Schlagzeile: „*Schon wieder eine Durchsuchung bei der Deutschen Bank in Frankfurt. Münchner Ermittler fahnden nach Beweisen für einen schweren Verdacht: Frühere Vorstände sollen beim Schadenersatzprozess wegen der Kirch-Pleite versucht haben, die Justiz zu hintergehen.*“

Die Aufzählung der Serie der Skandale könnte man beliebig fortsetzen. Skandale, da Banken bewusst Terroristen-, Rauschgift- oder Diktatorenelder verwaltet haben; Banken, die Kunden mit einem garantierten Zinssatz gelockt haben, wohlwissend, dass die Bank dicht machen würde, wodurch es zur Schädigung von zigtausend gutgläubigen Kunden gekommen ist, usw. Dies sind Fakten, die nicht zu leugnen sind. Falls ich solche Leute vertreten würde (nicht diejenigen Bankangestellten, die ihr täglich Brot ehrlich verdienen, nein, solche, die neben ihren überhöhten Bezügen bei groben Fehlentscheidungen auch noch mit Millionenbeträgen abgespeist werden), würde ich mich schämen und nicht großspurig andere Leute schulmeistern. (Das Ganze jetzt auch noch unter dem Gesichtspunkt des Bewertungssystems beleuchten zu wollen, würde den Rahmen dieses Beitrages sprengen. Doch soviel sei gesagt: Gerade ein solches Beurteilungssystem hat mit Sicherheit auch zu diesen Verfehlungen beigetragen).

Doch zurück zu dem eben schon zitierten LW-Beitrag von Herrn Ernst Wilhelm Contzen, „Die Vernichtung unserer Standortvorteile“. Da staunte man doch nicht schlecht, als man dieser Tage die Aussagen von Thomas Rabe, Vorstandsvorsitzender und CEO der Bertelsmann-Gruppe, hörte, der betreffend die Standortvorteile Luxemburgs offensichtlich völlig anderer Meinung ist als Contzen. Er sagte nämlich wörtlich: „*Was gefällt uns so an Luxemburg und weshalb bin ich so begeistert und natürlich auch die Kollegen der RTL-group? – Es gibt hier wirklich kurze Wege, das ist meine persönliche Erfahrung, es gibt einen schnellen unkomplizierten unbürokratischen Kontakt zu den Entscheidungsträgern, es gibt inzwischen eine hochmoderne Internetinfrastruktur, dazu kommt die Internationalität und die Mehrsprachigkeit, die für diesen Standort sehr wichtig sind, das sind alles Vorteile, die wir schätzen...*“

Kein Wort von zu hohen Gehältern oder steuerlichen Abgaben! Fabelhaft, Herr Rabe!

Eine Frage bleibt dennoch offen: „Wien brauch endlech Asiicht?“. Wir jedenfalls meinen, die Antwort zu kennen...

GRATIS!

CGFP-Website

www.cgfp.lu

Abonnieren Sie
jetzt
die CGFP-
Newsletter

Immer
topaktuell
unter
www.cgfp.lu



Vos séjours à l'étranger, en toute sécurité.

Vos vacances, ces instants si précieux! A chaque voyage, vous veillez à ce que tout se passe bien. Malgré tout, il est possible qu'un petit souci apparaisse. Dans ces moments là, l'important est que tout soit rapidement résolu ...

Contactez votre partenaire **CGFP Assurances** et découvrez *sécherREESSEN*, l'assurance voyage qui renforce votre sécurité.

CGFP Assurances S.A.
16, rue Érasme | L-1468 Luxembourg
tél.: +352 27 04 28 01 | info@cgfp-assurances.lu

CGFP
Assurances

Schnell und übersichtlich informiert:



CGFP

Vous avez un Smartphone
ou Tablet Computer?
Alors scannez notre code
et découvrez notre site internet!



**Unsere
Webseite
www.cgfp.lu**

Die nationalen Interessen im Auge behalten

Die CGFP gibt Impulse in wesentlichen Gesellschaftsbereichen (Teil 3)

In den zwei letzten Ausgaben von „fonction publique“ haben wir in ersten Beiträgen Themenbereiche behandelt, zu denen die CGFP, als national repräsentative Berufsorganisation, regelmäßig Stellung bezieht. Auf diese Weise will die CGFP, über die Wahrnehmung ihres eigentlichen gewerkschaftlichen Auftrags hinaus, Impulse in wesentlichen Gesellschaftsbereichen und in wichtigen Gesellschaftsfragen geben, dies in Form von öffentlichen Stellungnahmen, Pressemitteilungen, Memoranden oder Gesetzesvorschlägen. Die Tatsache, dass es sich dabei häufig um Themenfelder handelt, die weit über die Interessen des öffentlichen Dienstes hinausreichen, zeigt, dass die CGFP bei ihrem nachhaltigen Wirken im Sinne ihrer mittlerweile über 28.000 Mitglieder die nationalen Interessen niemals aus dem Auge verloren hat.

Anregungen, Vorschläge und Forderungen zu den unterschiedlichsten gesellschaftspolitischen Bereichen beinhaltet in leicht überschaubarer Form das alljährlich von der CGFP-Vorstandskonferenz, dem höchsten CGFP-Gremium, gutgeheißenes Aktionsprogramm der CGFP. In Anlehnung an die darin enthaltenen Denkanstöße möchten wir im Folgenden die Haltung der CGFP zu weiteren wichtigen Themenbereichen darlegen, die da wären:

- Energiepolitik
- Wirtschaftliche Entwicklung und Beschäftigung
- Funktionsweise der nationalen und europäischen Institutionen

(Die CGFP-Haltung zu anderen Themenbereichen von nationalem Interesse entnehmen unsere Leser bitte unseren beiden ersten Beiträgen in „fonction publique“ Nr 223, September/Okttober 2012, und „fonction publique“ Nr 224, November/Dezember 2012)

Wirtschaftlich und umweltschonend

Der hohe Energieverbrauch und die energetische Abhängigkeit Luxemburgs vom Ausland müssten das Großherzogtum dazu ermutigen, alles in seiner Macht Stehende zu unternehmen, damit die Energiepreise fielen, lesen wir im entsprechenden Kapitel im CGFP-Aktionsprogramm. Dies könne erreicht werden durch eine wirksamere Nutzung der eigenen Energieressourcen oder eine verstärkte Zusammenarbeit gerade im Energiebereich mit den angrenzenden Nachbarregionen. Außerdem müsse eine sinnvolle Energiepolitik sowohl dem wirklichen Energiebedarf im Lande als auch den zum Schutze der Umwelt zu berücksichtigenden Vorgaben Rechnung tragen.

Um diese Ziele zu erreichen, schlägt die CGFP ein Zehn-Punkte-Programm vor, von denen nur folgende erwähnt seien:

- Erarbeitung von Energieplänen im Sinne einer wirtschaftlicheren Energienutzung, gepaart mit Fördermaßnahmen, um deren Umsetzung zu ermutigen
- Entwicklung neuer Technologien zur Energieersparnis
- Vertragsbindungen über längere Zeiträume mit Erzeugerunternehmen aus den angrenzenden Gebieten
- Erweiterung der Gasnetze auf das ganze Land mit der Möglichkeit auf eine schnelle Anbindung für alle Haushalte
- Beachtung der für die Betreibung des Atomkraftwerks von Cattenom eingegangenen Konventionen, um auf diese Weise hohe Sicherheitsstandards zu garantieren



Im Kapitel „Nationale und europäische Institutionen“ spricht sich die CGFP aus für eine Ablösung des Vorsitzenden des Staatsrates durch den Präsidenten des Obergerichtshofes in seiner Eigenschaft als Schlichter („médiateur“) in der im Gesetz über das Streikrecht im öffentlichen Dienst vorgesehenen Schlichtungsprozedur

- Aktualisierung des Katastrophenplans für den Fall einer atomaren Katastrophe
- Förderung von Forschungsarbeiten hin zu einer stärkeren Nutzung der neuen Energiequellen
- Bezuschussung der von Privathaushalten getätigten Investitionen zur Nutzung von natürlichen Energiequellen
- Förderung der erneuerbaren Energien unter Berücksichtigung wirtschaftlicher und umweltschonender Vorgaben

Wirtschaftliche Entwicklung und Beschäftigung

Die Weiterentwicklung unserer Wirtschaft und die industrielle Diversifizierung des Landes könnten nur vorangetrieben werden, indem alle industriellen und wirtschaftlichen Sektoren mit dem technischen Fortschritt Schritt hielten und die Standortvorteile Luxemburgs stärker nutzten. Damit die beschlossenen Maßnahmen auch ertragreich seien, müsse in den unterschiedlichen Bereichen kompetentes und hoch qualifiziertes Fachpersonal beschäftigt werden. Zudem müsse der handwerklichen Tätigkeit wieder ein größerer Stellenwert eingeräumt werden. Im CGFP-Aktionsprogramm lesen wir im entsprechenden Kapitel hierzu:

„Pour porter leurs fruits, toutes les mesures à prendre exigent la présence d'une main d'oeuvre qualifiée. Le développement économique et la diversification industrielle ne pourront donc se faire sans une formation professionnelle à la pointe du progrès technique et conforme aux besoins futurs. Dans ce but, une meilleure planification et une parfaite coordination du système éducatif ainsi que la revalorisation du travail manuel et la motivation des jeunes revêtent une priorité absolue.“

Außerdem sei eine genaue Abstimmung der Politiken für Raumplanung und Umwelt unabdingbar, „weil die wirtschaftliche Entwicklung und industrielle Diversifizierung des Landes keinesfalls auf Kosten der Lebensqualität gehen dürfen“.

Um dieses Programm auch nachhaltig umsetzen zu können, schlägt die CGFP gleich mehrere Maßnahmen vor, von denen nur folgende erwähnt seien:

- Erstellung und ständige Aktualisierung einer Bestandsaufnahme des Staatseigentums, die als Basisinstrument zur Verwaltung der Staatsaktiva genutzt werden könne

- Gründung einer nationalen Teilhabergesellschaft, die eine qualifizierte Minderheit an Beteiligungen in konzessionierten Unternehmen halten könne, um auf diese Weise feindliche Übernahmen, gerade aus dem Ausland, zu verhindern
- Fortführung der industriellen Diversifizierung
- Weiterentwicklung der Transport-, Kommunikations- und Energieversorgungsinfrastrukturen
- Konsolidierung des Banken- und Versicherungssektors und Festigung der Standortvorteile Luxemburgs als Finanzplatz
- Aufwertung der touristischen Infrastrukturen
- Verschärfung der Bemühungen zur Bekämpfung der organisierten Schwarzarbeit

Hinsichtlich einer wirksameren Beschäftigungspolitik schließlich spricht sich die CGFP in ihrem Aktionsprogramm deutlich aus für:

- eine stärkere Bekämpfung der Jugendarbeitslosigkeit und der Erwerbslosigkeit ganz allgemein
- die Weiterbeschäftigung von älteren Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern, die auf diese Weise ihr Wissen an die künftigen Generationen weitergeben könnten
- eine Verbesserung der Berufsausbildung und der weiterbildenden Maßnahmen sowie den Ausbau der technischen Einrichtungen in unseren Schulen
- eine Anpassung des Bildungssystems an die neuen Bedürfnisse, sowohl in der Wirtschaft als auch auf dem Arbeitsmarkt
- Fördermaßnahmen zur Schaffung von zusätzlichen Ausbildungsplätzen

Nationale und europäische Institutionen

„Le fonctionnement des institutions démocratiques ne peut être garanti que si elles accomplissent leurs missions dans le respect des règles constitutionnelles, notamment de celles de l'autonomie, de la séparation des pouvoirs et du contrôle réciproque“, entnehmen wir dem entsprechenden Kapitel über die nationalen Institutionen im CGFP-Aktionsprogramm. Vor diesem Hintergrund fordert die CGFP u.a.:

- eine Anpassung der entsprechenden Texte in unserer Verfassung im Anschluss an eine breitgeführte öffentliche Debatte

- eine verstärkte Kontrollfunktion des Parlamentes über die Exekutive, indem das Initiativrecht des Abgeordnetenhauses erweitert würde
- das Verbot einer doppelten Kandidatur für die Parlaments- und die Europawahlen
- eine Neudefinierung der Unvereinbarkeit eines öffentlichen Mandates mit bestimmten beruflichen Aufgaben und Verpflichtungen
- eine Aufwertung des Staatsrates durch eine Reform der Ernennungsbestimmungen seiner Mitglieder, die Festlegung eines maximalen Zeitraums für die Erstellung seiner Gutachten sowie die Sicherstellung seiner Unabhängigkeit gegenüber der Legislative (Parlament) und der Exekutive (Regierung)
- eine Ablösung des Vorsitzenden des Staatsrates durch den Präsidenten des Obergerichtshofes in seiner Eigenschaft als Schlichter („médiateur“) in der im Gesetz über das Streikrecht im öffentlichen Dienst vorgesehenen Schlichtungsprozedur

Auf internationaler Ebene spricht sich die CGFP indes für eine Fortführung der Kooperations- und Entwicklungspolitik auf hohem Niveau aus, nicht zuletzt als Garant für Frieden und Sicherheit. Auch an dieser Stelle möchten wir noch einmal aus dem CGFP-Aktionsprogramm zitieren, in dem es hierzu wörtlich heißt:

„La CGFP, consciente de la nécessité d'oeuvrer à tous les niveaux dans l'intérêt de la sécurité, de la paix et de l'amélioration de la condition humaine, se prononce résolument en faveur de la poursuite d'une politique de coopération et de développement dans le monde, garantissant les droits de l'homme, le droit à l'autodétermination des peuples et le progrès social par une croissance économique respectueuse de la nature et de l'environnement. Elle attache une importance au désarmement général et à la solution des conflits dans le cadre des Nations Unies et d'autres enceintes internationales, prioritairement par des moyens pacifiques.“

Auf EU-Ebene schließlich äußert sich die CGFP zugunsten einer Integrationspolitik, welche die nationale Staatensouveränität beachtet. Gleichzeitig lehnt sie eine Übertragung von nationalen Zuständigkeiten auf supranationale Einheiten ab, bei Angelegenheiten, die – ganz nach dem Subsidiaritätsprinzip – viel besser und wirksamer auf nationaler, regionaler oder lokaler Ebene behandelt werden könnten.

s.h.

„Administration de la navigation aérienne“ (ANA)

„Ready for takeoff“

Zu Besuch in der Nationalen Luftfahrtverwaltung



„Unser Auftrag besteht in erster Linie darin, die Flugzeuge sicher und wirksam starten und landen zu lassen, dies auch mit Blick auf die Kostenlage“, fasst der neue Verwaltungschef John Santurbano die Aufgaben der ihm unterstellten Abteilungen vereinfacht in nur wenigen Worten zusammen

„You have an ambulance flight behind you, please reduce speed – Sie haben ein Ambulanzflugzeug hinter sich, bitte verringern Sie Ihre Geschwindigkeit“, spricht der Fluglotse in sein Mikrofon und erhält auch prompt eine Bestätigung von Seiten der herannahenden Passagiermaschine.

Wir befinden uns an diesem Donnerstagvormittag im Kontrollraum der „Air Traffic Control“, kurz ATC genannt, in einer der acht Abteilungen, die allesamt die Luftfahrtverwaltung, besser bekannt unter der französischen Bezeichnung „Administration de la navigation aérienne“, bilden. Begleitet werden wir bei unserem Rundgang durch die verschiedenen Abteilungen von John Santurbano, seit 1. Januar 2013 geschäftsführender Verwaltungsdirektor, der uns – mit der freundlichen Genehmigung von Ressortminister Claude Wiseler – einen Einblick in die vielfältigen Aufgabenbereiche seiner Behörde gibt.

„Unser Auftrag besteht in erster Linie darin, die Flugzeuge sicher und wirksam starten und landen zu lassen, dies auch mit Blick auf die Kostenlage“, fasst der neue Verwaltungschef die Aufgaben der ihm unterstellten Abteilungen vereinfacht in nur wenigen Worten zusammen und verweist dabei auf das Gesetz vom 21. Dezember 2007, das die legale Grundlage bildete zur Gründung der in dem Jahr neugeschaffenen „Administration de la navigation aérienne“. Dieses Gesetz löste gleichzeitig den Text vom 26. Juli 1975 zur Schaffung der damaligen Flughafenverwaltung ab. Die Ausführungsbestimmungen basieren derweil auf einem großherzoglichen Beschluss vom Juni 2012.

Ausflug in die Geschichte der Fliegerei

„Der Bau des ersten Flughafens in Luxemburg geht auf das Jahr 1946 zurück und fußte damals auf einem Gesetz aus dem Jahre 1937“, weiß John Santurbano und zitiert dabei aus einer 1996 zum 50-jährigen Bestehen des Flughafens Luxemburg herausgegebenen Festschrift. Darin heißt es wörtlich:

„Par la loi du 19 mars 1937, le Gouvernement luxembourgeois reçut l'autorisation de construire un aéroport au lieu-dit ‚Findel‘ de la commune de Sandweiler. La décision de construire un aéroport à cet endroit n'a été prise qu'après de longues réflexions et maintes études. D'autres emplacements, tels le Kirchberg ou la région de Filsdorf-Hassel, avaient été envisagés, mais après des études approfondies de la Direction de l'Administration des Ponts et Chaussées, le choix tomba finalement sur le site du Findel.“

Nachdem die Bauarbeiten infolge der Wirren des Zweiten Weltkrieges zunächst hinausgezögert worden waren, konnte schließlich im Jahre 1946 mit der Gestaltung der neuen Anlage begonnen werden. Noch im selben Jahr konnte die erste „Aérogare“ in Form einer schlichten Holzbarracke fertiggestellt werden, die später unter der Bezeichnung „Aérolhalte“ Geschichte schreiben sollte.

Die erste Dienststelle, die unter der Zuständigkeit des damaligen Ressortministers Victor Bodson eingerichtet wurde, war der Wetterdienst. Die erste Wetterbeobachtung erfolgte am 18. Oktober 1946 um genau 19 Uhr. Da der Wetterdienst zu dem Zeitpunkt noch über keine Instrumente verfügte, beschränkte sich die Wetterbeobachtung auf die Wolkenlage, die Sichtbedingungen, die Sonneneinstrahlung und auf eine vage Vorhersage bezüglich der zu erwartenden Windgeschwindigkeiten.

Allmählich war der Zeitpunkt reif, um an den Bau eines Flughafengebäudes zu denken, das diesem Namen auch gerecht würde, lesen wir in besagter Festschrift. Am 12. August 1946 dann legte der ehemalige Transportminister Victor Bodson den Grundstein zum Bau der heute noch im Volksmund unter der Bezeichnung „altes Flughafengebäude“ bekannten „Aérogare“ auf Findel.

Dass die Flughafeneinrichtungen von heute nicht mehr allzu viel gemein haben mit der damaligen Infrastruktur, muss an dieser Stelle nicht eigens hervorgehoben werden. Was einst mit einem Wetterdienst mit gerade mal drei Wetterbeobachtern, die ausschließlich Beobachtungen für die Fliegerei erstellten, begann, hat sich im Laufe der Jahrzehnte zu einem wahren Dienstleistungs-konstrukt mit mannigfaltigen Aufgaben entwickelt. In den Zuständigkeitsbereich der heutigen „Administration de la navigation aérienne“ fallen sowohl diejenigen Bereiche, die in direktem oder indirektem Bezug zu den Flugaktivitäten stehen, als auch zum Beispiel die an den Start- und Landebahnen erforderlichen Unterhaltsarbeiten, die in enger Zusammenarbeit mit der staatlichen Straßenbauverwaltung durchgeführt und künftig von der neuzuschaffenden Abteilung „Aérodrome“ koordiniert werden sollen. Die notwendigen Dienstleistungen zur Abwicklung des Fluggeschäftes werden in der Luftfahrtverwaltung rund um die Uhr und auch an Sonn- und Feiertagen gewährleistet. An der Spitze der heutigen Verwaltung der Nationalen Luftfahrt steht ein Verwaltungsdirektor, der – laut Gesetz von Dezember 2007 – mit an seiner Seite einem stellvertretenden Direktor die Tätigkeiten innerhalb der unterschiedlichen Abteilungen „leitet, koordiniert und überwacht.“

Acht Abteilungen, ein Auftrag

Wie die acht Dienststellen dieser Behörde im Alltag zusammenarbeiten, lasse sich wohl am besten an Hand eines praktischen Beispiels darlegen, sagt John Santurbano und weiß auch gleich mit einem solchen zu dienen.

Nehmen wir eine Passagiermaschine, die von Luxemburg aus nach Paris fliegt. Für den Piloten ist es von absoluter Notwendigkeit, zunächst einmal über zuverlässige Informationen der Wetterlage zu verfügen, sowohl was die Entwicklungen auf seiner Route als auch den Ist-Zustand und die zu erwartenden Tendenzen am Zielflughafen betrifft. „Dabei werden die Beobachtungen jede halbe Stunde aktualisiert“, erklärt John Santurbano. Aufgrund dieser Angaben könne der Pilot dann entscheiden, ob er die übliche Route fliegt oder womöglich eine andere Flughöhe wählt. Bei heftigem Gegenwind etwa verlängere sich die Flugdauer, und entsprechend erhöhe sich auch der Spritverbrauch, so dass unter gewissen Umständen mehr Kerosin getankt werden müsse. All diese Entscheidungen könnten letztlich aufgrund der vom Wetterdienst erstellten Beobachtungen und Vorhersagen getroffen werden.

Dass der seit kurzem unter dem Begriff „MeteoLux“ arbeitende Wetterdienst seinen Sitz auf Findel hat und seine Arbeit ausgerechnet im selben Jahr aufnahm als der Flughafen Luxemburg, ist kein Zufall. Fliegerei und Wetterdienst gehören einfach zusammen wie der Wind und das Meer. Das erklärt sicherlich auch, dass das Wetteramt

auch 65 Jahre nach seiner Gründung vor allen Dingen zuverlässige Informationen für die Luftfahrt liefert, auch wenn es im Alltag recht häufig bei völlig anderen Gelegenheiten bemüht wird, so zum Beispiel vom „geplagten“ Familienvater, der sich erkundigt, ob er den Holzgrill trotz aufziehender Wolken aufstellen soll, von Hochzeitsgästen, die wissen wollen, ob sie sich zu Fuß oder mit dem Taxi zum Standesamt begeben sollen, oder vom Turnier-Veranstalter, der sicherstellen möchte, ob das Tennis-Match im Freien oder doch lieber in der Halle ausgetragen werden soll. Auch die Herausgabe von Wetterwarnungen gehört zu den Aufgaben von MeteoLux und beschränkt sich nicht nur auf die Luftfahrt, sondern ist auch für die Bevölkerung und Wirtschaft in zunehmendem Maße von Bedeutung.

Technik und Kommunikation

Doch zurück zu unserem Flug nach Paris. Die eigentliche Starterlaubnis erteilt der Kontrollturm, in der breiten Öffentlichkeit wohl besser bekannt unter der englischen Kurzbezeichnung „Tower“. Dass das Englische als internationale Fliegersprache auch die Flugterminologie hierzulande dominiert, wird bei unserem Besuch auf Findel gleich mehrfach deutlich. Wörter wie „Runway“ (Start- und Landebahn), „Air Traffic Control“ (Flugsicherung) oder „in due time“ (zur rechten Zeit) sind nur einige Begriffe unter vielen, die unsere Gesprächspartner gerne und häufig benutzen.

Tower und Passagiermaschine stehen über Funk zueinander in Verbindung. Doch damit der Pilot überhaupt einen



Tower- und Radarlotsen stehen über Funk in Kontakt zu den startenden und landenden Maschinen. Ab einer Flughöhe von über 4.000 Metern wird die Überwachung des Luftraums von ausländischen Flugsicherungsstellen übernommen.

Fotos: Steve Heiliger



Blick auf einen der Radarschirme, auf dem die Towerlotsen die Flugbewegungen überwachen

Funkspruch senden kann, bedarf es einer weiteren Abteilung namens CNS. Die drei Buchstaben stehen für „Communication – Navigation – Surveillance“. „La mise à disposition et l'utilisation optimale des systèmes électroniques actuels et futurs de la navigation aérienne constituent la mission du service CNS de l'Administration de la navigation aérienne de Luxembourg.“, lesen wir hierzu auf der entsprechenden Internetseite der Nationalen Luftfahrtverwaltung. Wer nun aber glaubt, die Zuständigkeiten dieser Dienststelle beschränkten sich ausschließlich auf die Sicherstellung des Funkverkehrs zwischen Cockpit und Tower, der irrt. Die Abteilung ist nicht nur Garant für ein ordnungsgemäßes Funktionieren der Kommunikationseinrichtungen auf Findel, sondern gewährleistet darüber hinaus, dass sämtliche technische Anlagen des Flughafens reibungslos arbeiten. Dazu zählen ebenso gut die Radaranlagen wie die Radionavigationssysteme, die u.a. bei der Landung eines Flugzeuges eine wichtige Rolle spielen. Nicht zu vergessen sind des Weiteren die Instrumente und technischen Einrichtungen des bereits mehrfach erwähnten Wetterdienstes, die ebenfalls von dieser Dienststelle regelmäßig geprüft, ordnungsgemäß justiert und laufend gewartet werden.

All diese Arbeiten erfolgen unter Berücksichtigung der OACI-Bestimmungen (Anm.: OACI = „Organisation de l'Aviation Civile Internationale“). Um diesen mannigfaltigen Aufgaben gerecht zu werden, beschäftigt der „Service CNS“ laut eigenen Angaben 18 Mitarbeiter, darunter 17 technische Ingenieure.

Ein großer Anteil der Beschäftigten der Verwaltung profitiert nach dem Abitur von einer sehr spezifischen Ausbildung während eines Zeitraumes von bis zu drei Jahren. Einerseits im Institut für

Flugsicherung „Eurocontrol“ auf Kirchberg, in der Flugsicherungsakademie in Langen (Deutschland), beim Deutschen oder Französischen Wetterdienst und in der „Ecole Nationale de l'Aviation Civile“ in Toulouse (Frankreich) sowie andererseits direkt bei den Herstellerfirmen der flugsicherungstechnischen Systeme und spezifischen Einrichtungen.

Maschine startklar

Die Erlaubnis, die Motoren zu starten und die Maschine zur Piste zu bewegen, erteilt, wie vorhin schon erwähnt, der Tower. „Je nach Windrichtung handelt es sich dabei um Startbahn 06 oder Startbahn 24, die Flugzeuge starten immer gegen den Wind“, erklärt John Santurbano.

Der Kontrollturm stellt in Luxemburg allerdings nur einen Teil der ATC („Air Traffic Control“) dar. Seine Aufgabe ist es, Zusammenstöße ebenso gut am Boden als auch beim Starten und Landen sowie in unmittelbarer Nähe zum Flughafen zu verhindern. Im entsprechenden Text heißt es hierzu wörtlich:

„Les tours de contrôle d'aérodrome transmettront des renseignements et des autorisations aux aéronefs placés sous leur contrôle dans le but d'assurer l'acheminement sûr, ordonné et rapide de la circulation aérienne sur l'aérodrome ou aux abords de celui-ci, afin de prévenir les collisions entre:

- les aéronefs en vol dans la zone de responsabilité désignée de la tour de contrôle y compris les circuits d'aérodrome,
- les aéronefs évoluant sur l'aire de manœuvre,
- les aéronefs en train d'atterrir ou de décoller,
- les aéronefs et les véhicules évoluant sur l'aire de manœuvre,

- les aéronefs sur l'aire de manœuvre et les obstacles se trouvant sur cette aire“ (...)

In der Folge davon übernehmen dann die Radarlotsen (anstelle der Towerlotsen) die Maschinen, dies bis zu einer Flughöhe von 4.000 Metern. Die Zuständigkeiten der in der Fliegersprache unter der englischen Bezeichnung „approach“ bekannten Abteilung sind genau definiert und in einer über die ANA herausgegebenen Informationsschrift in nur wenigen Worten wie folgt zusammengefasst:

- assurer la séparation et l'assistance des aéronefs partant ou arrivant à l'aéroport de Luxembourg;
- assurer l'aide en cas d'urgence, d'accident ou d'opérations de recherche et de sauvetage.

Erwähnen wir der Vollständigkeit halber, dass die Überwachung des Luftraums ab einer Flughöhe von 4.001 Metern von ausländischen Flugsicherungsstellen übernommen wird, zunächst von „Belgocontrol“ (bis 8.000 Meter), dann von „Eurocontrol“ (über 8.000 Meter).

Stromversorgung und Katastrophenfall

Energetisch gespeist werden die Flughafeneinrichtungen im Übrigen vom „Service électrotechnique“, kurz ELE genannt. In seinen Verantwortungsbereich fallen die Bereitstellung von Strom und die Versorgung der Flughafeneinrichtungen mit der erforderlichen Stromzufuhr. Dazu zählt auch die Instandhaltung der Befeuerungsanlage an den Start- und Landebahnen sowie der Anfluglichter. Dieselmotoren zur eigenen Stromerzeugung gewährleisten es, den Flugbetrieb auch bei Strompannen bzw. Unterbrechungen in der Zufuhr aufrechtzuerhalten.

„Noch bevor ein Flugzeug starten kann, muss geprüft werden, ob die Startbahn nicht vereist ist oder ob sich gar Gegenstände auf ihr befinden“, erklärt der geschäftsführende Verwaltungsdirektor John Santurbano eine Sicherheitsmaßnahme auf Findel. Diese Arbeiten fallen in den Zuständigkeitsbereich des flughafeneigenen „Service incendie et sauvetage“ (SIS). Grundlegende Aufgabe der Flughafenfeuerwehr ist es allerdings, nach einer möglichen Flugzeugkatastrophe „schnell und wirkungsvoll einzugreifen und den sich in einer kritischen Lage befindlichen Passagieren und Crew-Mitgliedern schnellstmöglich zu Hilfe zu eilen.“ Dass dabei insbesondere dem Faktor Zeit eine wesentliche Bedeutung zukommen muss, versteht sich von selbst. „Gerade aus dem Grund ist die räumliche Nähe der Flughafenfeuerwehr zum Geschehen an und auf den Pisten ja auch so wichtig“, begründet John Santurbano deren in unmittelbarer Nähe zur Start- und Landebahn eingerichteten Stand-

ort. Auch hier spielten wieder einmal international festgelegte Normen, nach denen die Helfer im Katastrophenfall jedes Ende der Piste in maximal drei, im günstigsten Falle sogar in maximal zwei Minuten erreichen müssten.

Eine in der breiten Öffentlichkeit wohl eher weniger bekannte Dienststelle der „Administration de la navigation aérienne“ trägt die Bezeichnung AIS / ARO. Dahinter verbirgt sich der sogenannte „Service des opérations aéronautiques“, dessen primäre Aufgabe es ist, „den für die Sicherheit, den geregelten Ablauf und für die Wirksamkeit eines Fluges erforderlichen Informationsfluss zu gewährleisten.“ Angaben über die zu fliegende Route, den Flugzeugtyp oder die Anzahl der Passagiere würden in eine Datenbank aufgenommen und seien Garant dafür, „dass ein Flug auch programmiert ist“, erklärt John Santurbano. Auch wenn ein Flugzeug plötzlich von den Radarschirmen verschwinde bzw. nicht „in due time“, wie es heißt, einen Funkspruch absetze, seien diese Informationen von großem Nutzen.

Erwähnen wir der Vollständigkeit halber, dass es neben all diesen eher technisch ausgerichteten Dienststellen noch eine Verwaltungsabteilung gibt, den sogenannten „Service administratif“, zu dessen Aufgaben u.a. die Bereiche Personal, Finanzen, Informatik und Gebäudeinstandhaltung zählen.

Sicherheit als oberste Priorität

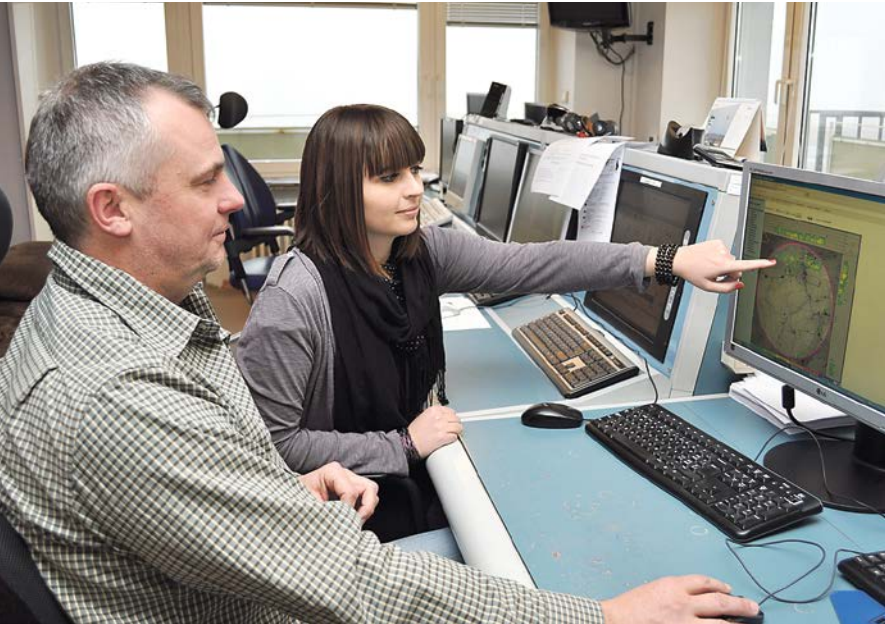
Die Flughafenverwaltung ist volles FABEC-Mitglied („Functional Airspace Block Europe Central“), zu der auch die zivilen und militärischen Partner aus Deutschland, Belgien, Frankreich, den Niederlanden und der Schweiz gehören. Im Dezember 2010 wurde gemeinsam die Unterschrift unter einen Staatsvertrag gesetzt und somit eine stärkere künftige Zusammenarbeit besiegelt. Mit der FAB-Initiative soll es gelingen, im europäischen Luftraum mehr Kapazität zu schaffen, Engpässe zu beseitigen und Fliegen effizienter zu machen, ohne das hohe Sicherheitsniveau zu gefährden, das bereits jetzt in Europa Standard ist.

Auf die Herausforderungen für die Zukunft angesprochen, verweist der geschäftsführende Verwaltungsdirektor John Santurbano abschließend auf die in Form von EU-Richtlinien von Brüssel ausgehenden Verpflichtungen, die es nun in nationales Recht umzusetzen gelte, „auf dass unser Flughafen in einer globalisierten Welt gut bestehen kann.“ Oberste Priorität müsse dabei immer dem Faktor Sicherheit zukommen, wodurch den Beschäftigten seiner Verwaltung einen hohen Grad an Verantwortung übertragen würde.

Um dies zu gewährleisten, seien regelmäßig durchgeführte interne und externe Audits im Bereich der Qualität und Sicherheit Bestandteil der Aufgaben der ANA. Letztendlich rechtfertige das hohe Maß an Sicherheit aber auch den Fortbestand unseres Flughafens in Form einer Verwaltung, urteilt John Santurbano und fügt bestimmt hinzu: „Sicherheit hat ihren Preis. Ob eine andere Struktur als eine staatliche Verwaltung bereit wäre, derart viel Geld in die Sicherheit zu investieren, bleibt jedenfalls fraglich.“

s.h.

Anmerkung: Die „Administration de la navigation aérienne“ und ihre insgesamt acht Abteilungen nehmen derart zahlreiche Aufgaben im Sinne eines wirkungsvollen Flugverkehrs über Luxemburg wahr, dass es an dieser Stelle schlicht unmöglich wäre, diese alle im Einzelnen vorzustellen. Daher erhebt vorstehender Beitrag auch keinesfalls den Anspruch auf Vollständigkeit. Stattdessen wollen wir auf die verschiedenen Internet-Seiten der Luftfahrtverwaltung verweisen, wo interessierte Leser viele Einzelheiten zu den verschiedenen Tätigkeitsfeldern finden:



Dass der seit kurzem unter dem Begriff „MeteoLux“ arbeitende Wetterdienst seinen Sitz auf Findel hat und seine Arbeit ausgerechnet im selben Jahr aufnahm als der Flughafen Luxemburg, ist kein Zufall. Fliegerei und Wetterdienst gehören einfach zusammen wie der Wind und das Meer.

«Une enveloppe inutilement rigoureuse»

La Chambre des fonctionnaires et employés publics se prononce sur les mesures fiscales

AVIS

de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);
- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;
- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation

et sur les projets de règlements grand-ducaux

- modifiant le règlement grand-ducal du 28 décembre 1990 portant exécution de l'article 46, n° 9 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- modifiant à partir de l'année d'imposition 2013 le règlement grand-ducal du 28 décembre 1990 portant exécution de l'article 104, alinéa 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (fixation des recettes provenant de l'économie et de la bonification d'intérêts);
- modifiant le règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 1974 relatif à la détermination de la retenue d'impôt sur les salaires et les pensions;
- modifiant le règlement grand-ducal du 6 mai 2004 relatif aux dotations fiscales du fonds pour l'emploi

Par dépêches des 7 et 8 novembre 2012, Monsieur le Ministre des Finances a demandé, «dans les meilleurs délais» bien évidemment, l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur respectivement le projet de loi et les projets de règlements grand-ducaux spécifiés à l'intitulé.

Introduction

D'après l'exposé des motifs joint au projet de loi, celui-ci «s'inscrit dans le cadre des mesures prises (...) pour réduire le déficit budgétaire» et se propose en conséquence «d'augmenter certains impôts en modifiant un certain nombre de lois fiscales». Les projets de règlements grand-ducaux ont pour but principal de fixer les modalités d'exécution techniques relatives à certaines mesures.

En d'autres termes, les projets sous avis se proposent de transcrire dans la législation et la réglementation les mesures «d'économies» (sic) supplémentaires annoncées au lendemain du dépôt du projet de budget de l'État pour l'exercice 2013.

Quant au fond

Quant au fond des mesures proposées, la Chambre des fonctionnaires et employés publics renvoie à son avis n° A-2505 du 14 novembre 2012 sur le projet de loi concernant ledit projet de budget, dans lequel elle avait à ce sujet pris position comme suit:

«Alors que la Chambre des fonctionnaires et employés publics voyait d'un œil favorable le projet gouvernemental initial comme présentant un juste équilibre entre, d'une part, le soutien momentanément nécessaire pour la conjoncture économique et, d'autre part, la volonté d'un retour à l'équilibre budgétaire requis à terme, elle est fortement déçue de la tournure plus récente de la politique budgétaire.

(...)

L'annonce qu'on allait trouver 250 millions d'économies à réaliser sur les dépenses proposées par le gouvernement se termine en queue de poisson, le paquet de mesures proposées étant largement dominé par des ponctions fiscales massives.

Abstraction faite du contenu détaillé des amendements présentés début novembre, il faut constater que l'enveloppe budgétaire finalement retenue est à considérer comme inutilement rigoureuse, en ce qu'elle resserre trop brutalement les vis fiscales et restreint trop certaines dépenses.

(...)

Les amendements gouvernementaux du 6 novembre, présentés suite aux critiques et pressions parlementaires, constituent essentiellement une ponction fiscale additionnelle de 182 millions d'euros, dont 128 millions (ou 70%) sont à la charge des ménages et seulement 54 millions (ou 30%) à la charge des entreprises.

Par contre, la réduction des dépenses exigée et annoncée ne s'est guère réalisée, puisque les amendements aboutissent même, au niveau de la loi budgétaire, à une hausse nette des dépenses de 19 millions d'euros, même si certains avantages sociaux ont été abolis ou réduits. Les économies nouvelles de 200 à 250 millions d'euros, revendiquées et promises, sont restées un coup publicitaire sans suites.»

La Chambre des fonctionnaires et employés publics n'ayant rien à retirer de ces propos tenus il y a à peine un mois, elle reste vigoureusement et rigoureusement opposée aux projets sous avis, et ce n'est qu'à titre tout à fait subsidiaire qu'elle procède ci-après à leur examen.

Chapitre 1^{er} – Impôt sur le revenu

De prime abord, la Chambre des fonctionnaires et employés publics constate que la modification du traitement fiscal des «stock-options», commentée au point 2 de l'exposé des motifs, ne figure pas dans le texte du projet de loi sous avis. En effet, le régime fiscal de cet avantage en nature ne fait pas l'objet d'une disposition légale modifiant les articles 104 et 108 LIR, mais se trouve réglé par la circulaire administrative n° 104/2 du 11 janvier 2002 (qui «sera modifiée»).

Si le rendement du remaniement du régime fiscal des «stock-options» est estimé à 50 millions d'euros en 2013, cette nouveauté doit constituer ou bien une mesure drastique pour les contribuables concernés, ou bien elle doit concerner un nombre très élevé de contribuables, ou bien encore elle doit frapper des rémunérations très élevées allouées sous forme de «stock-options». Pour éviter le flou qui entoure cette véritable niche fiscale, la Chambre des fonctionnaires et employés publics recommande d'abord au gouvernement d'insérer ce régime d'imposition dans l'article 104 LIR concernant l'imposition des avantages en nature. Ensuite, elle demande que ce régime de faveur soit transformé en un régime d'imposition avoisinant celui des salaires et traitements.

La modification de l'article 105bis LIR vise la suppression de la déduction forfaitaire minimum pour frais de déplacement. Concrètement, le montant de 396 euros correspondant aux quatre premières unités d'éloignement entre le domicile et le lieu de travail est supprimé. Cette mesure vise tous les contribuables résidents et non résidents touchant un revenu d'une occupation salariée au Luxembourg, ce qui explique le rendement budgétaire substantiel estimé à 35

millions d'euros. Dorénavant, la déduction forfaitaire commencera donc avec la 5^e unité d'éloignement «à vol d'oiseau» et se limitera au maximum de 2.574 euros pour 30 unités. La Chambre des fonctionnaires et employés publics constate que cette mesure refuse la déduction d'une partie des frais de voiture des salariés, mais que les entreprises pourront continuer à déduire sans distinction de kilométrage le coût de leur parc automobile de luxe – une injustice fiscale de plus au détriment des salariés! Par ailleurs, il s'agit d'une simple mesure d'austérité et non d'une mesure écologique visant à orienter les salariés vers l'utilisation des transports en commun, qui à leur tour connaîtront également une augmentation de prix à partir de 2013.

À l'article 109 LIR, le montant bien connu de 672 euros déductible pour tenir compte de la charge d'intérêts débiteurs se verra réduit de moitié. Désormais, le contribuable n'aura plus droit qu'à une déduction de 336 euros au maximum par personne du ménage commun. Cette mesure concerne les intérêts sur les crédits à la consommation, les prêts personnels, y compris les prêts sollicités pour l'achat de voitures. Cette mesure aura sans doute des effets collatéraux pour les établissements de crédit et pour le marché automobile par exemple, effets qui ne seront certainement pas contrebalancés par un hypothétique effet dissuasif en matière d'endettement.

À l'article 118 LIR, le projet sous avis prévoit l'ajout d'un taux d'impôt de 40% pour la tranche de revenu annuel dépassant 100.000 euros. Cette nouveauté appelle deux constatations. D'un côté, les taux d'impôt des tranches de revenu inférieures du barème affichent une progression régulière et rapide. D'un autre côté, le taux de 39% est applicable pour le très vaste champ de revenus imposables se situant entre 41.793 euros et 100.000 euros (ou entre 83.586 euros et 200.000 euros pour un couple imposé collectivement).

La Chambre des fonctionnaires et employés publics tient à signaler une erreur au tableau de la classe d'impôt 2 du commentaire de cet article: l'avant-dernière tranche de revenu de 79.770 euros y figure en effet deux fois et doit être remplacée à l'avant-dernière ligne par la tranche de 83.586 euros.

En ce qui concerne la classe d'impôt 1a, le projet sous avis est encore plus incompréhensible et inacceptable puisque le taux maximum de 40% est déjà atteint à partir de la tranche de revenu imposable de 35.250 euros, c'est-à-dire de moins de 3.000 euros de revenu par

mois! Faut-il rappeler que cette progression plus raide encore touche le plus souvent des ménages monoparentaux?

Les revenus élevés sont donc menacés et la ponction des revenus modestes est lourde à tel point que ce «Mittelstandsbockel» a généré une paupérisation rampante des contribuables concernés, surtout au cours de la dernière décennie.

Le projet de loi sous avis ne fournit malheureusement pas de réponse à cette incohérence flagrante. Pour remédier au problème, la Chambre des fonctionnaires et employés publics recommande vivement au gouvernement de lancer un débat de fond visant à augmenter de manière substantielle le nombre de tranches de revenu afin d'espacer et de décaler la progressivité du barème vers les tranches plus élevées. De même, un taux vraiment élevé pour les revenus très élevés aurait été préférable, de sorte que le gouvernement aurait pu renoncer à toute la panoplie de mesurètes du présent projet de loi tout en encaissant les mêmes plus-values de recettes fiscales.

L'abolition pure et simple de l'article 125 LIR (adaptation des barèmes fiscaux au coût de la vie) n'est vraiment pas nécessaire, étant donné qu'il a déjà été vidé de sa substance bien avant le projet de loi sous avis. Ou est-ce que le gouvernement craint qu'une inflation galopante ne s'installe dans les années à venir? Historiquement, cet article a été malmené de la manière suivante:

Ancien texte: «Lorsque la moyenne des indices pondérés des prix à la consommation des six premiers mois d'une année accuse, par rapport à la moyenne des indices des six premiers mois de l'année précédant l'entrée en vigueur du tarif, une variation de cinq pour cent au moins, le gouvernement proposera au Grand-Duc d'inclure dans le projet de loi budgétaire pour l'exercice suivant un projet de tarif de l'impôt sur le revenu des personnes physiques révisé en raison de la variation de l'indice pondéré des prix à la consommation (...).»

Nouveau texte introduit au 1^{er} janvier 1996: «Lorsque la moyenne de l'indice des prix à la consommation des six premiers mois d'une année accuse par rapport à la moyenne de l'indice des prix des six premiers mois de l'année précédente une variation de 3,5 pour cent au moins, le tarif de l'impôt sur le revenu des personnes physiques applicable à compter de l'année d'imposition suivante est à réviser en raison de la variation de l'indice des prix constatée. À cette fin le Gouvernement soumettra à la Chambre des Députés le projet du tarif de l'impôt dûment adapté.»

En clair, cela signifie que le gouvernement n'est dans la pratique plus du tout obligé d'adapter le tarif de l'impôt au coût de la vie, car chaque année le compteur de la variation des prix redémarre à zéro. À l'époque, et même si la Chambre des fonctionnaires et employés publics s'était montrée outrée à ce sujet, les syndicats n'avaient malheureusement pas fustigé l'arnaque, que certains députés avaient même présentée comme un «*progrès*» en faveur du contribuable puisque le taux de 5% avait été remplacé par celui de 3,5%...

La récente question de l'adaptation du barème au coût de la vie posée par un syndicat trouve donc la réponse annoncée par le Ministre des finances, à savoir l'abolition pure et simple de cet article. Le gouvernement encaisse donc désormais le même impôt sur les revenus dévalués par l'inflation et fait sienne toute décision future sur le tarif fiscal à appliquer.

À l'article 131 LIR, le remplacement du taux maximum de 22,8% applicable en cas de revenus extraordinaires par le taux de 24% ne nécessite pas de commentaire. Il en est de même des modifications techniques des articles 138 et 139 LIR, étant donné qu'il ne s'agit que de l'application des mesures du présent projet de loi au niveau de la retenue sur traitements, salaires et pensions.

Par contre, la modification proposée à l'endroit de l'article 143 LIR constitue une nouveauté qui remplace enfin le désuet recensement fiscal du 15 octobre sur la base duquel les administrations communales ont établi jusqu'à présent les fiches d'impôt de leurs habitants pour le 1^{er} janvier de chaque année fiscale. Dorénavant, ce sera la seule Administration des contributions directes qui établira toutes les fiches d'impôt. Après les fiches des non-résidents il a y quelques années et celles des citoyens de la Ville de Luxembourg il y a deux ans, les fiches de retenue de toutes les communes du pays seront donc établies par l'ACD pour l'année 2013. La Chambre des fonctionnaires et employés publics salue ce grand pas en avant, qui constitue une application pratique de la loi sur la coopération inter-administrative du 19 décembre 2008 autorisant une administration à utiliser des données disponibles auprès d'une autre administration. La manœuvre est aussi à qualifier de mesure de simplification administrative puisque l'ACD délétera toutes les communes du pays, ceci malheureusement sans être dotée en contrepartie des moyens supplémentaires nécessaires pour cette nouvelle mission d'envergure nationale. Dans ce contexte, il est regrettable que le projet de loi sur le «*fichier national*» et le «*fichier communal*» n'ait toujours pas parcouru la voie législative jusqu'au bout.

D'un autre côté, la modification proposée de l'article 152bis LIR concernant la bonification d'impôt pour investissement illustre à merveille le manque de cohérence de la politique fiscale et la complication inutile de l'application de la loi fiscale au Luxembourg. En effet, les taux réduits d'un point de pour cent dans le projet sous avis ont été augmentés de ce même point de pour cent il y a tout juste deux ans! À l'égard de cette complication administrative, la Chambre des fonctionnaires et employés publics espère que le retour aux pourcentages applicables précédemment n'aura pas la même conséquence que «*l'effet yoyo*» généralement constaté en matière de régimes diététiques...

La modification de l'alinéa 6 (1) de l'article 174 LIR prévoit le doublement à 3.000 euros de l'impôt forfaitaire actuel de 1.500 euros des SOPARFI, sociétés de participations financières. L'alinéa 6 (2) du texte sous avis prévoit l'introduction d'un impôt forfaitaire pour toutes les autres sociétés commerciales ne tombant pas sous la coupe de l'alinéa 6 (1). Ce nouvel impôt sera calculé sur la somme du bilan commercial et s'élèvera au minimum à 500 euros et au maximum à 20.000 euros par an.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics estime que la mesure

proposée est une réponse au constat qu'un pourcentage très élevé de sociétés, pour diverses raisons, ne paient pas d'impôt sur le revenu des collectivités. Toutefois, elle propose d'insérer dans le texte de la loi même les éléments essentiels de cette mesure, développés dans le seul commentaire de cet article. D'un côté, il s'agit d'assurer que les créances participatives (qualifiées de «*échappatoire*») des SOPARFI envers leurs sociétés liées soient obligatoirement englobées dans le calcul de détermination du taux de 90% des actifs financiers requis pour l'application de l'impôt minimum de 3.000 euros. De l'autre côté, la Chambre propose de préciser le texte de manière à garantir sans équivoque que toute société ne remplissant pas les conditions de l'impôt minimum de l'alinéa 6 (1) tombe automatiquement sous la coupe de l'impôt minimum prévu à l'alinéa 6 (2).

Par ailleurs, la Chambre des fonctionnaires et employés publics se doit de rendre attentif à un traitement de faveur des SOPARFI dans la mesure où celles-ci peuvent déduire les différentes bonifications (pour investissement par exemple) alors que ces mêmes bonifications sont refusées aux sociétés tombant sous l'impôt minimum de l'alinéa 6 (2).

De même, la Chambre tient à formuler une critique plus générale à l'égard de l'impôt minimum, qui constitue un impôt forfaitaire du genre «*flat tax*», même si celui de l'alinéa 6 (2) progresse avec la somme du bilan de clôture de l'année d'imposition. Si ces deux impôts forfaitaires se fondent sur la réflexion gouvernementale que l'instruction et le contrôle des bilans et des déclarations fiscales sont trop complexes et administrativement trop coûteux, certaines sociétés pourront être tentées d'accepter volontiers le paiement de l'impôt forfaitaire minimal tout en «*oubliant*» de déclarer le bénéfice effectivement réalisé.

Chapitre 2 – Impôt sur la fortune

L'impôt sur la fortune des personnes physiques a été aboli avec l'introduction de la retenue à la source sur les revenus d'intérêts à partir de l'année 2006. L'impôt sur la fortune des collectivités n'a pas été aboli, mais les sociétés redevables peuvent bénéficier sur demande d'une réduction de cet impôt à condition d'avoir affecté à un poste de réserve un montant de bénéfice équivalent au quintuple de la réduction demandée.

La modification proposée par le texte sous avis a pour objet d'éviter que la réduction ne dépasse l'impôt sur le revenu des collectivités et qu'elle ne soit accordée à hauteur du nouvel impôt minimal majoré de la contribution au fonds pour l'emploi conformément aux alinéas 6 (1) et 6 (2) de l'article 174 LIR. La Chambre des fonctionnaires et employés publics n'a pas d'objection à faire à l'égard de cette modification technique.

Chapitre 3 – Loi générale des impôts («*Abgabenordnung*»)

La modification projetée consiste dans l'abrogation pure et simple des paragraphes 165, 165a et 165b de la loi générale des impôts du 22 mai 1931. Par le projet de loi sous avis, l'Administration des contributions directes devient en effet compétente pour l'émission de toutes les fiches de retenue d'impôt du pays, de sorte que le traditionnel recensement fiscal du 15 octobre n'est plus nécessaire. Renvoyant à ce qu'elle a écrit ci-avant sub article 143 LIR à ce sujet, la Chambre des fonctionnaires et employés publics approuve cette abrogation et elle espère que les expressions «*Persenstandsaufnahme*» et «*Haushaltsvorstand*» de la loi modifiée du 22 mai 1931 seront définitivement archivées.

Concernant la «*déclaration de loyer*» ayant toujours fait partie intégrante du recensement fiscal dorénavant aboli, il y a lieu de prévoir une procédure administrative garantissant l'imposition des

loyers touchés par les propriétaires d'immeubles.

Chapitre 4 – Contribution au Fonds pour l'emploi

Cette contribution est un impôt supplémentaire calculé sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques et l'impôt sur le revenu des collectivités. La modification prévue au projet de loi sous avis consiste dans le remplacement du taux actuel de 4% par le nouveau taux de 7% applicable à l'impôt sur le revenu des personnes physiques à partir de 2013. Pour les revenus imposables dépassant 150.000 euros (classe 1 et 1a) ou 300.000 euros (classe 2), le taux actuel de 6% de la contribution au Fonds pour l'emploi passe à 9%.

En ce qui concerne les sociétés, le taux actuel de 5% sera remplacé par le taux de 7% applicable à l'impôt sur le revenu des collectivités à partir de l'année d'imposition 2013.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics est consciente de l'équité inhérente à cet impôt supplémentaire progressif, mais elle se doit de constater que le taux pour les sociétés n'augmente que de 2 points de pour cent et qu'il n'y a pas de taux spécial pour les sociétés à revenus très élevés. Si l'on considère que le relèvement des taux de la contribution au Fonds pour l'emploi est de loin la mesure au plus grand rendement, il est évident que la charge fiscale globale se décale encore un peu plus vers les personnes physiques, qui auront en effet à supporter 102 millions d'euros du total des 138 millions estimés pour cette mesure!

Chapitre 5 – Taxe sur les véhicules

La Chambre des fonctionnaires et employés publics n'entend pas commenter l'introduction d'une taxe minimale de 30 euros sur les véhicules et l'abolition de la réduction de 50 euros de la taxe sur les véhicules équipés d'un filtre à particules.

Chapitre 6 – Taxe sur la valeur ajoutée

Le projet propose d'augmenter de 10.000 à 25.000 euros le seuil du chiffre d'affaires en-dessous duquel un assujetti à la TVA bénéficie d'une franchise de celle-ci ainsi que d'un régime simplifié de ses obligations de déclaration, voire d'une dispense de ces obligations.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics se demande si une telle mesure est appropriée en période de crise économique et financière.

En effet, est-ce bien raisonnable de renoncer à la TVA qu'un commerçant encaisse sur ses clients mais qu'il n'a pas besoin de continuer au Trésor public? (Impact théorique: 25.000 x 15% = 3.750 euros par assujetti par an!)

À l'identique, ne faudrait-il pas alors introduire une exemption fiscale totale au profit des personnes physiques dont le revenu annuel est inférieur à ce même montant de 25.000 euros?

Pour faire un pas de plus en matière de simplification administrative, l'atténuation dégressive appliquée à un chiffre d'affaires se situant entre 10.000 euros et 25.000 euros peut être abolie sans pour autant augmenter de façon substantielle la franchise!

Quoi qu'il en soit, la mesure proposée sous ce chapitre n'a certainement pas sa place dans un projet de

loi contenant des mesures servant à augmenter les recettes budgétaires!!!

Chapitre 7 – Mise sur le marché de terrains à bâtir

La Chambre des fonctionnaires et employés publics n'entend pas s'exprimer au sujet de la modification législative visant à rendre conforme au droit communautaire l'attribution du crédit d'impôt.

Projet de règlement grand-ducal relatif à la fixation des recettes provenant de l'économie et de la bonification d'intérêts

C'est avec une très grande satisfaction que la Chambre des fonctionnaires et employés publics constate que le gouvernement a enfin accepté, même si ce n'est qu'après une décennie de bons conseils, de fixer dans le domaine concerné par le projet sous rubrique un taux forfaitaire qui n'est plus limité dans le temps, mais qui sera d'application aussi longtemps que le règlement grand-ducal en question n'est pas modifié.

En d'autres termes, le texte n'aura plus à être renouvelé ou prorogé chaque année ou tous les deux ans comme cela a été le cas dans le passé, mais il vaudra donc jusqu'à révocation, comme la Chambre des fonctionnaires et employés publics n'a cessé de le proposer depuis au moins une décennie!

Conclusion

Les mesures d'économies budgétaires et les augmentations d'impôts sont des mesures d'austérité qui pèseront lourdement sur les budgets des ménages, car ceux-ci auront à porter environ 45% de la charge globale tandis que les entreprises ne porteront que 17%, le pourcentage restant constituant la part des investissements publics non réalisés. Contrairement à la volonté annoncée par le gouvernement, les «*breet Schélleren*» n'auront donc pas à supporter la charge la plus lourde. La croissance économique en 2013 et en 2014 en fera les frais, sans doute.

Mais ce qui est plus frappant encore, c'est cet amas de mesurètes fiscales isolées qui ne laissent pas entrevoir une politique fiscale déterminée, réfléchie et cohérente.

Et pourtant, en raison du rôle premier de l'impôt – qui est la redistribution équitable des richesses produites – la cohérence de la politique fiscale est d'une importance capitale, surtout en période de crise financière. La Chambre des fonctionnaires et employés publics estime qu'une réforme en profondeur du système fiscal luxembourgeois est inéluctable pour boucler les budgets futurs de l'État. Les prémisses d'une telle réforme doivent être l'équité fiscale, l'égalité devant l'impôt (qui englobe la lutte contre la fraude), la bonne répartition de la charge fiscale entre les personnes physiques et les entreprises ainsi qu'un certain équilibre entre impôts directs et indirects.

La façon de procéder du gouvernement, à savoir d'amender le budget de 2013 par des mesures d'austérité supplémentaires non cohérentes sur le plan fiscal, amène la Chambre des fonctionnaires et employés publics à s'opposer aux projets de loi et de règlements grand-ducaux sous avis, à l'exception des quelques mesures commentées positivement ci-dessus.



CHFEP
Chambre des fonctionnaires
et employés publics

Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch
eines jeden

BHW und CGFP

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit
und zwar zu den
allergünstigsten Bedingungen

Unschlagbares Angebot

für:
Wohnungsbau/-kauf
Modernisierung
Grundstückwerb

mit:
Sofortkredit
CGFP-Vorzugsdarlehen
Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten

Bitte ausfüllen und einsenden an:

OEL/CGFP

Oeuvre CGFP
d'Épargne-Logement
B.P. 595 – L-2015 Luxembourg

Baukredit:

(Name)

(Vorname)

Ich bitte um
unverbindliche
Beratung durch einen
CGFP/BHW-Berater

(Straße, Hausnummer)

(Plz. /Wohnort)

(Telefon)

(Dienstbezeichnung)

(Dienststelle)

Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2013

Bausparen

aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement

BHW Dispo maXX

Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohnraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld.

Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenzinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenzinsen.

Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Das lohnt sich!

Informieren Sie sich noch heute:
Tel.: 47 36 51.



Wellness pur – Verjüngungskur fürs Bad



Die Modernisierung des Badezimmers steht für viele Haus- und Wohnungsbesitzer 2013 auf dem Plan. Selbst bei einem durchschnittlichen Badezimmer von 7,8 Quadratmetern muss dieser Wunsch nicht auf der Strecke bleiben.

40 Minuten täglich hält man sich durchschnittlich im Badezimmer auf, in der nächsten Zeit könnten es aber auch ein paar Minuten mehr werden. Denn für die Badezimmer gilt: Sie werden immer schicker. Ebenerdige Duschen, neue Grundrisse und Gestaltungsideen frischen triste Nasszellen zu komfortablen Wellness-Zonen auf. „Die meisten Modernisierungen von Badezimmern zielen auf Barrierefreiheit“, bestätigt Ralf Palm von der BHW Bausparkasse. „Die Maßnahme steigert den Wert der Immobilie, unabhängig davon, ob diese selbst genutzt oder vermietet ist.“

Neuer Grundriss, neuer Look

Badplaner gehen heute spielerisch mit dem Raum um, beobachten Fachleute, für Dusche und Waschtisch werden an beliebiger Stelle niedrige Wände eingezogen die als Raumteiler fungieren und Rohre oder Wasserleitungen verstecken. Im Trend: Holz für Badmöbel oder Fußböden und Oberflächen in unterschiedlichen Farben oder Strukturen.

Badespaß

Ebenerdige Duschwannen mit Glasabtrennung kosten mit Einbau rund 5.000 bis 6.000 Euro, für ein komplett neues Bad in hochwertiger Qualität und durchschnittlicher Größe rechnet man circa 20.000 Euro aufwärts. Als Klassiker für die Finanzierung ist der Bausparvertrag bewährt.

Richtig lüften



Schimmel bildet sich überall da, wo die Luftfeuchtigkeit über 70 Prozent liegt und keine Luft zirkuliert. Gefährlich sind sogenannte Wärmebrücken, schlecht gedämmte Raumecken, dünne Außenwände und Fensterlaibungen. „Um Schimmelbildung und damit einhergehende teure Sanierungen zu vermeiden, muss diese Feuchtigkeit durch

regelmäßiges Stoß-Lüften aus dem Raum hinausgeleitet werden“, rät Iris Laduch-Reichelt von der BHW Bausparkasse. Es empfiehlt sich eine Luftfeuchtigkeit von 40 bis 60 Prozent. Die sollte regelmäßig mit einem speziellen Messgerät, dem Hygrometer (erhältlich ab 20 Euro), überprüft werden.



Fabrication Européenne.



Canapé composable par éléments **Mah Jong** habillé de tissu **MISSONI HOME**, design Hans Hopfer.

Bouts de canapé **Sismic**, design Cédric Ragot.

BERTRANGE
126A, rue de Mamer - Luxembourg
Tél. : 31 95 57-1
info@roche-bobois.lu

rochebobois
PARIS

Catalogues, actualités et magasins www.roche-bobois.lu

Postes vacants

Ministère des Classes moyennes et du Tourisme

Le ministère du Tourisme engage pour
les mois de juillet et d'août 2013

des étudiants (m/f)

- pour assurer l'accueil dans différents bureaux régionaux d'information touristique;
- pour assurer l'animation touristique sous la direction du coordinateur d'animation touristique régional dans les régions suivantes:
 - Ardennes luxembourgeoises;
 - Mullerthal – Petite Suisse luxembourgeoise;
 - Moselle;
 - Sud.

Leur mission consistera à prendre en charge les touristes désireux de passer des vacances actives et à leur faire découvrir les attraits touristiques de la région.

Les candidat(e)s devront être âgés de 18 à 26 ans, détenir un permis de conduire et avoir une voiture à disposition. Les étudiant(e)s participeront à une formation préparatoire obligatoire.

Durée d'occupation: 1 mois ou 2 mois.

Les demandes, **accompagnées d'un certificat de scolarité**, sont à adresser au ministère du Tourisme, B.P. 86, L-2937 Luxembourg **pour le 24 février 2013 au plus tard.**

Pour tous renseignements supplémentaires, prière de s'adresser au 247 84751 ou à dany.duarte@cmt.etat.lu.

Viandes fraîches
Gibier - Volaille
Charcuteries
Salaisons

A[®]WIETOR

VIANDES EN GROS

www.wietor.lu



19A, rue de Haller

L-6312 Beaufort

Tél : 83 64 85-1

Fax : 86 90 87

e-mail : wietor@internet.lu

Hochwertige Dienstleistungen in der zentralen Staatsverwaltung

Europäische Rahmenvereinbarung zwischen EUPAE und TUNED

In ihrer Versammlung vom 12. Dezember 2012 in Brüssel haben die europäischen Sozialpartner, vertreten durch EUPAE* auf der Arbeitgeber- und TUNED** auf der Gewerkschaftsseite, ihre erste Europäische Rahmenvereinbarung über hochwertige Dienstleistungen in zentralen Staatsverwaltungen unterzeichnet.

Der Dienst im öffentlichen Interesse mit dem Ziel, dem Wohl der Allgemeinheit zu dienen, ist die grundlegende Aufgabe aller öffentlichen Institutionen einschließlich der Europäischen Union. Diese Zielsetzung ist gleichzeitig die Legitimierungsquelle für ihr Handeln. Die nachstehend genannten gemeinsamen Werte stehen in einem engen Zusammenhang mit dieser Legitimierungsquelle und den Grundrechten des Menschen.

Die europäischen Sozialpartner EUPAE (Arbeitgeber) und TUNED (Gewerkschaften) für den Sektor der zentralen Staatsverwaltung weisen nachdrücklich auf die wichtige Rolle der öffentlichen Behörden hin, öffentliche Dienste auf eine den Bedürfnissen der NutzerInnen so gut wie möglich entsprechende Weise zur Verfügung zu stellen, zu finanzieren, in Auftrag zu geben und zu organisieren.

Vor dem Hintergrund der derzeitigen schweren Wirtschafts- und Sozialkrise sind die Bekräftigung gemeinsamer Werte und die Verpflichtung zu ihrer Umsetzung ein wichtiges Instrument der Vertrauensbildung der NutzerInnen und der Imagepflege der Verwaltungen und der öffentlichen Dienste.

Ein Wert im Sinne des vorliegenden Textes wird definiert als ein Referenzsystem, mit dem sich Anspruchsgruppen identifizieren, dem sie sich verpflichtet fühlen und für das sie verantwortlich sind. Darüber hinaus sind Werte gleichzeitig ein fester Bezugspunkt für staatliches Handeln und eine Motivationsquelle für die Beschäftigten und Arbeitgeber im öffentlichen Dienst.

EUPAE und TUNED bekennen sich zu den gemeinsamen Werten des öffentlichen Dienstes und besonders zu den im Protokoll 26 über die Dienstleistungen von allgemeinem Interesse als Anhang zum Vertrag über die Arbeitsweise der EU (AEUV) genannten Werten – ein hohes Niveau in Bezug auf Qualität, Sicherheit und Bezahlbarkeit, Gleichbehandlung und Förderung des universellen Zugangs und der Nutzerrechte sowie zu den in der EU-Grundrechtecharta festgelegten Grundrechten Menschenwürde, Freiheit, Gleichheit, Solidarität und Gerechtigkeit.

Diese Werte zeigen außerdem die Anpassungsfähigkeit des öffentlichen Dienstes, der traditionelle Werte mit neuen, demokratischen und auf Beruf und Ethik bezogenen Werten verbindet.

Diese Werte stehen für die Kohärenz des gesamten staatlichen Handelns und sind ein Instrument für die Förderung des sozialen Dialogs. Sie sind das Bindeglied zwischen den Verwaltungen, den dort tätigen MitarbeiterInnen und der Gesellschaft.

Die Umsetzung dieser Werte beruht auf dem Wohlergehen der Beschäftigten im öffentlichen Dienst und erfordert:

- einen effektiv geführten sozialen Dialog
- ausreichende Ressourcen
- die Konsultation der NutzerInnen

Die Sozialpartner des Ausschusses für den europäischen sozialen Dialog in der zentralen Staatsverwaltung einigen sich auf die Umsetzung dieser Rahmenvereinbarung, die über eine Grundsatz-



erklärung hinausgeht, da sie folgende Ziele verfolgt:

- Hervorheben gemeinsamer Werte und Förderung ihrer Annahme und Umsetzung in möglichst konkreter Form durch alle Institutionen und durch die MitarbeiterInnen der zentralen staatlichen Verwaltung.
- Förderung von Diskussionen auf nationaler und europäischer Ebene zur Unterstützung der Entwicklung und Anpassung öffentlicher Dienste, die der Kern eines sozialen und demokratischen Europas sind.
- Anleitung für Aktionen und Arbeit des Ausschusses.

Werte und Verpflichtungen

Dienstleistung und Rechtsstaatlichkeit

1. Die ArbeitnehmerInnen und Arbeitgeber im öffentlichen Sektor führen die staatliche Politik im allgemeinen Interesse und zum Wohl der Allgemeinheit aus.
2. Die Tätigkeit der öffentlichen Dienste findet unter Aufsicht und Leitung der Regierungen und unter Einhaltung einzelstaatlicher und europäischer Rechtsvorschriften sowie der geltenden internationalen Normen statt.

Empfang

3. Die ArbeitnehmerInnen und Arbeitgeber verpflichten sich dazu, die NutzerInnen unter den besten Bedingungen zu empfangen. Zu diesem Zweck achten die Arbeitgeber im öffentlichen Dienst darauf, dass es eine ausreichend große Zahl von Beschäftigten mit entsprechenden Qualifikationen gibt und dass die NutzerInnen in geeigneten Räumen mit adäquater Ausstattung empfangen werden. Die Schlüsselwörter sind hier Verfügbarkeit und Höflichkeit. Die Beschäftigten des öffentlichen Dienstes zeichnen sich durch eine angemessene Haltung und ein einwandfreies Erscheinungsbild aus.
4. Die Wünsche der NutzerInnen werden vorausschauend berücksichtigt und wann immer es möglich ist von einer bürgernahen Verwaltung erfüllt. Die Zugänglichkeit wird besonders durch die Öffnungszeiten der Ämter, die Einrichtung der Lokaltäten, das Prinzip der zentralen Anlaufstelle, Telefon-Hotlines oder die Internetseiten maximiert.
5. Die Bürgernähe eines Dienstes wird daran gemessen, wie schnell die geforderte Leistung erbracht wird und ob die im öffentlichen Dienst vorgeschriebenen Bearbeitungszeiten eingehalten werden.

6. Die öffentlichen Arbeitgeber definieren in eindeutiger Weise die Aufgaben und Pflichten der Beschäftigten gegenüber den NutzerInnen im Rahmen der Gesamtverantwortung, die sie in erster Linie selbst tragen.

Gerechtigkeit

7. Die Arbeitgeber und ArbeitnehmerInnen im öffentlichen Dienst handeln in der Bearbeitung von Akten und im Umgang mit Fällen völlig unparteiisch. Auf der Grundlage der erforderlichen Solidarität zwischen den Mitgliedern unserer Gesellschaft sind Dienstleistungen für jede/n BürgerIn zugänglich und berücksichtigen individuelle Bedarfssituationen und Probleme.
8. Die Arbeitgeber und ArbeitnehmerInnen im öffentlichen Dienst achten darauf, dass die Dienste die Diversität unserer Gesellschaft abbilden. Die Arbeitgeber berücksichtigen diese Vorgabe besonders bei der Einstellung von Personal, bei der Laufbahnentwicklung und bei der Organisation der Dienste.

Integrität

9. Die im öffentlichen Dienst Beschäftigten achten darauf, dass Privatinteressen und persönliche oder politische Verbindungen keinerlei Einfluss auf politische Entscheidungen oder das Handeln der Verwaltung haben.
10. Die Arbeitgeber und die Beschäftigten des öffentlichen Dienstes achten besonders darauf, jeden Angriff auf die in der vorliegenden Vereinbarung genannten Werte einschließlich der Integrität zu verhindern bzw. zu melden. Zu diesem Zweck schützen Arbeitgeber im öffentlichen Dienst ihre MitarbeiterInnen in effektiver Weise gegen alle negativen Folgen, die ihr Kampf für den Erhalt dieser Werte nach sich ziehen kann.

Effizienz

11. Die Dienstleistungen für NutzerInnen werden unter den besten Bedingungen für Qualität und Effektivität, innerhalb kürzester Zeit und unter optimaler Verwendung von Ressourcen sowie auf der Grundlage transparenter und zuverlässiger Indikatoren erbracht. Die NutzerInnen werden an der Bedarfsanalyse und an der Evaluierung der Ergebnisse der Dienste beteiligt.
12. Die Tätigkeit öffentlicher Einrichtungen respektiert und schützt die Umwelt durch ein umweltverantwortliches Management natürlicher Ressourcen und im Interesse des Schutzes der Gesundheit der BürgerInnen.

Lebensqualität am Arbeitsplatz

13. Die wichtigste Voraussetzung für das Wohlergehen der Beschäftigten im öffentlichen Dienst unabhängig von ihrer Aufgabe ist der Sinn ihrer Arbeit, d. h. ihr Beitrag zu einer besseren Organisation unseres gesellschaftlichen Zusammenlebens.
14. Die Arbeitgeber im öffentlichen Dienst legen besonderen Wert auf die Kompetenzentwicklung ihrer MitarbeiterInnen, in erster Linie durch die berufliche Weiterbildung, so dass berufliche Laufbahnen im öffentlichen Dienst attraktiv sind. Sie achten auf die Qualität des Führungspersonals, das ein entscheidendes Bindeglied zwischen der Gesamtorganisation und der Arbeitsgruppe ist, und sie legen Wert darauf, dass die Kompetenzen der MitarbeiterInnen optimal zum Einsatz kommen, indem sie für Tätigkeiten eingesetzt werden, die ihrem Profil am besten entsprechen.
15. So wie sich Beschäftigte des öffentlichen Dienstes für ihre Organisation und die möglichst effiziente Durchführung ihrer Aufgaben einsetzen, so sehen sich auch die Arbeitgeber im öffentlichen Dienst ihren MitarbeiterInnen gegenüber in der Pflicht und sorgen für gute Arbeitsbedingungen, in erster Linie bedeutet dies eine korrekte, ausreichende und geschlechtsneutrale Vergütung, soziale Absicherung, Work-Life-Balance und Kampf gegen jede Form der Diskriminierung. Die Arbeitgeber im öffentlichen Dienst setzen sich darüber hinaus so weit wie möglich gegen prekäre Beschäftigungsverhältnisse ein.
16. Die Arbeitgeber im öffentlichen Dienst respektieren und unterstützen die Gewerkschaftsfreiheit sowie die sich daraus ableitenden Rechte und Pflichten als Garantien für Gerechtigkeit und sozialen Zusammenhalt.

Kommunikation und Transparenz

17. Die Arbeitgeber und ArbeitnehmerInnen im öffentlichen Dienst sehen eine effiziente und regelmäßige Kommunikation mit den NutzerInnen unter Berücksichtigung der Erwartungen dieser Gruppe sowie die interne Kommunikation unter Verwendung der geeignetsten Kanäle als Aufgabe mit Priorität an.
18. Die Arbeitgeber und ArbeitnehmerInnen im öffentlichen Dienst achten auf die maximale Transparenz aller Verwaltungsverfahren und fördern so eine klarere Vorstellung von staatlichem Handeln und von staatlichen Zielen.
19. Die NutzerInnen haben Zugang zu allen ihren persönlichen Daten. Diese werden vom Arbeitgeber und von den Beschäftigten im öffentlichen Dienst geschützt. Die NutzerInnen erhalten eindeutige Auskunft darüber, wie diese Daten genutzt werden.

Folgeinitiativen

20. Die Einhaltung der in der vorliegenden Rahmenvereinbarung enthaltenen Verpflichtungen werden mindestens alle zwei Jahre im Ausschuss für den sozialen europäischen Dialog in der zentralen Staatsverwaltung überprüft.

*EUPAE: European Union Public Administration Employers (Luxemburg ist eines der Mitglieder)

**TUNED: Trade Unions National and European Administration Delegation (CESI + EGÖD)

Nous ne nous contentons pas de gérer vos avoirs. Nous vous délivrons un service de haute qualité et nos relations s'inscrivent dans le long terme. Nous prenons le temps de vous écouter, de vous connaître et de mériter votre confiance. Nous respectons vos besoins et vos préoccupations et nous vous proposons des solutions adaptées.

Nous faisons plus que parler investissements avec vous. Nous vous prenons en considération dans toutes vos composantes, nous abordons avec vous votre situation familiale et nous discutons de tous les problèmes liés à l'organisation et à la transmission de vos avoirs. Nous vous aidons à structurer votre patrimoine et à le préserver au moment de la transmission aux générations suivantes.

Vous êtes au centre de nos préoccupations.



AMSTERDAM | BRUXELLES | GENÈVE | LONDRES | LUXEMBOURG
MADRID | MONACO | MUNICH | PARIS | VARSOVIE

WWW.KBL.LU



Foyer de jour CGFP

Kaweechelchen

36, rue J. B. Esch — L-1473 Luxembourg
Tél.: 25 03 54 — Fax: 25 28 84

Pour tout renseignement s'adresser à
Mme Renée Groff, directrice



Ihre Treppe leicht hinauf und hinunter!

Entdecken Sie den Treppenlift von
THYSSENKRUPP Ascenseurs

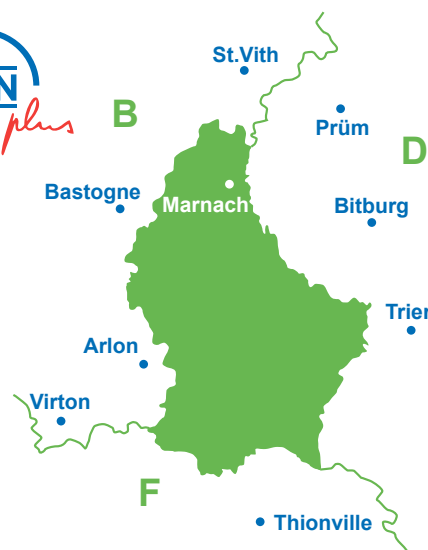


Ob kostenloses Preisangebot für Treppenlifte oder Besuch,
Rufen Sie uns einfach an: 40.08.96

THYSSENKRUPP ASCENSEURS S.à r.l.
22, Rue Edmond Reuter, L-5326 Contern
Tel.: 40.08.96, E-mail: luxembourg@thyssenkrupp.com



4 gutt Grënn, sech fir LUXPellets z'entscheiden



- ✓ regional hirstallt
- ✓ pénktlech geliwwert
- ✓ propper betankt
- ✓ permanent kontrolléiert



LUXPellets S.A.
Äre Spezialist fir labber Liwwerungen

Informationen a Bestellungen
92 92 92 - 400
info@luxpellets.com

www.luxpellets.com



Cours de formation et d'appui scolaires



Cours d'appui, de rattrapage, de révision et de méthodologie pour les élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique luxembourgeois

Inscription et informations
(du lundi au vendredi de 09h30 à 11h30): 26 77 77 77

afas@cgfp.lu
http://www.cgfp.lu/cgfp_services

AFAS **CGFP**
Association de Formation et d'Appui scolaires a.s.b.l.



- **parteilos**
- **ideologisch neutral**
- **repräsentativ**
- **dynamisch**
- **erfolgreich**
- **28 000 Mitglieder**

Ihre Berufsvertretung

Stehen Sie nicht im Abseits – Werden Sie noch heute Mitglied der



Die CGFP bietet:

- ✓ **Wirksame Berufsvertretung, besonders Ihrer moralischen und materiellen Interessen und erworbenen Rechte**
- ✓ **Gratisabonnement auf die Verbandszeitung „fonction publique“**
- ✓ **Kostenlose juristische Beratung in Beamtenrechtsfragen**
- ✓ **Kostenlose Auskunft und Unterstützung in Gehalts-, Pensions-, Krankenkassen- und Steuerangelegenheiten**

sowie ein umfassendes Dienstleistungsangebot:

- ✓ **CGFP-Bausparen (mit Sofortkredit)**
- ✓ **CGFP-Versicherungen (alle Sparten)**
- ✓ **Krankenzusatzversicherung**
- ✓ **CGFP-Sterbekasse (mit Zugang zur „Caisse chirurgicale“)**
- ✓ **Zusatzpensionsversicherung**
- ✓ **Service CGFP de Placement (Geldanlage)**
- ✓ **CGFP-Konsumkredit („petits prêts“)**
- ✓ **Fondation CGFP de Secours / CGFP-Hilfswerk**
- ✓ **CGFP-Reiseagentur Lux Voyages**
- ✓ **Kindertagesstätte „Kaweechelchen“**
- ✓ **CGFP-Nachhilfevermittlung für die Sekundarstufe „AFAS“**

Und so einfach geht's:
Untenstehende Karte ausfüllen und einsenden an:

CGFP
Boîte postale 210
L-2012 Luxembourg

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE
Boîte postale 210
L-2012 LUXEMBOURG

CGFP

Déclaration d'adhésion

Je soussigné(e) déclare par la présente que j'adhère à la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP.

J'autorise le Bureau Exécutif de la CGFP à prélever sur mon compte-courant le montant de la cotisation annuelle.

Nom et prénom:

Domicile: Code postal no

Rue: no

Administration/Service:

Fonction: Date de naissance:

CCP ou
compte bancaire no: IBAN LU

....., le

.....
(signature)

REMARQUE: La cotisation annuelle, qui est actuellement fixée à 55,00€ (retraités/veuves: 35,00€), comprend l'abonnement au périodique «fonction publique» et donne droit à toutes les prestations de la CGFP.



CUCINE PER LA VITA

by

KITCHEN
Store

204, route d'Arlon • L-8010 Strassen
Tél.: (+352) 26 11 98 50 • www.kitchenstore.lu



Spezial-Konditionen für all CGFP-Member

Sammelt Cactus-Punkte
bei all Gulf Mazout-
Bestellung ...



Info:
www.gulf.lu
☎ 92 92 92 -1

*Dës Offer gëlt fir Lëtzebuerg. Déi éischt Liwwerung muss bor oder mat V PAY beim Chauffeur bezuelt ginn.



Cactus



3 % CGFP-Exklusiv-Rabatt *

LUX VOYAGES



Golden Gate Bridge, San Francisco



Mammoth Lakes



Ocean View Boulevard, Monterey



Cable Car, San Francisco



Grand Canyon



Roadtrip durch den Westen der USA



Las Vegas



Painted Ladies, San Francisco



Santa Barbara Beach

In den USA, dem „Land der großen Freiheit“, ist eine Mietwagentour ideal, um die extrem unterschiedlichen Landschaften des amerikanischen Westens kennenzulernen. Denn mit soviel Freiraum wie möglich und nur soviel Organisation wie nötig kann man die Höhepunkte dieses 15-tägigen Roadtrips durch Wüste, Berge, einmalige Felsformationen, gewaltige Canyons bis zum Pazifischen Ozean am besten genießen:

San Francisco – Yosemite Nationalpark – Mammoth Lakes – Death Valley – Las Vegas – Grand Canyon Nationalpark – Palm Springs – Los Angeles – Santa Barbara – Monterey

Reisepreis: ab 2.038 € / Person im DZ, inklusive

- Direktflug mit Lufthansa ab Frankfurt nach/von San Francisco
- 14 Hotelübernachtungen im Doppelzimmer (Touristen- und Mittelklasse)
- Mietwagen ab/bis Flughafen: Kategorie SUV Midsize
- Individuelles Roadbook mit den Reiseunterlagen

Es ist selbstverständlich möglich, die Hotels, gegen einen geringen Aufpreis, in der gehobenen Mittelklasse zu buchen.

Diese Rundreise ist vom 1. Mai bis zum 31. Oktober 2013 täglich buchbar.

Gerne beraten wir Sie und stellen Ihnen die ausführliche Reisebeschreibung dieser und einer Vielfalt anderer Mietwagenrundreisen vor. Wenden Sie sich einfach an Lux Voyages, Ihre CGFP-Reiseagentur.

* exklusiv für CGFP-Mitglieder, generell auf allen Pauschalreisen, Kreuzfahrten, Hotel- und Mietwagenreservierungen.

LUX VOYAGES s.à r.l.
 25-A, boulevard Royal
 L-2449 Luxembourg
 Tel.: 47 00 47 • Fax: 24 15 24
luxvoyages@cgfp.lu



Sparen mit Spielraum

Die flexible Art, für Kinder vorzusorgen

Kinder haben Ansprüche. Und auch diese wachsen. Damit Sie die kleinen und großen Wünsche finanzieren können, sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

Die CGFP ist der BHW Bausparpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.

i BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, www.bhw.lu





fonction publique SPÉCIAL AUTO

Das Karosseriesteuergerät – Strippenzieher im Hintergrund

Die Elektronik übernimmt in Fahrzeugen immer mehr Funktionen. Grundfunktionen wie Fahrzeugbeleuchtung, Ansteuerung der Scheibenwischer und Wegfahrsperre gehören heute zum unerlässlichen Standard in jedem Auto. Hinzu kommen zudem Komfortfunktionen wie Funkschlüssel oder automatische Klimasteuerung. Aber auch Innovationen wie Start-Stopp-Automatik oder Reifendrucküberwachung mit der Hilfe von Sensoren sind immer häufiger in Serienmodellen zu finden. Zusammen gehören all diese Funktionen zur Karosserieelektronik eines Fahrzeugs. Der Komfort und die zusätzliche Sicherheit, den diese Funktionen bieten, sind heute fast so wichtig für ein Auto wie der Motor unter der Haube. Was sie alle gemeinsam haben, sind die Karosseriesteuergeräte. Im Hintergrund halten sie die Fäden in der Hand.

Prozessoren und Aktuatoren: so funktioniert das zentrale Karosseriesteuergerät

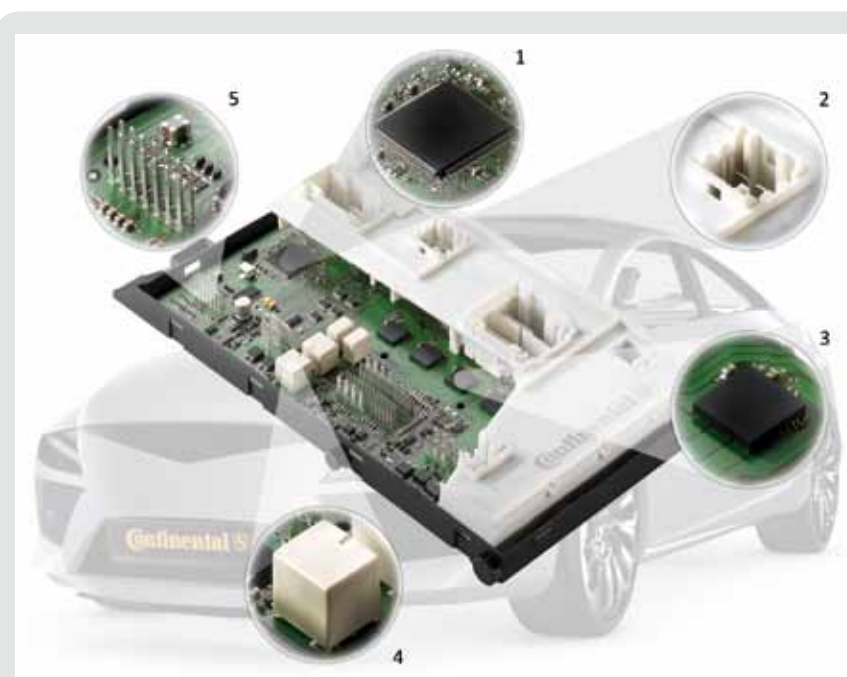
„Wie das Gehirn als Schaltzentrale eines Lebewesens dient, kontrolliert ein Karosseriesteuergerät einen Teil der Fahrzeugelektronik“, erklärt Andreas Wolf, Leiter des Continental Geschäftsbereichs Body & Security. Herzstück eines Steuergeräts ist wie bei einem PC oder Laptop ein Prozessor samt zugehörigem Arbeitsspeicher. Über Schnittstellen ist ein Karosseriesteuergerät mit Sensoren, Aktuatoren und anderen Steuergeräten im Fahrzeug verbunden. Wenn der Fahrer beispielsweise sein Fahrzeug mit dem Funkschlüssel öffnet, bekommt das Steuergerät ein verschlüsseltes Signal des im Auto verbauten Funkempfängers. Ein Algorithmus verarbeitet diese Information im Prozessor und gibt sie an die Aktuatoren weiter. Aus dem digitalen Signal wird die mechanische Aktion: Die Fahrzeugtüren werden entriegelt. Doch allein diese Fähigkeit macht das Steuergerät noch nicht zwingend notwendig. Denkbar wäre die Entriegelung per Funkschlüssel auch ohne die Hilfe eines Steuergeräts, nämlich als einzelne, über herkömmliche Relais geschaltete und lokal abgegrenzte Funktion. Das entscheidende Argument für ein Karosseriesteuergerät ist seine Fähigkeit, mehrere Funktionen in einem Gerät zu vereinen. Dadurch schafft es einen simplen aber wichtigen Vorteil: weniger Kabel. Die Vielzahl an elektronischen Funktionen in modernen Fahrzeugen würde es schlicht unmöglich machen, die Komplexität und das Gewicht der Verkabelung in einem PKW unterzubringen, wäre alles über herkömmliche Relais geschaltet.

Kontrolle der Energieflüsse

Die Integrationsmöglichkeit von verschiedenen Funktionen sorgt noch für einen weiteren Vorteil. Ein Karosseriesteuergerät kann die Energieflüsse managen und verhindert so, dass zu viele Funktionen gleichzeitig große Mengen Energie verbrauchen und die Elektrik überlasten. Das Prinzip dahinter ist einfach: Die momentan wichtigste Funktion bleibt immer optimal versorgt, während andere Funktionen hinten angestellt werden. Gerade bei Elektrofahrzeugen wird diese Fähigkeit aus einem weiteren Grund eine große Rolle spielen. Denn in Zukunft wird es mit zu den Aufgaben eines Karosseriesteuergeräts gehören, die Reichweite einer Akkuladung mit cleverem Energiemanagement zu maximieren.

Datenbusse: Kommunikationsnetzwerke der Fahrzeugelektronik

Die Funktionsintegration in ein Karosseriesteuergerät geht aber heute schon über den Bereich der Karosserieelektronik hinaus. Deutlich wird das anhand der Start-Stopp-Funktion, die den Motor bei Stillstand automatisch abstellt und dann wieder startet, wenn der Fahrer Gas geben will. Mit Hilfe



1. Der Mikrocontroller ist das Rechenzentrum des Karosseriesteuergeräts.
2. An den Hochstromausgängen werden Fensterheber oder die Zentralverriegelung angeschlossen.
3. Die Treiberbausteine steuern die Fahrzeugbeleuchtung an (Glühlampen, Xenon-Lampen und LEDs).
4. Die Relais dienen zur Ansteuerung von Fensterhebern oder Zentralverriegelung.
5. Über die 24-pin Signalschnittstellen (Signalstecker) werden Schalter, Sensoren oder der Fahrzeugdatenbus mit dem Gerät verbunden

eines Batteriesensors überwacht das entsprechende Karosseriesteuergerät die Leistungsfähigkeit der Fahrzeugbatterie und bestimmt, ob die Start-Stopp-Funktion aktiviert wird. Zusätzlich muss das Karosseriesteuergerät mit weiteren Sensoren und anderen Steuergeräten wie der Motorsteuerung in Verbindung stehen. Die Entscheidung, ob das automatische Start-Stopp System genutzt werden kann, basiert dann darauf, wie der Ladezustand der Batterie ist, welche Temperatur der Motor oder der Innenraum haben und welche weiteren elektronischen Funktionen gerade mit welcher Priorität Energie benötigen.

Ethernet: schnelle und flexible Datenübertragung

„Die Entwicklung der Fahrzeugelektronik geht klar dahin, viele einzelne Funktionen im Fahrzeug in einem zentralen Karosseriesteuergerät zu integrieren. Unsere Aufgabe ist es, diese Integration immer weiter voranzutreiben“, erläutert Wolf. Dies bringt mit sich, dass Steuergeräte, die in der Ober- und Luxusklasse zum Einsatz kommen, einen immer größeren und komplexeren Funktionsumfang beinhalten, immer stärker mit dem Gesamtsystem der Fahrzeugelektronik kommunizieren und immer größere Datenmengen austauschen.

siehe Seite 28

Winterurlaub: Gepäck sicher verstauen

Die Berge rufen - zahlreiche Wintersportfreunde zieht es jetzt wieder mit dem Auto ins weiße Vergnügen. Dabei sollte die Reise sorgfältig geplant und das Fahrzeug entsprechend gut vorbereitet sein. Das beginnt bereits bei der richtigen Beladung. Sperrige Fracht wie Skier oder Snowboards am besten in einer Dachbox unterbringen, wenn im Fahrzeug kein Platz ist. Das Gepäck dabei mit Spanngurten sichern, um zu verhindern, dass es bei extremen Verkehrssituationen aus der Box herausschießt. Ein aufgerollter Schlafsack oder eine Decke in der Spitze verringert zudem das Risiko von Beschädigungen durch Verrutschen von empfindlichem Frachtgut bei Bremsmanövern. Schwere Gegenstände so tief wie möglich im Fahrzeug platzieren. Dadurch bleibt der ideale Schwerpunkt des Fahrzeugs weitestgehend erhalten und es lässt sich vermeiden, dass die Fuhre instabil wird. Wichtig: Keine Gegenstände auf der Hutablage deponieren, denn dort werden sie schon bei leichten Bremsmanövern oder gar Auffahrunfällen zu gefährlichen Geschossen.



Grundsätzlich gilt: Jedes Fahrzeug verändert bei starker Beladung das Fahrverhalten. Beim Bremsen, Beschleunigen und in Kurven reagiert es dann anders als ohne Gepäck.

Bremsproben - etwa auf einem Parkplatz - helfen, sich unter anderem an den längeren Bremsweg zu gewöhnen. Die Geschwindigkeit unbedingt dem geänderten

Fahrverhalten anpassen und den Luftdruck der Reifen der Zuladung entsprechend einstellen. Die korrekten Werte dazu finden sich bei den meisten Pkw im Tankdeckel, auf dem Holm der Fahrertür, auf jeden Fall in der Bedienungsanleitung oder können über Reifenhändler erfragt werden.

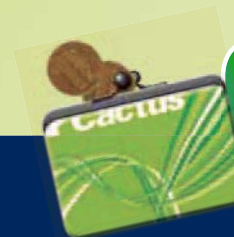
Zur winterlichen Bordausrüstung gehören bei längeren Reisen für alle (Not-)Fälle: warme Getränke, ausreichend Proviant, Wolldecke, Handschuhe, feste Schuhe, Abschleppseil, Antibeschlag Tuch, Handfeger, Eiskratzer, Defroster-Spray, Türschlossenteiser (am besten in der Hosentasche, denn im zugefrorenen Auto nutzt er wenig) sowie Starthilfekabel und Reservekanister. In besonders schneereichen Regionen wie im Hochgebirge empfiehlt sich zudem die Mitnahme von Schneeketten, Klappspaten, Sandsack. Ein Handy mit ausreichend Restenergie im Akku für mögliche Notrufe sollte ebenfalls einsatzbereit sein. Vor Fahrtantritt gilt zudem: Vor dem Start den Frostschutz im Kühler sowie der Scheibenwaschanlage und den Zustand der Batterie prüfen oder in einer Werkstatt kontrollieren lassen.

R-CLASSIC
R-CONFORT

Raiffeisen, le chemin le plus court pour votre prêt voiture.



conditions
spéciales et
concours*
Autofestival



3 x **25 000**
points

Simulez les mensualités de votre prêt voiture.

Pour acheter la voiture de vos rêves, Raiffeisen vous propose deux formules de financement à des taux particulièrement avantageux.** Pour chaque contrat R-CLASSIC ou R-CONFORT souscrit entre le 21 janvier et le 30 avril 2013, participez au tirage au sort de notre concours Autofestival et gagnez 3 x 25 000 points Cactus.

* Règlement disponible dans nos agences
** Sous réserve d'acceptation du dossier

Banque Raiffeisen - société coopérative Tél. 24 50-1 www.raiffeisen.lu

 **Raiffeisen**
Eng Bank, méi no bei lech



easyPROTECT-Auto met votre voiture aux petits soins



Vous cherchez une assurance flexible pour votre investissement sur quatre roues. **easyPROTECT-Auto** est la meilleure formule pour protéger votre voiture. Adaptée à vos besoins elle se distingue par une multitude d'avantages: pas de franchise, pas de «Malus» en cas d'accident sans tiers, valeur à neuf pendant 3 ans, libre choix du réparateur, assistance en cas d'accident immobilisant.

En plus, vous profitez d'avantages financiers: rabais pour tout nouveau client, pas de surprime pour «Permis Récent» et rabais de fidélité jusqu'à 70% pour les voitures de plus de 3 ans.

easyPROTECT vous offre les moyens de paiement adaptés à vos habitudes. Virement classique, domiciliation ou paiement DIGICASH avec votre Smartphone, c'est vous qui choisissez!

Parlez-en à votre agent ou contactez notre service clientèle au téléphone 4761-1.



lalux - meng Versécherung

LA SÉRIE LIMITÉE RENAULT EXCEPTION, EXCEPTIONNELLEMENT ÉQUIPÉE POUR UN PLAISIR ILLIMITÉ.



TWINGO
Exception Lev 75

PRIX CATALOGUE TVAc
REMISE (2) € 12.165
- € 3.166

PRIX NET TVAc REMISE DÉDUITE € 8.999

ÉQUIPEMENTS SPÉCIFIQUES:

- Condamnation centralisée des portes • Conditionnement d'air manuel • Direction assistée variable • Lève-vitres avant électriques • Ordinateur de bord • Radio mono-CD MP3 Bluetooth, Plug & Music avec commandes au volant • Régulateur et limiteur de vitesse • Projecteurs antibrouillard • Vitres surteintées à l'arrière • Volant en cuir • Jantes alu 15" • Rétroviseurs extérieurs électriques et dégivrants



MÉGANE GRANDTOUR
Exception Tce 115

PRIX CATALOGUE TVAc
REMISE (2) € 23.570
- € 6.120

PRIX NET TVAc REMISE DÉDUITE € 17.450

ÉQUIPEMENTS SPÉCIFIQUES:

- Barres de toit longitudinales chromées • Carminat TomTom® LIVE intégré • Carte SD Benelux - joystick • Carte Renault démarrage mains libres • Conditionnement d'air automatique bi-zone • Day Time Running Lights LED • Frein de parking assisté + aide au démarrage en côte • Jantes alu 17" Sari • Jonc chrome sur face avant • Rétroviseurs extérieurs rabattables électriquement • Régulateur - limiteur de vitesse • R- Plug&Radio+, 3D Sound by Arkamys® • Projecteurs à allumage automatique • Projecteurs antibrouillard • Sellerie cuir et sièges avant chauffants • Système d'aide au stationnement arrière • Visio System® (alerte de sortie de voie + feux de route automatique)



SCÉNIC
Exception dCi 130

PRIX CATALOGUE TVAc
REMISE (2) € 28.470
- € 6.835

PRIX NET TVAc REMISE DÉDUITE € 21.635

ÉQUIPEMENTS SPÉCIFIQUES:

- ABS + Contrôle dynamique de conduite ESC (ESP) avec fonction antipatinage (ASR) • Carminat TomTom® LIVE intégré avec joystick de commande et carte SD Bénélux • Carte Renault démarrage mains libres • Conditionnement d'air automatique bi-zone • Jantes alu 17" • R-Plug&Radio+ (mono-CD MP3, connexion AUX + USB) • Régulateur - limiteur de vitesse • Sellerie cuir carbone foncé / alcantara gris • Système d'aide au stationnement arrière • Visio System (alerte de sortie de voie + feux de route automatique)


0%⁽¹⁾ TAEG
DE FINANCEMENT

+

CONDITIONS
AUTOFESTIVAL
JUSQU'AU 4 JANVIER



3,3 - 7,9 L/100 KM. 85 - 184 G CO₂/KM. www.renault.lu  **DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.**

Renault préconise 



(1) Offre de prêt à tempérament réservée aux particuliers, valable du 04/01/2013 au 04/02/2013 sur Twingo, Clio Collection, Nouvelle Clio, Modus, Kangoo, Wind, Mégane, Fluence, Scénic et Koleos. Taux débiteur fixe 0,00% et taux annuel effectif global 0,00% pour une durée maximale de 36 mois avec un acompte minimum de 30%. Offre non-contractuelle. Sous réserve d'acceptation du dossier par Alpha Credit S.A., rue Ravens-stein 60 / 15, 1000 Bruxelles. Annonceur : Renault Belgique Luxembourg S.A. (Importateur), boulevard de la Plaine 21, 1050 Bruxelles. (2) Remise : Offre valable pour les particuliers, pour toute Renault neuve commandée entre le 04/01/2013 et le 04/02/2013. Tout a été fait pour que le contenu de la présente publication soit exact et à jour à la date de l'impression. Veuillez consulter votre distributeur local pour recevoir les informations les plus récentes. Nos prix s'entendent TVA 15% comprise.

JUSQU'AU 04 FÉVRIER 2013 - 50% SUR VOTRE 2^{ÈME} PNEU HIVER*

TOUTES NOS OFFRES ET VOTRE PRISE DE RENDEZ-VOUS ONLINE SUR : www.renault.lu (rubrique après-vente).

* Offre valable pour les particuliers, sur présentation de ce coupon, du 01/01/2013 au 04/02/2013 dans le réseau Renault participant. Hors montage et hors recyclage.



5 nouveaux modèles, des conditions Autofestival et un financement à 0% sur toute la gamme Dacia.

Portes ouvertes jusqu'au 4 février (ouvert les dimanches 27/01 et 3/02).



Nouveau **Dokker** (1) à pd **8545€**

Nouvelle **Sandero** (1) à pd **7595€**

Nouvelle **Sandero Stepway** (1) à pd **10075€**

Nouvelle **Logan** (1) à pd **6645€**

0%⁽³⁾ DE FINANCEMENT

3 ANS⁽²⁾ GARANTIE
ou 100 000 km

DACIA
GROUPE RENAULT

(1) Prix catalogue du 01/01/2013 au 04/02/2013. (2) Au premier des 2 termes atteint. (3) Offre de prêt à tempérament réservée aux particuliers, valable du 01/01/2013 au 04/02/2013 sur toute la gamme véhicules particuliers Dacia. Taux débiteur fixe 0,00% et taux annuel effectif global 0,00% pour une durée maximale de 30 mois avec un acompte minimum de 40%. Offre non-contractuelle. Sous réserve d'acceptation du dossier par Alpha Credit S.A. Annonceur : Renault Belgique Luxembourg S.A. (Importateur).

3,8 - 7,5 L/100 KM. 99 - 175 G CO₂/KM. www.dacia.lu 

VOTRE FORFAIT ENTRETIEN DACIA À PARTIR DE SEULEMENT 119€* TVAc.

AVEC DACIA, VOUS OPTEZ POUR UN VÉHICULE ÉCOLOGIQUE, À LA SÉCURITÉ EXIGEANTE, AU DESIGN AFFIRMÉ, ET SURTOUT ÉCONOMIQUE !

ET LES COÛTS D'ENTRETIEN PARTICIPENT À CETTE LOGIQUE D'ÉCONOMIE.

* OFFRE VALABLE À PARTICULIERS. ENTRETIEN DACIA 5W40. L'ENTRETIEN DACIA COMPREND : VIDANGE ET APPOINTS D'HUILE - REMPLACEMENT DU FILTRE À HUILE - MISE À NIVEAU DES LIQUIDES - 25 POINTS DE CONTRÔLE.

RENAULT LUXEMBOURG
2 Rue Robert Stumper
L-2557 LUXEMBOURG
40.30.40.1

GARAGE THOMMES
92 Op der Strooss
L-7650 HEFFINGEN
87.81.15.1

GARAGE FELTEN
Weicherdange - Tél.: 92.16.12

RENAULT BEGGEN
182 Rue de Beggen
L-1220 BEGGEN
43.52.32.1

GARAGE SCHNEIDERS
17 Rue de Luxembourg
L-6450 ECHTERNACH
72.90.45.1

GARAGE REINERT
Petange - Tél.: 50.37.87

GARAGE GELZ
Steinfort - Tél.: 39.00.47

RENAULT DIEKIRCH
26 Route d'Ettelbrück
L-9230 DIEKIRCH
80.88.80.1

GARAGE DE L'EST
Zone artisanale et commerciale
L-6131 JUNGLINSTER
788.22.21

GARAGE SCHILTZ
Buderscheid - Tél.: 26.88.90.75

GARAGE KAUTEN
Beckerich - Tél.: 23.62.13.67

RENAULT ESCH-SUR-ALZETTE
Rue Jos Kieffer
L-4176 ESCH-SUR-ALZETTE
57.29.76.1

SERVICE AUTOMOBILE
1b Route d'Arlon
L-8310 CAPELLEN
30.93.41

GARAGE THOMMES
Mersch - Tél.: 26.32.39

GARAGE RECH
Esch/Alzette - Tél.: 54.34.34

Geschäftsmodelle der Automobilbranche auf dem Prüfstand

Autohersteller und -zulieferer stehen vor existenziellen Entscheidungen. Sie sind gezwungen, ihre Geschäftsmodelle zu überdenken, wenn sie langfristig überleben wollen. Das machen die Ergebnisse einer internationalen KPMG-Umfrage klar, bei der 200 Vorstände und Geschäftsführer von Unternehmen der Automobilbranche zur aktuellen Lage und den Aussichten der Branche befragt wurden. Praktisch alle Unternehmen verzeichnen einen Umsatz von mehr als 100 Millionen US-Dollar, jedes vierte sogar mehr als 10 Milliarden US-Dollar.



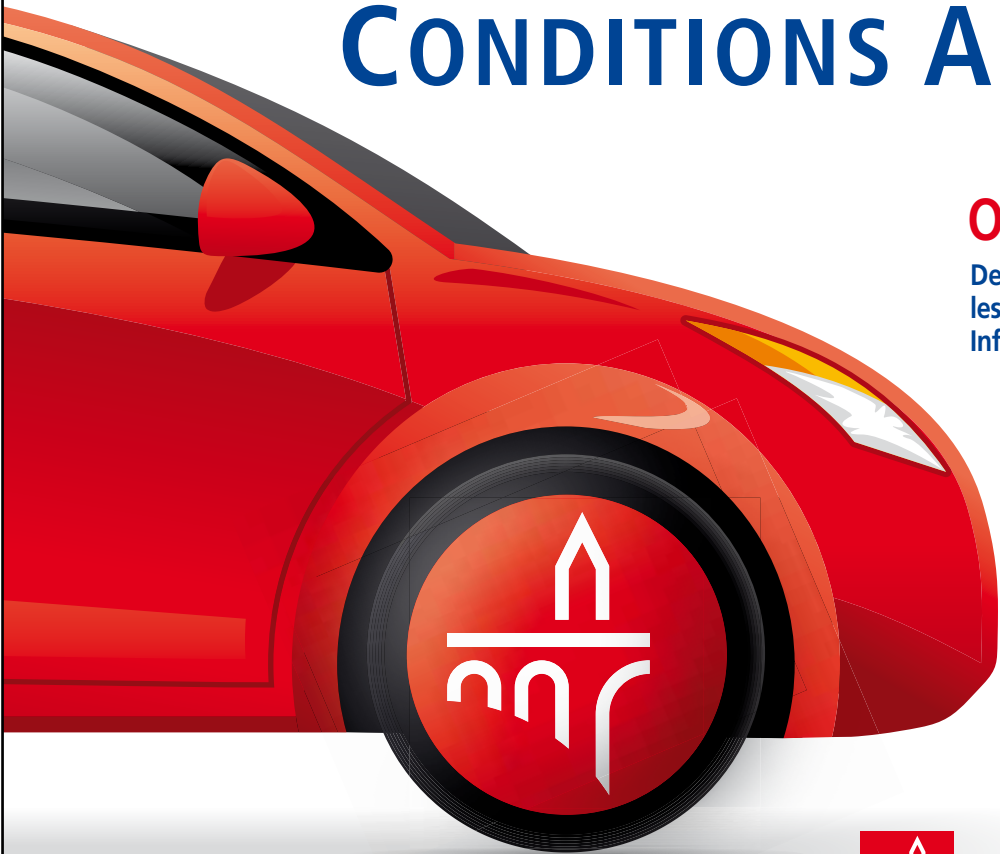
Mathieu Meyer, Global Head of Automotive bei KPMG: „Die Umfrage macht deutlich, dass sich Hersteller und Zulieferer derzeit an allen Ecken und Enden massiven Herausforderungen gegenüber sehen. Auf welche Antriebstechnologie sollen sie setzen? Wo künftig noch ihre Autos entwickeln und produzieren? Sollen sie Mobilitätsdienstleistungen anbieten, und wenn ja: welche? Klar ist, dass die traditionellen Grenzen zwischen Herstellern, Zuliefe-

rern und Dienstleistern zusehends verwischen. Jedes einzelne Unternehmen steht vor der schwierigen Entscheidung, ob es den Vorstoß in neue Geschäftsfelder wagen soll oder besser beraten ist, sich stärker auf eine bestimmte Nische zu konzentrieren.“

Die wichtigste - und gleichzeitig am

schwierigsten zu beantwortende - Frage, die die Branche umtreibt, ist die nach der künftig dominierenden Antriebstechnologie. Hier ist ein Sinneswandel zu beobachten. Nach Überzeugung jedes dritten Experten (36 Prozent) dürften in den kommenden fünf Jahren „Plug in“-Hybride am stärksten nachgefragt werden. Im vergangenen Jahr hat-


ten die Fachleute noch konventionellen Hybridfahrzeugen die besten Verkaufschancen eingeräumt. Dass Kunden in erster Linie rein batteriebetriebene Fahrzeuge verlangen, glauben inzwischen nur noch elf Prozent der Fachleute (2012: 16 Prozent).




CONDITIONS AUTOFESTIVAL!


OUVERTURE PROLONGÉE

De nombreuses agences ouvertes jusqu'à 18h30
les jours ouvrables du 28.1. au 4.2.2013.
Informations et simulations de prêts sur www.bcee.lu.



Simulateur





SPUERKEESS

Äert Liewen. Är Bank.

Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775
www.bcee.lu tél. (+352) 4015-1



TOYOTA

TOUJOURS
MIEUX,
TOUJOURS
PLUS LOIN

Les voitures les plus économes sont aussi les plus silencieuses



Prius Plug-in



Yaris Hybride



Prius



Grand Prius+ 7 places



Auris Hybride



Les Hybrides Toyota ne consomment pratiquement rien en ville. Elles affichent des niveaux d’émissions révolutionnairement bas. Et la technologie Hybrid Synergy Drive les rend hyper silencieuses. Un pur bonheur à vivre dans la version qui vous va. En version citadine, compacte, berline ou familiale, **il y a forcément une Toyota Hybride qui vous ressemble.**

www.hybride.lu



Toyota Luxembourg
Zoning Industriel Bourmicht 6 – 8070 Bertrange
Tél: 00352 45 57 15 1

2,2-4,3 L / 100 KM | 49-99 G / KM | www.toyota.lu



(1) Garantie et assistance 5 ans gratuites : la garantie constructeur internationale de 3 ans (max. 100.000 km) est prolongée de 2 ans soit 5 ans au total (max. 150.000 km) par la TBEL SA/NV, sur tous les véhicules livrés par elle et pourvus du certificat de garantie prolongée délivré par votre Point de Vente Toyota agréé. Offre soumise à conditions. Plus d'infos sur toyota.lu ou dans votre Point de Vente Toyota agréé.

Know-how für effiziente Elektronik

Bei Fahrzeugen der unteren Preissegmente steht die Entwicklung der Karosserieelektronik vor anderen Herausforderungen. Vor allem in den aufstrebenden Industrienationen wird die Automobilindustrie neben der Notwendigkeit, günstige Produkte anzubieten, durch zwei Faktoren geprägt: sehr schnelle Produktentwicklungszyklen und eine Vielzahl von Herstellern, die in kleinen Serien produzieren. Die zentralen Steuergeräte müssen also leicht an die verschiedensten Fahrzeugtypen und Ausstattungsvarianten angepasst werden können. Um die Kosten gering zu halten, basieren die zentralen Steuergeräte von Continental schon seit einigen Jahren auf einer modularen Plattformarchitektur. So sorgt die Einstiegsvariante der zentralen Karosseriesteuergeräte von Continental (Basic Function Controller) dafür, dass wichtige Basisfunktionen mit geringem Anpassungsaufwand in verschiedene Automobiltypen kommen. Benötigt der Kunde noch leistungsfähigere Hardware, kann er zwei Basic Function Controller zu einem dezentralen Netzwerk verknüpfen. Der Advanced Function Controller bietet als Alternative erheblich größeren Funktions- und Leistungsumfang. Mit diesem umfangreichen Produkt- und Technologie-Portfolio deckt Continental alle Anforderungen moderner Fahrzeugarchitekturen ab.

Lux-Motor : 10 ans et plein de nouveautés !

Pour Lux-Motor comme pour tous les inconditionnels de la marque Ford, 2013 se profile déjà comme une année vraiment exceptionnelle !

10 bougies ...

Premier évènement marquant : le 10^e anniversaire de Lux-Motor ! Une décennie entière au cours de laquelle Lux-Motor est resté fidèle aux principes et aux valeurs de la marque, mais s'est aussi pleinement engagé pour offrir à sa clientèle privée ou professionnelle des prestations complètes et optimales : conseils, vente et après-vente, entretiens et réparations, service Fleet personnalisé enrichi de nombreuses offres « Business Pack », ...

Depuis les débuts de la société à Esch-sur-Alzette jusqu'aux actuelles et très modernes implantations de Munsbach et de Foetz, Lux-Motor a parcouru un long chemin. En compagnie d'une clientèle fidèle, appré-

ciant les qualités de la Ford et celles des services proposés par les deux garages. Et dans le total respect des clients qui restent la priorité Numéro Un de toute l'équipe Lux-Motor.

... Et une foule de nouveautés

Second évènement marquant : l'édition 2013 du réputé Salon de l'Automobile. Pour ce nouveau millésime, le salon sera rehaussé par les nombreuses nouveautés Ford qui enrichissent la gamme.

À commencer par le « Van of the Year 2013 » : le célèbre Ford Transit Custom.

Sans oublier le nouveau Ford Tourneo Custom qui bénéficie dans sa nouvelle livrée d'une qualité de finition encore supérieure et d'une dynamique de conduite digne d'une berline de haut de gamme. La Ford Ranger, « Pick-up de l'année 2013 » sera aussi l'une des grandes vedettes de ce salon de l'Automobile.

PARLONS DE VOUS

Votre future voiture, vous la financez comment ?

Obtenez une **RÉPONSE IMMÉDIATE**¹⁾ à votre demande de prêt :

- au **42 42-7000**, de 8h à 18h en semaine et de 14h à 18h le week-end
- en **agence**, sur rendez-vous du lundi au vendredi de 8h à 18h
- sur **bgl.lu** et **via Web Banking**

BGL BNP PARIBAS | La banque d'un monde qui change

bgl.lu

¹⁾ La réponse sera donnée après analyse du dossier (la liste des documents à fournir est accessible sur simple demande en agence).

²⁾ Voir conditions en agence. Sous réserve d'acceptation du dossier.

TAUX SPÉCIAL²⁾ AUTOFESTIVAL

Dans le segment des voitures de tourisme, le constructeur automobile Ford a aussi fait des merveilles !

Élue « Compacte la mieux vendue en 2012 », la Ford Fiesta se livre ici dans une nouvelle version qui, grâce au talent des ingénieurs et designers de la marque, surpasse encore les précédentes.

Mais la plus surprenante sera sans conteste la Ford Kuga ! Pour 2013, elle se présente dans un style complètement renouvelé. Encore plus spacieuse. Encore plus dynamique. Une voiture hors du commun à découvrir absolument ! Sans oublier la nouvelle Ford B-Max qui a été spécialement conçue pour les conducteurs urbains.

Profitez des conditions festival

2 tickets à gagner pour la finale Champions League !

Augmentez vos chances en jouant dans nos 2 showrooms.

Lux-Motor s.à r.l.

MUNSBACH

FOETZ

Email : info@fordluxmotor.lu

www.fordluxmotor.lu

Lux-Motor, 2 garages, 1 marque !

du 26.01 au 04.02

Fiesta ST (Prototype) en avant-première chez Lux-Motor, du 28 au 30.01 à Munsbach et le 04.02 à Foetz!

Ford SYNC, Active City Stop, ...

Démonstrations des nouvelles technologies durant les 2 week-ends du festival!



Qui dit voiture, dit sécurité. Qui dit sécurité, dit Bâloise.

3 conducteurs sur 4 ne sont pas assurés !

C'est un constat étonnant mais bien réel ! Nous protégeons tous notre véhicule avec des garanties toujours plus étendues mais nous oublions l'essentiel : **NOUS**, comme conducteur.

Contactez votre partenaire **CGFP Assurances** et découvrez sécherFUEREN CGFP, l'assurance automobile qui renforce votre sécurité.

CGFP Assurances S.A.
16, rue Érasme | L-1468 Luxembourg
tél.: +352 27 04 28 01 | info@cgfp-assurances.lu

CGFP 
Assurances



BMW
Diplomatic Sales



JOY KNOWS NO BORDERS.

As a member of the Corps Diplomatique, a European institution or an international organization, you know that things can be quite different from one country to another. One thing we want to keep unchanged, is your joy of driving a BMW. Our dedicated team perfectly understands the constraints of your mission and is used to finding the best solutions in the shortest lapse of time and providing you with a full service. This includes delivery of your personalized car anywhere in the world while respecting local specifications. And in addition, we offer you particularly attractive sales conditions. Because we just love to push back frontiers.

BMW DIPLOMATIC SALES.

BMW EfficientDynamics
Less emissions. More driving pleasure.

Arnold Kontz
184, Route de Thionville
L-2610 Luxembourg
Tel. 49 19 41-1
bmw@arnoldkontz.lu
www.arnoldkontz.bmw.lu

Bernard Muzzolini
2, Rue Jos Kieffer
L-4176 Esch-sur-Alzette
Tel. 57 26 26-1
info@muzzolini.net.bmw.lu
www.muzzolini.bmw.lu

Schmitz s.à r.l.
21, Rue de la Gare
L-7535 Mersch
Tel. 32 91 11
info@schmitz.net.bmw.lu
www.schmitz.bmw.lu

GERVAÏNE CO

Environmental information: www.bmw.lu

5,6-12,9 L/100 KM • 148-303 G/KM CO₂

citroen.lu

CITROËN préfère TOTAL   DIAMANTS PRIORITÉ À LA VENTE

HYBRIDE & DIESEL

CHANGEZ D'ÉPOQUE



CITROËN DS5 HYBRID4

200 CH* - 88G CO₂ - 3,4L/100 KM - 4 ROUES MOTRICES
À VENIR DÉCOUVRIR CHEZ NOUS

FINANCÉE À 0% TAEG⁽¹⁾ avec extension de garantie sur toute la durée du financement

CRÉATIVE TECHNOLOGIE



 3,4 - 4,0 L/100 KM  88 - 102 G CO₂/KM

*Puissance cumulée, et à une vitesse inférieure à 120 km/h. Informations environnementales: citroen.lu. Véhicule illustré: CITROËN DS5 Hybrid4 Sport Chic (options: peinture blanc "Nacré" et jantes en alliage léger). (1) Le Pack Citroën Easy Way EssentialDrive se compose d'un crédit Citroën Easy Way et d'un Contrat EssentialDrive. Ces 2 éléments peuvent être souscrits séparément à des conditions similaires. Citroën Easy Way est une proposition de prêt à tempérament faite par Citroën Financial Services, marque de PSA Finance Belux S.A. (prêteur), rue de l'Etoile 99 à B-1180 Bruxelles, sous réserve d'acceptation du dossier. Le Taux Annuel Effectif Global (TAEG) et le taux débiteur fixe sont de 0% avec un acompte de 35% minimum et une durée de 36 mois maximum pour une CITROËN DS5 neuve vendue à un particulier. Le Contrat EssentialDrive est souscrit pour la durée du prêt et un kilométrage annuel de 20.000 km pour un véhicule essence et de 30.000 km pour un diesel. La première de ces 2 échéances atteinte mettra fin au Contrat EssentialDrive. Annonceur: Citroën Belux SA (importateur), Parc de l'Alliance - Avenue de Flandre 48 à B-1420 Braine-l'Alleud. Exemple pour une CITROËN DS5 1.6 THP 155 BVA6 Chic: prix de 26.780€ (prime de recyclage⁽²⁾ déduite), acompte de 9.373€, 35 mensualités de 229,90€ et une dernière mensualité de 9.360,50€, montant total dû de 26.780€, frais compris dans le coût total du crédit: 0€. Le prix mensuel du Pack Citroën Easy Way EssentialDrive est de 240€ sur 35 mois, incluant l'abonnement mensuel EssentialDrive pour 10,10€/mois. (2) Citroën reprend votre ancien véhicule pour 2.376€ à l'achat d'une nouvelle CITROËN DS5 (hors Business). Ce véhicule doit être complet et immatriculé depuis au moins 6 mois au nom de l'acheteur du nouveau véhicule. Offres valables jusqu'au 31/01/2013, non cumulables avec toutes autres promotions en cours et valables chez nous.

ETOILE GARAGE
L-2557 LUXEMBOURG
Tél.: 40 22 66 - 1

ETOILE GARAGE
L-3515 DUDELANGE
Tél.: 51 91 90

ETOILE GARAGE
L-4026 ESCH-SUR-ALZETTE
Tél.: 55 01 55

GARAGE BINSFELD
L-4562 DIFFERDANGE (NIEDERKORN)
Tél.: 54 50 56

CLERBAUT AUTOMOBILES
L-5481 WORMELDANGE
Tél.: 76 82 65

CLERBAUT AUTOMOBILES
L-5750 FRISANGE
Tél.: 23 60 60 - 1

ETOILE GARAGE
L-7540 ROLLINGEN/MERSCH
Tél.: 26 32 63

GARAGE INTINI
L-8080 BERTRANGE
Tél.: 45 64 45

GARAGE NEUGEBAUER
L-8422 STEINFORT
Tél.: 39 00 29

GARAGE J. LEYDER
L-8509 REDANGE-SUR-ATTERT
Tél.: 23 62 39 - 1

GARAGE STROTZ
L-9559 WILTZ
Tél.: 26 95 02 47

www.etoilegarage.lu
www.facebook.com/etoilegarage